

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 F; Arabie Saoudite, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Brésil, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F; France, 1,20 F; Grèce, 1,20 F; Inde, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Mexique, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; T.S.G., 60 F; Tunisie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4017-23 Paris  
Télé Paris n° 65072  
TÉL. : 246-72-23

**La Chine signe un important accord avec le patronat japonais**

LIRE PAGE 30

## BULLETIN DU JOUR

### Une proposition française pour Belgrade

M. de Guiringaud a distribué, mardi à Copenhague, six ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, sous forme de document de travail, un projet de déclaration finale pour la conférence de Belgrade. Le délégué de la France en fait autant auprès des trente-quatre autres participants à la conférence. Un document de travail n'est pas une proposition formelle. Ce document est destiné à ménager les Etats de la Communauté, que la France cherche à amener à ses vues sans leur forcer la main. Sur le fond, en tout cas, il s'agit bien d'un projet de compromis.

Le temps presse. La conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe examine depuis le 4 octobre la mise en œuvre des décisions du « sommet » d'Helsinki (1975) pour l'amélioration des relations européennes « de l'Atlantique (Etats-Unis et Canada compris) à l'Oural ». Elle doit en principe se terminer à la mi-février. Nous y sommes. En principe, aussi, elle ne peut se séparer que si tous les participants en sont d'accord — mais comment poursuivre la discussion avec des interlocuteurs qui ne voudraient plus parler — et après avoir adopté un document de clôture — mais comment éviter qu'il se limite à un constat d'échec ?

A Belgrade, la grande difficulté, comme jadis à Helsinki, porte sur les droits de l'homme. La conférence n'est officiellement saisie jusqu'ici que d'un projet de déclaration finale déposé par l'U.R.S.S. Dans sa première version il ignorait les droits de l'homme, et la délégation soviétique laissait entendre qu'elle était résolue à ne pas en discuter. Pourtant, elle vient de distribuer une version amendée où un paragraphe est consacré aux questions humanitaires, mais de façon si ambiguë que le délégué britannique s'est écrié : « C'est un costume rapide ». Les Américains ont préparé un projet dont les droits de l'homme sont le cheval de bataille, mais à la demande de leurs alliés, ils le gardent en poche. Les neutres et non-alignés ont proposé, comme « document de travail », des rédactions de compromis sur les points les plus litigieux, mais leur tentative a été mal accueillie par l'U.R.S.S. Le projet français est rédigé dans le même esprit et se présente comme un projet complet de déclaration finale.

L'accord qui lui a été réservé par les Huit a été plutôt froid. Il est révélateur de la différence d'approche vis-à-vis de l'U.R.S.S. de la France et de ses partenaires de la Communauté européenne. Ceux-ci estiment qu'une initiative européenne ne s'impose pas, qu'il suffit d'améliorer le dialogue des neutres ; ils pensent surtout que, en tout état de cause, Moscou ne rompra pas et fera des concessions au dernier moment, comme à Helsinki. Certains pensent même qu'une rupture ne serait pas un drame.

Les Français jugent ce pari risqué. A Helsinki, M. Brejnev avait besoin d'un accord pour réaliser son grand dessein : un « sommet » Est-Ouest qui enterrerait le « statu quo » territorial issu de la guerre mondiale, y compris la division de l'Allemagne. Ce bénéfice a été empêché. La contrepartie était l'amélioration des relations humaines entre l'Est et l'Ouest. En rompant sur ce point, M. Brejnev n'a rien à perdre. L'objectif de la diplomatie française est de maintenir le contact dans ce domaine, si faible que soient les résultats, et l'on juge à Paris que, même décevants, ils ne sont pas négligeables.

En somme, la France ne désespère pas d'amadouer l'ours soviétique en le caressant dans le sens du poil ; ses partenaires restent persuadés qu'il n'est sensible qu'aux rapports de force, dont la détente ne devrait être qu'une forme atténuée.

## ETHIOPIE

### « Terreur rouge » à Addis-Abeba

Tandis que se poursuit dans l'Ogaden la contre-offensive éthiopienne que les Somaliens assurent « contenir », le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de la junte militaire d'Addis-Abeba (DERG), a violemment attaqué, mardi 14 février, dans une conférence de presse, la politique américaine dans la corne de l'Afrique. Selon le chef de l'Etat éthiopien, les Etats-Unis, affichant un « sentiment de neutralité », sont à la tête d'un « complot » destiné à livrer des armes à la Somalie.

Dans un commentaire publié par l'agence Tass, les mêmes accusations sont portées contre

l'ensemble des Occidentaux. L'agence soviétique Jussite « aide matérielle et technique que l'U.R.S.S. fournit à l'Ethiopie pour repousser l'agression somalienne », dénonce « l'ingérence tactique mais active de l'OTAN » dans la région et prend vivement à partie la politique française de « livraisons d'armes à de nombreux pays africains et arabes réactionnaires ».

A Addis-Abeba, après une brève escalade, la répression sanglante de toute opposition virtuelle vient de reprendre, comme le rapporte notre envoyé spécial.

### Une révolution devenue folle

Addis-Abeba. — Folle ? Démence rouge, déjà « cambodgienne » ? Qui reconnaît l'Ethiopie ? En six mois, le pays a connu deux changements de régime, deux « révolutions ». Une chose surtout est allée « de l'avant » au cours des six derniers mois : la « terreur rouge », désormais officiellement assumée, revendiquée même par le régime. Il paraît bien loin le temps où les massacres d'étudiants (ceux du 29 avril 1977, par exemple), étaient attribués par les militaires à une « campagne de propagande de l'impérialisme », le temps où la presse occidentale se voyait accusée de « distorsions et d'exagérations », de « incidents mineurs et isolés » (1). Aujourd'hui, la « terreur rouge », censée réprimer la « terreur blanche », est devenue le mot d'ordre officiel. Le maire d'Addis-Abeba, M. Alemu Abebe, recevant les journalistes, se félicite ouvertement de la liquidation des « contre-révolutionnaires ». Le sous-secrétaire Tamrat Ferede, membre du Derg (comité militaire), chargé de la sécurité, affirme qu'il est du devoir de tout gouvernement de s'assurer le contrôle des anarchistes et des assassins politiques.

De notre envoyé spécial

touchées, elles aussi, par la terreur rouge : Dire-Daoua, Gondar, Dessié. Jusqu'au total, le chiffre de quatre-vingts à cent mille prisonniers politiques dans toute l'Ethiopie constitue probablement déjà une sous-estimation. On est loin du chiffre de six mille avancé, en mars 1977, par Amnesty International ou même des trente mille détenus signalés par l'ancien secrétaire général de l'Association des enseignants éthiopiens réfugiés au Soudan l'année dernière.

Les massacres et les assassinats politiques qui ensanglantent Addis-Abeba ne sont pas, il est vrai, à sens unique. L'initiative de la « guérilla urbaine » revient historiquement au parti révolutionnaire du peuple éthiopien (P.R.P.E.) qui, à l'automne 1976, déclara de « déclencher » la lutte armée et lança une campagne de meurtre « programmée » contre les intellectuels, les syndicalistes ou les responsables de kebelle favorables au régime ou au parti révolutionnaire Meson (Mouvement socialiste pan-éthiopien). Depuis cette date, selon le maire d'Addis-Abeba, cent cinquante « camarades » auraient été assassinés par l'opposition clandestine. Un « cimetière révolutionnaire »

a été inauguré ici et là : les portraits des plus célèbres victimes, devenus martyrs de la révolution, ornent certains lieux publics. C'est le cas de Temesgeni Madobo, président de l'A.R.T.U. (All Ethiopian Trade Union), assassiné à l'automne 1977.

Mais le bilan officiel de la terreur blanche, invoquée comme excuse par le régime, est dérisoire au regard de la terreur rouge qui lui répond aujourd'hui. La répression inouïe déchaînée par les militaires et brusquement aggravée depuis la fin de l'été dernier n'a plus aucune commune mesure avec la violence « d'été blanc ». La lutte contre le P.R.P.E., puis contre le MESON, qui a rompu avec le régime l'été dernier, a justifié l'instauration d'une « chasse à l'homme » policière sans beaucoup de succès. Les responsables d'Addis-Abeba, qui furent longtemps l'enjeu d'une compétition politique entre factions marxistes-léninistes rivales, disparaissent dans l'ensemble, reprises en main.

J.-C. GUILLEBAUD.

(Lire la suite page 5.)

## PROCHE-ORIENT

### Les livraisons d'avions américains

#### Israël s'inquiète des promesses faites par M. Carter à l'Egypte et à l'Arabie Saoudite

Les propositions de vente d'avions militaires à l'Arabie Saoudite, à l'Egypte et à Israël, faites mardi 14 février par le président Carter, suscitent des réserves au sein du Congrès. Plusieurs sénateurs ont, d'ores et déjà, fait savoir qu'ils s'opposeraient aux fournitures prévues de F-5 au Caïre et de F-15 à Ryad.

A Jérusalem, où M. Begin devait commenter, ce mercredi, la déclaration américaine devant la Knesset, la presse arabe que la décision du président Carter remet sérieusement en question l'équilibre des forces dans la région et constitue une nouvelle manifestation de l'érosion du soutien américain à Israël.

Les journaux indiquent, en outre, que le premier ministre a accepté d'avancer la date de sa visite aux Etats-Unis, ainsi que le lui a suggéré mardi l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Samuel Lewis. M. Begin serait à Washington fin février ou début mars, et non au début d'avril comme prévu antérieurement.

De notre correspondant

Washington. — Bien que M. Vance et d'autres responsables américains soient assurés sur tous les tons, mardi 14 février, que la décision du président Carter sur la vente d'avions de combat à trois pays du Proche-Orient ne représente aucun changement de politique, la plupart des commentateurs, ici, ont affirmé le contraire. C'est la première fois, relève-t-on, que l'Egypte reçoit des Etats-Unis des « armes mortelles » : « Les choses auraient été différentes dans le cadre d'un traité de paix », a-t-il ajouté.

Les explications données de l'annonce officielle américaine diffèrent selon les trois pays considérés. A propos d'Israël, qui possède quinze F-15 supplémentaires — en plus des vingt-cinq déjà en cours de livraison — et soixante-quinze F-16, il s'agit, selon M. Vance, de montrer que l'engagement américain vis-à-vis de sa sécurité « reste ferme » et que Jérusalem doit notamment « être capable de continuer à moderniser son armée de l'air ».

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 5.)

### Cent mille prisonniers politiques

« La terreur révolutionnaire rouge », répètent à l'infini les slogans d'un régime qui applaudit chaque jour au nombre des « liquidations ». Quelques chiffres, volontairement choisis par les idées. Diplomates occidentaux, fonctionnaires internationaux et responsables de l'opposition clandestine s'accordent à peu près pour estimer que de 50 à 100 personnes sont liquidées chaque nuit dans la seule capitale. Les nouvelles prisons installées dans chacune des 204 kebelle (comités de quartier créés en juillet 1975) abritent en moyenne cent à cent cinquante détenus politiques, soit un total proche des quarante mille prisonniers, ou compris les deux ou trois grandes prisons « centrales » : la caserne de la quatrième division, la prison Akaki et l'ancien palais impérial.

Et la situation dans les campagnes paraît beaucoup moins grave — dans le sud par exemple la réforme agraire est progressive, mise en œuvre dans des conditions parfois bonnes. Les grandes villes de province sont

(1) Déclaration officielle du 6 mai 1977.

## Quelle réforme fiscale ?

par JEAN-PIERRE FOURCADE (\*)

J'ai eu à connaître de fiscalité à plusieurs titres : comme ministre de l'économie et des finances, comme maire d'une ville de vingt-cinq mille habitants, comme président des clubs Perspectives et Réalités. Cette triple expérience m'a confronté aux divers points de vue qui gouvernent le débat fiscal dans notre pays.

Ma conviction est que la fiscalité appelle le sérieux, la sérénité et l'humilité. Mais je n'ai pas le sentiment qu'à la veille d'une consultation électorale importante ces qualités inspirent le débat entre l'opposition et la majorité. Je m'efforcerais donc de faire œuvre utile en retraçant, d'une part, l'acquis de la période qui a commencé en 1969 et qui évolue, d'autre part, les lignes de force de l'action à poursuivre dans les prochaines années.

Depuis le retour de M. Giscard d'Estaing au ministère des finances en juin 1969, la politique fiscale s'est caractérisée par la continuité dans l'application des trois principes suivants :

1) Une meilleure répartition de la fiscalité d'Etat, cette action a porté dans quatre domaines.

En premier lieu a été entreprise l'unification progressive de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire l'effort d'apaisement de la querelle entre salariés et non-salariés. Cette action a été conduite avec trois moyens qui ont été mis en œuvre simultanément : la lutte contre la fraude, sur laquelle je reviendrai plus loin, la réduction des inégalités juridiques affectant les travailleurs indépendants ; la

(\*) Sénateur des Hauts-de-Seine.

mise en place de dispositifs administratifs facilitant aux non-salariés l'accomplissement de leur devoir de sincérité fiscale.

Le quatrième fait marquant est l'introduction d'un système cohérent d'imposition des plus-values. La longueur du débat parlementaire et la complexité des amendements qu'il a introduits ne doivent pas masquer les trois idées-forces de ce dispositif : mettre fin au privilège absolulement injustifié que constituait l'exonération de certaines plus-values spéculatives dont l'incorporation dans la base de l'impôt sur le revenu ne saurait être contestée ; mettre en place un système de recouvrement automatique permettant de mieux suivre l'évolution des patrimoines ; distinguer entre plus-values nominales, c'est-à-dire dues à l'inflation monétaire, et plus-values réelles, les secondes étant seules taxées. L'imposition généralisée des plus-values a fait franchir à notre impôt sur le revenu une étape importante qui le rapproche désormais des systèmes anglo-saxons.

(Lire la suite page 3.)

## AU JOUR LE JOUR

### Ça continue

Ainsi, l'administration américaine va verser deux cents millions de dollars à l'Egypte, à Israël et à l'Arabie Saoudite. Ceci afin de maintenir en paix cette région du globe et de ne pas être en reste avec l'Union soviétique, qui, de son côté, arrose consciencieusement l'Irak, la Libye et la Syrie en quantités militaires de toutes sortes.

Certains se demanderont peut-être comment se processent les stocks de la guerre au sein de l'Irak, les grandes puissances peuvent-elles à la paix. Leur calcul est pourtant simple : l'état de paix sera atteint le jour où tout le Proche-Orient sera entièrement recouvert d'une couche de matériel militaire de 3 mètres d'épaisseur. De quoi dissuader définitivement les populations locales.

BERNARD CHAPIUIS.

## RUE DE PARADIS A PARIS

### Un nouveau musée pour l'affiche

Le nouveau Musée de l'Affiche s'ouvre, ce mercredi 15 février, au public. L'inauguration officielle a eu lieu le 13 février en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, et de M. Jacques Chirac, maire de Paris. Ainsi, un genre considéré comme mineur, et négligé, auquel jusque-là seule la Pologne a consacré un musée, pourra être étudié dans les meilleures conditions. Ce nouveau musée, situé dans le merveilleux cadre d'un ancien magasin de fantaiseries des années 1900, est né de l'Union centrale des arts décoratifs, avec aides et assistances plurielles, grâce à un statut spécial, identique à celui du Musée des arts décoratifs et du Musée Comodo. Il est sous tutelle de

l'Etat, mais peut bénéficier de concours privés. Les lieux lui ont été cédés par la Ville de Paris qui les loue à des particuliers. L'aménagement a pu être réalisé avec, notamment, les dons de la Chambre syndicale des afficheurs.

Tout nouveau, le musée ne démarre cependant pas sans rien. Il possède une collection très riche qui, lorsque les travaux seront plus avancés, sera démantelée des réserves de la bibliothèque des arts décoratifs, classée, répertoriée. Pour l'instant, seules les salles d'exposition sont ouvertes, qui présentent cent cinquante affiches jalonnant toute la production française depuis ses origines. Les plus belles, les plus célèbres. — G. B. Comodo. Il est sous tutelle de

(Lire nos articles page 15.)

**SEUIL**

**Jacques Lacan**

**Le Séminaire**

LIVRE II

Le moi dans la théorie de Freud et dans la technique de la psychanalyse

Texte établi par JACQUES-ALAIN MILLER

Coll. Le Champ freudien  
Un volume 334 pages 59 F

**Le Monde DE L'EDUCATION**

NUMERO DE FÉVRIER

**LE VOTE DES ENSEIGNANTS**

(Un sondage exclusif de la SOFRES)

**NOUVEAUX PRIX**



# idées

## ÉDUCATION

### Une didactique pour aujourd'hui

**L**a plupart des discussions sur l'enseignement sont viciées dès le départ par une perception erronée de sa vraie nature et des conditions de son efficacité. C'est ainsi qu'on parle souvent à son propos de transmission de connaissances avec des connotations qui font penser que cette transmission est assimilée à une distribution de biens matériels, ou de transmission de savoir-faire dans des termes qui évoquent le dressage des animaux.

par ANDRÉ REVUZ (\*)

Le maître n'a pas une classe théorique, dispose de suffisamment de temps et enfin ait une connaissance profonde de ce qu'il enseigne.

Faire d'une culture scientifique suffisante chez les maîtres, ou obtenir ce résultat narrant, et moins rare qu'on ne le voudrait, que la bonne idée d'un élève qui ne cadre pas avec ce que sait le maître est mise de côté, sinon qualifiée d'erreur. Si l'élève en conclut que, décidément, il ne comprend rien aux mathématiques, qu'est-ce que le maître a fait ? Pas l'élève, et pas le maître non plus, à qui on a confié une tâche à laquelle il a été mal préparé. C'est une évidence, mais tient-on toujours compte de fait qu'un bon enseignement est d'abord fondé sur une bonne formation des maîtres, tant scientifique que didactique ?

L'essentiel est au contraire de faire naître des activités qui ne peuvent se développer que dans la libre adhésion de l'esprit qui va les exercer. On peut contraindre quelqu'un à apprendre par cœur la table de multiplication, on ne peut le contraindre à l'utiliser intelligemment, parce que l'utilisation intelligente suppose un minimum d'activité libre et créatrice ; ce qui ne signifie pas qu'il soit inutile d'apprendre par cœur des résultats importants, mais signifie qu'ils demeurent inutilisables s'ils n'ont pas fait l'objet d'une acquisition intelligente, donc libre. Il ne s'agit pas de nier le rôle considérable de la mémoire, d'ailleurs, n'est-il pas juste de dire que le rôle de l'enseignement est d'être la mémoire de l'humanité et de transmettre aux générations futures les acquis des générations qui les ont précédées ? Mais, de même qu'il y a une forme inférieure de mémoire qui n'est qu'un rajoutage d'expériences mal comprises, qui s'appuie à la mémoire organisationnelle de même il y a deux formes opposées d'enseignement, l'un qui se présente comme une accumulation mal coordonnée de recettes éparses, et l'autre qui provoque l'assimilation active et organisationnelle d'idées fécondes.

Être l'animateur d'un tel enseignement est pour le maître une tâche certainement exaltante, mais difficile. Il demeure encore dans l'esprit de beaucoup de nos contemporains l'image fallacieuse et dangereuse du maître comme étant celui qui « sait » de manière absolue et qui inculque dogmatiquement à l'élève ce qu'il doit faire, ce dernier n'ayant pas à poser de questions, ni à se poser de questions, mais à exécuter les consignes qui lui sont données. Un tel enseignement peut avoir une efficacité apparente à très court terme : il est l'origine principale des innombrables blocages que l'on constatera ultérieurement.

#### Former des maîtres

A l'opposé, il existe un type d'enseignement où le maître, dominant très largement ce qu'il enseigne et proposant un sujet d'études à ses élèves, sait patiemment attendre les réponses et débiter dans leur expression presque toujours maladroite au départ et parfois erronée l'idée juste qui est en train de germer. Une telle idée, exploitée par la classe, dégagée de sa gangue et menée jusqu'à son expression correcte, sera pour les élèves « leur » vérité, et le problème de la compréhension ne se posera pas. Cela suppose évidemment que le

comportement ne peut pas venir uniquement d'un agent extérieur, mais se produit au sein du comportement lui-même.

Il faut que les échanges entre la vie de la classe et l'insitution de formation continue ne se fassent pas en sens unique, de l'institution vers la vie de la classe, mais aussi dans l'autre sens. C'est dans la vie réelle des classes que l'on détectera les problèmes didactiques, que l'on s'efforcera de les cerner, de les définir et de leur trouver des solutions. Une telle activité est-elle du ressort de la formation continue ou de la recherche en didactique ? Incontestablement des deux.

#### L'exemple des IREM

A propos de la formation des maîtres, on retrouve tous les problèmes de l'enseignement de maître à élève, et le même genre d'erreurs. Il est aussi inefficace, et dangereux, de donner des recettes à un maître pour animer ses classes que de donner des recettes à un élève pour résoudre les problèmes qu'il rencontrera dans la vie. Le terme de formation lui-même n'est pas sans danger s'il évoque l'idée de donner une forme en faisant passer dans un moule.

De nombreux faux problèmes naissent de ce qu'on a créé une apposition artificielle entre enseigner et apprendre et de cette idée incroyable que les hommes ne sont capables de faire que ce qu'on leur a appris, aggravée par l'idée que, lorsqu'ils ont appris (comme ils sont formés), ils n'ont plus rien à apprendre. Or les maîtres ont toujours à apprendre. Sur le plan didactique, le problème est trop complexe pour être maîtrisé par un seul homme ou par une seule catégorie d'hommes : chacun a une vue partielle, assez souvent exacte pour les aspects qu'il prend en compte, mais qui devient tragiquement fautive si l'on prétend décrire la réalité dans sa totalité.

C'est ici que les mots formation continue et recherche sur l'enseignement prennent tout leur sens. Ils sont au cœur du travail des instituts de recherche sur l'enseignement (IREM), et y a en effet un grand chemin à parcourir entre l'acquisition personnelle d'un savoir-faire mathématique et son utilisation non dogmatique au profit d'élèves. Il faut une formidable naïveté pour croire que quiconque puisse posséder des règles qu'il suffirait d'appliquer pour bien enseigner : il n'y a pas de « leçon modèle » qui permette de résoudre une fois pour toutes les difficultés.

Les meilleures « instructions » du monde ne permettent pas de les lever. C'est qu'il s'agit essentiellement d'une question pratique, au sens le plus fort, et que l'amélioration réelle d'un

(\*) Professeur à l'université Paris-VII, directeur de l'Institut de recherches sur l'enseignement des mathématiques de Paris-Sud.

### La prochaine conquête : le congé-éducation

par CLÉMENT PIEUCHOT (\*)

même des obligations pourtant faibles. Ajoutons encore que le gouvernement, au mépris de ses propres décisions, impose avant la fin de cette année aux entreprises un déboursement autoritaire de 20 % de la taxe pour la formation des salariés au profit de prétendus stages de jeunes chômeurs qui profiteront en priorité aux marchands de formation. Et cela dans le seul but de dégonfler, pour six à huit mois, les statistiques du chômage, alors que les statistiques dangereuses.

Alors dans ces conditions, qui peut parler de droit reconnu aux travailleurs sans être hypocrite ou inconscient ? Dans la réalité, et pour ceux, trop rares, qui bénéficient sur ces bases d'une formation professionnelle continue, on ne devrait même pas parler de congé. D'abord pour le grand nombre de ceux et celles qui suivent une formation en dehors des heures de travail. Dans le meilleur des cas, on leur paie des heures en échange. Il s'agit des locs payés, c'est vrai, mais n'ont pas de congé.

Mais même pour les formations suivies sur le temps de travail, il ne s'agit pas de congé au vrai sens du terme. Puisque c'est le patron qui décide, il ne propose et n'accorde que des autorisations d'absence pour des formations visant à améliorer le fonctionnement et le rendement de son entreprise, ou à permettre la modernisation. Est-on en

congé quand on apprend la manœuvre d'une nouvelle machine qui équipera l'atelier ? Est-on en congé quand on apprend sa technique comptable ou sténographique ? Est-on en congé quand on ne refuse pas de s'inscrire à l'Informatique pour pouvoir conserver son poste de travail ?

Ce qu'on appelle formation professionnelle continue et qui, pour l'essentiel, consiste en un entretien, un perfectionnement des connaissances ou une adaptation, voire une reconversion, est une obligation de fait pour tous les travailleurs. Imposée par l'évolution des techniques et des technologies, n'est-elle pas exigible de l'assimiler à un congé ?

Puisque l'obligation il y a, faisons retourner les adultes à l'école pour satisfaire aux impératifs d'une croissance économique, ne parlons pas de droit. On n'invoque pas le droit de défendre sa patrie, ou dit le service militaire. Avec les lois de juillet 1971, c'est de service professionnel dont il faudrait parler.

Puisque l'obligation il y a, soyons cohérents. En conformité avec le mouvement des lois qui entrent en vigueur, admettons l'obligation légale. Elle aura pour immense avantage d'en limiter les effets et de préserver, dans ces périodes, les droits des travailleurs. C'est loin d'être le cas aujourd'hui. Elle permettrait aussi de leur assurer la continuité des prestations et devrait prévoir leur participation à la gestion des centres de formation. On pourrait déjà grandement améliorer ainsi la situation.

#### Pas de marché de la formation

Resteraient, en contrepartie, à reconnaître réellement le droit à l'éducation permanente, qui est tout autre chose. Il faudrait instaurer le « congé-éducation », c'est-à-dire accorder à tous les travailleurs un nouveau type de congé payé annuel. Il ne serait pas trop compliqué d'en déterminer la durée ni d'en calculer le coût social, qui, rapporté aux bénéfices, ne serait pas très élevé, d'en définir, en concertation, les modalités de financement par les crédits publics.

Chaque travailleur aurait alors la libre disposition de ce « congé-éducation » pour répondre à ses désirs de développement personnel, comme fermé ou comme formateur, ou les deux à la fois, et satisfaisant ainsi des besoins d'éducation scientifique, artistique, politique ou syndicale, culturelle ou sociale.

(\*) Secrétaire national de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

**T**OUT le monde est d'accord pour admettre que le temps de l'éducation est celui de l'enfance et de l'adolescence. Tout le monde est d'accord pour le trouver trop court. Tout le monde est d'accord pour admettre qu'on ne peut l'allonger indéfiniment. Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une éducation continue. Tout le monde, ou presque, est d'accord qu'une éducation, pour être efficace, doit s'appuyer sur une pratique d'activités complètes d'une réflexion organisée sur cette pratique. Mais pourquoi diable tout le monde semble-t-il d'accord aussi pour ne pas en tirer les conséquences ?

Il faut seulement modifier l'organisation sociale du temps pour tenir compte des évolutions de la civilisation. Et notamment légaliser, aussi pour les adultes, le temps de l'éducation. Ce serait une immense conquête sociale, une conquête de même ampleur que celle du Front populaire avec les congés payés pour les vacances des travailleurs. On peut être sûr que le gouvernement qui prendrait cette initiative en tirerait, devant l'histoire, une gloire aussi grande.

Réfléchissons un peu : accorder en 1936 les vacances aux travailleurs, c'était leur reconnaître le droit à la détente et au loisir. Leur accorder demain, un autre type de congés payés serait leur reconnaître et affirmer un autre droit fondamental : le droit à l'éducation permanente pour tous. J'en entends déjà dire que ça existe ! Ils veulent parler des lois de 1971 organisant « la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ».

Et bien, parlons-en ! Cette loi a institué, paraît-il, un « congé-formation ». Mais c'est le patron qui accorde, ou qui le refuse. C'est lui qui décide de maintenir ou non le salaire pendant sa durée. C'est lui encore qui paie, ou non, les charges d'enseignement à l'organisme de formation, généralement privé et à but lucratif, qui a ses préférences. Il n'est obligé que de dépenser 1 % de la masse salariale annuelle de son entreprise et peut refuser toute formation dès que 2 % des heures de travail sont consacrées à des stages.

Le travailleur, lui, soumis encore à d'autres limitations sourdes, a tout juste le droit de demander, d'attendre et d'espérer.

Ajoutons à cela que l'Etat, patron ne s'impose pas à lui-

### Fonds publics et liberté

par LOUIS TOURANCHEAU (\*)

tervient, comme c'est son rôle, pour aider les familles à instruire leurs enfants. Il doit les aider toutes sans faire de discrimination à cause de leurs opinions ou croyances. L'argent de tous appartient à tous. N'est-ce pas scandaleux de voir des municipalités refuser à des enfants dont les parents sont citoyens et paient des impôts comme les autres, le matériel scolaire, le chauffage, l'aide pour le cantine, etc., parce qu'ils ne choisissent pas l'école qui présenterait ces enfants ?

Le fait de notre financement aux écoles de l'Etat, les écoles privées dont les parents supportent une partie des frais, permettrait des économies dont peut profiter le secteur laïc. Les écoles catholiques, qui scolarisent 18 % des élèves, ne perçoivent en effet, que 10 % du budget.

La justice consiste à accorder à chaque famille, au moins pour les frais de fonctionnement, une somme équivalente : un élève dans un enseignement d'Etat coûte, donc reçoit, par an, en moyenne 3 200 F, dans l'enseignement privé sous contrat, un élève reçoit 2 600 F (et ces élèves sont plus d'un million huit cent mille). Voilà l'injustice.

Depuis la loi du 31 décembre 1958, les écoles privées sous contrat doivent obligatoirement recevoir tous les élèves que les parents présentent et respecter la liberté de conscience. Une école ouverte à tous, dont les maîtres possèdent les diplômes exigés dans l'enseignement public, pratiquant programmes et horaires du secteur public, contrôlés par l'administration, n'est-

(\*) Président-fondateur du Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-C.F.T.C.), membre du Conseil économique et social.

### L'assassinat d'un magistrat

**Les syndicats**

Le 14 février, à 17 heures, un magistrat a été assassiné dans son cabinet de travail à la Cour de cassation. Le magistrat en question était M. Robert Prieux, président de la chambre des requêtes. Il avait 58 ans et était marié avec deux enfants. L'assassinat a été commis par un inconnu qui a tiré deux coups de feu à bout portant. Le meurtrier a été arrêté peu après l'assassinat. Les autorités ont ouvert une enquête pour déterminer les motivations de l'acte. Les syndicats ont exprimé leur profond chagrin et ont appelé à la solidarité nationale.

Le 15 février, à 10 heures, un autre magistrat a été assassiné dans son cabinet de travail à la Cour de cassation. Le magistrat en question était M. Jacques Prieux, conseiller référendaire. Il avait 55 ans et était marié avec deux enfants. L'assassinat a été commis par un inconnu qui a tiré deux coups de feu à bout portant. Le meurtrier a été arrêté peu après l'assassinat. Les autorités ont ouvert une enquête pour déterminer les motivations de l'acte. Les syndicats ont exprimé leur profond chagrin et ont appelé à la solidarité nationale.

Le 16 février, à 14 heures, un magistrat a été assassiné dans son cabinet de travail à la Cour de cassation. Le magistrat en question était M. Pierre Prieux, conseiller référendaire. Il avait 52 ans et était marié avec deux enfants. L'assassinat a été commis par un inconnu qui a tiré deux coups de feu à bout portant. Le meurtrier a été arrêté peu après l'assassinat. Les autorités ont ouvert une enquête pour déterminer les motivations de l'acte. Les syndicats ont exprimé leur profond chagrin et ont appelé à la solidarité nationale.

**E.F. SCHUMACHER**

**Small is beautiful**

Une société à la mesure de l'homme

Après tout, la petite dimension peut aussi être une forme de grandeur. Utopie ? Peut-être, mais les doutes sur l'efficacité des grandes unités ne sont pas seulement le fait d'un versant rêveur ou de deux poètes. Jean-Pierre Sarrailh / Le Nouvel Economiste

"L'avenir est au petit." Maurice Roy / Le Point

Traduit de l'anglais, 220 pages, 50 F

**CONTRETEMPS SEUL**

مكتبة من الأصل



# étranger

## LES CRISES EN EUROPE DU SUD

### Italie

### L'assassinat d'un magistrat à Rome aura une influence sur l'issue de la crise

#### Les syndicats ont accepté le programme d'austérité

De notre correspondant

Rome. — Un événement était très attendu en Italie mardi 14 février : l'approbation officielle par la base syndicale d'un programme économique d'austérité. Il a bien en lieu, mais s'est trouvé un peu éclipsé par l'assassinat de M. Riccardo Palma, conseiller de cassation, dans une rue de Rome (le Monde du 15 février). Cet attentat, qui revendique les Brigades rouges, provoque une grande émotion. On se demande s'il n'annonce pas un regain de violence après une période de relative accalmie.

Malgré leur nature très diverse, ces deux faits influenceront ensemble l'issue de la crise gouvernementale ouverte par la démission de M. Andreotti. Ni l'un ni l'autre ne sont d'ailleurs étrangers à l'impasse politique actuelle. S'il est établi depuis longtemps que le terrorisme vise à peser sur les négociations en cours, nombre de commentateurs — de droite et d'extrême gauche — accusent directement le P.C.I. d'avoir favorisé le retour en scène de la majorité parlementaire.

M. Riccardo Palma est le cinquième magistrat assassiné en Italie depuis 1971. Le dernier attentat de ce genre remonte à juillet 1976 c'est-à-dire pendant que les communistes négociaient leur sortie de l'opposition. Depuis, les terroristes étaient « contentés » de tirer dans les jambes des membres de la magistrature. Plusieurs membres de l'opposition ont été assassinés, mais leur mort n'a pas eu de répercussion sur le débat politique. Déclarer son revolver est un acte de bravoure d'expression.

On se demande à Rome pourquoi les terroristes ont choisi un magistrat aussi éminent. Qualifier M. Palma « d'agent de la contre-révolution impérialiste » est peut-être le moins plausible de soixante-trois ans ne s'occupait que de la construction des prisons italiennes. Il maniait des dossiers politiques et des dossiers judiciaires. Il était un homme mal informé des dessous de la vie politique, ce qui est un défaut pour un homme qui se veut être un homme peu connu, pour troubler davantage la population.

Après avoir observé une minute de silence à la mémoire du magistrat assassiné, l'assemblée des syndicats a conclu ses travaux par un vote. Le programme économique commun des trois confédérations (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.) a été adopté par 1 342 oui, 12 non et 103 abstentions. La base syndicale a donc accepté le sonnetement de ses dirigeants : les « tâches » doivent faire des travailleurs « plus libres » en échange d'une politique sévère d'investissement et de reconversion économique.

Ce feu vert n'a été obtenu qu'avec réticence et après bien des débats. Une soixantaine d'amendements ont été intégrés au document initial qui conserve

pendant ses grandes lignes. Les « sacrifices » sont de trois ordres : une modification de la progression salariale pendant trois ans ; une accentuation de la mobilité de l'emploi ; et un relèvement de certains tarifs publics.

Les syndicats soulignent que, par son ampleur et son contenu, leur programme économique constitue un « tournant ». Mais ils contestent avec force la notion de « pacte social ». Celui-ci impliquerait une « centralisation du système contractuel, une dégradation du gouvernement et du patronat, la réalisation des orientations économiques » alors que le syndicalisme italien veut conserver tout prix deux axes caractéristiques : l'autonomie et la « fonction d'initiative et de contrôle » de tous les niveaux de la société.

L'application de ce programme va dépendre évidemment du gouvernement et du patronat. Mais aussi des travailleurs, car certaines ambiguïtés ont été renforcées par les amendements. Laissera-t-on chaque catégorie négocier librement le renouvellement de ses contrats de travail ? Ou faudra-t-il que chacune s'en tienne aux décisions prises le 14 février ? « Ce tournant engage tout le monde. Autonomie ne signifie pas anarchie », déclare M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L.

L'autonomie pèse sur la mobilité de l'emploi. Acceptera-t-on que le déplacement de travailleurs entre entreprises soit autorisé dans certains cas ? Une autre question est celle de la période de chômage. M. Lama avait récemment accepté le principe des licenciements en cas de main-d'œuvre excessive dans une entreprise en difficulté.

Il a dû faire machine arrière et reculer le mot.

Les dirigeants syndicaux se sont dépensés sans compter pour faire approuver cette ligne. Ils ont tenu bon face aux critiques très vives de l'extrême gauche, qui leur faisait parfois des procès d'intention. On peut accuser leur programme d'une certaine ambiguïté mais certainement pas de démagogie.

L'attitude constructive des syndicats et le risque d'une nouvelle flambée de violence devraient logiquement accélérer le dénouement de la crise gouvernementale. Les partenaires de la démocratie chrétienne réclament avec impatience le projet de programme annoncé par M. Andreotti et la convocation d'une réunion des six partis constituant le gouvernement.

Le P.C.I. veut voir plutôt un « feu vert » à son entrée dans la majorité parlementaire. La preuve en est que, depuis lors, la doctrine chrétienne s'est orientée dans ce sens. Les dirigeants communistes ont noté avec satisfaction l'attitude très réservée des gouvernements d'Europe occidentale. M. Helmut Schmidt, en particulier, ne brandit plus les menaces d'austérité. Bref, les dirigeants communistes italiens sont portés à croire que les votes extérieurs n'existent pas. Ils notent que la démocratie chrétienne ne s'est pas servie, par exemple, du communiqué du Département d'Etat comme elle l'aurait certainement fait il y a quelques années. « C'est le signe d'une grande évolution », estime un député communiste en ajoutant avec satisfaction : « On a nationalisé la crise italienne ».

lorsqu'ils constatent des répercussions dans leur propre pays. Les démocrates populaires d'Espagne ont compris la portée de la ligne du P.C.I. patiemment expliquée depuis des années.

Certes, les communistes italiens reprochent aux Espagnols des prises de position inutiles qui peuvent renforcer les forces conservatrices à l'Est. Et ils n'ont pas approuvé ni compris la nouvelle ligne du parti communiste français. Mais l'eurocommunisme n'est pas mort pour autant, souligne-t-on. Au contraire : si, malheureusement, une désapprobation à l'égard du socialisme à la soviétique se maintient, c'est que véritablement l'eurocommunisme a de solides fondements.

Le communiqué du département d'Etat américain doit-il être considéré comme un veto de l'Union soviétique à l'entrée des communistes au gouvernement ? Le P.C.I. veut voir plutôt un « feu vert » à son entrée dans la majorité parlementaire. La preuve en est que, depuis lors, la doctrine chrétienne s'est orientée dans ce sens. Les dirigeants communistes ont noté avec satisfaction l'attitude très réservée des gouvernements d'Europe occidentale. M. Helmut Schmidt, en particulier, ne brandit plus les menaces d'austérité. Bref, les dirigeants communistes italiens sont portés à croire que les votes extérieurs n'existent pas. Ils notent que la démocratie chrétienne ne s'est pas servie, par exemple, du communiqué du Département d'Etat comme elle l'aurait certainement fait il y a quelques années. « C'est le signe d'une grande évolution », estime un député communiste en ajoutant avec satisfaction : « On a nationalisé la crise italienne ».

ROBERT SOLE

### Chypre

### « Le problème chypriote ne peut faire l'objet de négociations entre la Grèce et la Turquie »

nous déclare le président Spyros Kyprianou

De notre correspondant

Nicosie. — M. Spyros Kyprianou, président de la République de Chypre, s'est rendu à Athènes le 14 février pour s'entretenir avec M. Caranfilis. Considéré d'abord comme une visite de routine, ce voyage de quatre jours a pris de l'importance en raison de l'éventualité d'une renouveau Caranfilis dans les prochaines semaines et de l'annonce de propositions turques à M. Waldheim pour le règlement de l'affaire chypriote.

Tout en posant le principe d'une « stratégie commune et d'une coordination de l'action future », le gouvernement de Nicosie n'a tend pas être écarté d'éventuelles négociations.

« Un rapprochement gréco-turc et l'amélioration des relations entre Athènes et Ankara nous a déclaré le président Kyprianou, pourraient contribuer aux efforts déployés pour résoudre le problème. » Il a cependant ajouté : « Le problème chypriote n'est pas un différend entre la Grèce et la Turquie et ne peut donc faire l'objet de négociations entre ces deux pays. Une renouveau par une décision au sein de l'Assemblée de Chypre, ou par le chef de l'Etat chypriote constitue une sorte d'investissement courtois, dont au gouvernement hellénique, dont le rôle est sans aucun doute beaucoup plus actif à Chypre depuis la mort du président Makarios, en août 1977. En clair, Nicosie ne peut pas prendre à Athènes une décision définitive ne peut être prise sur ce problème en l'absence des dirigeants chypriotes-grecs, car les aspects juridiques du problème de Chypre (question territoriale et organisation institutionnelle) doivent faire l'objet d'une négociation entre les deux communautés de l'île. En ce qui concerne les territoires, les dirigeants chypriotes

grecs maintiennent les propositions qu'ils avaient faites en avril 1977 à Nicosie, lors de la dernière série de pourparlers intercommunautaires. Ils avaient alors suggéré que les Chypriotes turcs administreraient 30 % du territoire de l'île, ce qui correspond à peu près au pourcentage de leur population (18 %), alors que les troupes turques occupent actuellement 40 % de l'île.

Quant à l'aspect constitutionnel, la partie chypriote grecque demande que le gouvernement soit constitué dans le cadre d'un Etat fédéral disposé de pouvoirs effectifs garantissant l'unité de l'Etat. Elle persiste par ailleurs à réclamer une solution fondée sur les résolutions votées au sujet du problème par les Nations unies et qui prévoient notamment le retrait de l'île de toutes les troupes étrangères et le retour des deux cent mille réfugiés grecs dans leurs foyers.

Dans ces conditions, on estime à Nicosie que les positions définitives par M. Kyprianou, représentant de la communauté grecque, ne feront d'aucune manière de celles soutenues par le représentant chypriote turc aux derniers pourparlers intercommunautaires de Nicosie. Ses thèses avaient été rejetées par la partie chypriote grecque.

Les dirigeants chypriotes grecs sont convaincus que les propositions turques, même si elles sont concrètes, ne marqueront pas un changement radical de la situation à Athènes, mais plutôt « une manœuvre bien orchestrée visant à créer des impressions favorables en vue de la levée de l'embargo et l'insertion de Chypre dans le circuit économique international ». Ces thèses ont été reprises par le Congrès des Etats-Unis en 1975 à la suite de l'invasion de l'île par la Turquie.

DIMITRI ANDREOU

### Grande-Bretagne

### Mme Thatcher refuse de rencontrer dans l'immédiat M. Callaghan pour discuter du problème racial

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a répondu négativement à l'invitation de M. Callaghan de se réunir avec M. Steel, leader du parti libéral, et leurs principaux conseillers, pour définir une solution à ce problème. M. Heath, qui a adopté une position beaucoup plus libérale, notamment en ce qui concerne les « flâches » des immigrants. Leur interdiction de venir se marier en Grande-Bretagne, a-t-il dit en substance, aboutirait à adopter une attitude aussi condamnable que celle des Soviétiques. Cette assimilation générale des propos de M. Heath ont évidemment provoqué des remous au sein du parti et rendu encore plus aléatoire la possibilité d'une coopération entre Mme Thatcher et son successeur.

HENRI PIERRE

### Union soviétique

Selon des sources dignes de foi

### LE CINÉASTE SERGE PARADJANOV SE TROUVE A KIEV

Moscou (A.F.P.). — Le cinéaste soviétique Serge Paradjanov, libéré d'un camp par anticipation le 30 décembre dernier, se trouve actuellement à Kiev, en Ukraine, après avoir passé plus d'un mois à Tbilissi, en Géorgie, affirmait-on, mardi 14 février, à Moscou, de sources dignes de foi.

Ces nouvelles démentent les rumeurs exprimées par le « collectif Serge-Paradjanov », qui avait déclaré lundi à Marseille, que, selon des sources arméniennes, le cinéaste était mort au camp et qu'il allait « bientôt succomber à une crise cardiaque, ce qui expliquerait la mise en scène de sa prétendue libération » (le Monde du 5 février, première édition).

M. Paradjanov est arrivé il y a six jours à Kiev, où il a accompagné son fils chez son ex-épouse, indiquant-on à Moscou. Son fils était venu le rejoindre à Tbilissi, chez la sœur aînée du cinéaste. Ce dernier était arrivé le 17 janvier dans cette ville, pour se reposer de quatre ans de camp à régime sévère. Il est attendu ces prochains jours à Moscou, où vit sa sœur cadette. D'autres amis menacés du cinéaste lui ont envoyé un télégramme.

### Le pouvoir communiste à l'échelon local

Tandis que se poursuivent à Rome les négociations pour la mise en place d'une nouvelle majorité sur un programme que le P.C.I. approuverait sans réserve, la présence communiste aux différents échelons du pouvoir local n'est pas toujours exactement évaluée. Dans la Stampa du 11 février, Paolo Garimberti, ancien correspondant du Journal à Moscou, en propose un bilan qui se présente de la façon suivante :

	REGIONS	PROVINCES	COMMUNES	
			Chefs-lieux de province	Plus de 5 000 habitants
Gouvernement avec le P.C.I.	6 sur 20	49 sur 94	39 sur 93 (dont 21 à direction communiste)	870 sur 1 898
« Rotondes de programme » avec le P.C.I.	8 sur 14	21 sur 45		1 886 sur 6 069

Les régions gouvernées avec participation communiste sont : Bismont, Ligurie, Emilie, Toscane, Ombrie, Lazio.

Il y a une entente de programme en Lombardie, Marche, Campanie, Abruzzes, Basilicate, Calabre, Sicile Sardaigne.

Les chiffres donnés pour les communes sont de source communiste. Le démocratie chrétienne en donne d'autres. La diversité des situations locales empêche de définir quantitativement les « ententes de programme » dans les municipalités.

Au total selon le P.C.I. 55 % de la population italienne, soit environ vingt-neuf millions d'habitants, est administrée par des élus communistes.

## A TRAVERS LE MONDE

### Etats-Unis

• M. JIMMY CARTER a demandé, mardi 14 février, aux mineurs de charbon, en grève depuis le 6 décembre, de reprendre à la Maison Blanche même, les négociations avec le patronat interrompues le 13 février.

### Pologne

• L'HISTORIEN POLONAIS, Adam Michnik, l'un des animateurs du Comité d'auto-défense sociale (KOR), a été empêché à nouveau de donner un cours à l'Université de Varsovie. Il a été intercepté mardi 14 février, à son arrivée à Poznan, gardé à la police jusqu'à la nuit, mais traité aimablement. Il a été mis dans un train dans un wagon pour la capitale et a regagné son domicile ce mercredi matin, nous indique-t-on à Varsovie.


### République fédérale d'Allemagne

• M. DIETER HUBER, conseiller pour les affaires étrangères du président de la C.S.U., M. Franz Josef Strauss, qui avait mystérieusement disparu lundi 13 février (le Monde du 15 février) est réapparu ce mercredi matin

sur une autoroute dans les environs de Munich. Il a lui-même appelé la police d'une cabine téléphonique, en indiquant qu'il avait été éjecté d'une chaise. Il a été admis à l'hôpital. La police attend des explications plus complètes de l'intéressé. Mardi, le bureau municipal de l'Agence d'information D.P.A. avait reçu une lettre postée lundi après-midi avant que la disparition de M. Huber fut connue. Annonceur : « l'enlèvement » de M. Huber. Le message déclarait : « Franz Josef Strauss peut montrer maintenant le prix qu'il attache à la liberté et à une vie humaine. » Les signataires, « E.G.S. » n'avaient aucune signification évidente pour la police.

### Tunisie

• MALGRE LA MISE EN GARDE DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE menaçant de supprimer leurs bourses et de les expulser des lycées et restaurants universitaires (le Monde du 8 février), un certain nombre d'étudiants, principalement dans les facultés de droit, de lettres, des sciences et de théologie, ont décidé de déclencher la grève des cours. L'agitation a gagné les lycées de Tunis et de la banlieue, et les cours des classes terminales ont été suspendus dans plusieurs établissements. — (Corresp.)

**PRIX HISTORIA**  
**EDGAR FAURE**  
**La banqueroute de Law**  
17 juillet 1720  
  
**GALLIMARD**



# DIPLOMATIE

## Alger répond par un «oui... mais» aux ouvertures de M. Giscard d'Estaing

De notre correspondant

Alger. — Il n'y aura pas de réaction officielle de l'Algérie aux récentes déclarations de M. Giscard d'Estaing concernant l'amélioration des rapports entre Paris et Alger, car il n'est pas normal de recourir à une telle procédure pour répondre à une interview télévisée, indique-t-on dans les milieux bien informés. En revanche, les contacts se poursuivront discrètement au niveau diplomatique ou par d'autres voies, comme cela s'est fait précédemment. On a appris en effet que la déclaration présidentielle a fait suite à un message verbal que le président Bourdieu avait fait transmettre à l'Élysée par l'intermédiaire de M. Kurt Waldheim quand le secrétaire général de l'O.N.U. avait ramené à Paris les Français enlevés en Mauritanie.

Au cours de l'entretien que l'ambassadeur de France a eu avec le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, ce dernier lui a fait savoir que si l'Algérie a toujours souhaité que

les problèmes bilatéraux, comme ceux des Algériens en France, de déficit de la balance commerciale, etc., reçoivent une solution positive, il serait cependant vain d'ignorer le contexte régional ou international dans lequel évoluent les rapports algéro-français.

On estime dans les milieux politiques qu'il conviendrait de rechercher les causes de la détérioration des relations bilatérales et de s'y attaquer sérieusement si l'on veut que les commissions dont M. Giscard d'Estaing propose la création fassent un travail positif. « Si le chef de l'Etat, dit-on ici, avait annoncé ou même fait savoir discrètement qu'il comptait «réviser les juges» qui interviennent dans le nord-ouest de l'Algérie, cela aurait donné une très grande crédibilité à ses propos et aurait permis de passer tout de suite aux choses sérieuses ».

On assure à Alger que le problème du déficit de la balance commerciale — auquel il convient certes de s'attaquer — n'aurait pas la même acuité et paraîtrait même secondaire si les relations politiques entre les deux pays étaient bonnes. Tout en soulignant qu'ils apprécient l'initiative de M. Giscard d'Estaing, les dirigeants algériens s'interrogent. Ils se demandent si ces déclarations transfigurent une réévaluation de la situation dans la région et annoncent un retour aux conceptions gaulliennes, ou si elles visent un simple «réajustement» des rapports entre Paris et Alger. En fait, l'Algérie répond à M. Giscard d'Estaing par une formule qu'il connaît bien : « Oui... mais ».

### A L'ASSOCIATION FRANCE-ITALIE

Le cinquantième de l'Association France-Italie a été commémoré au cours d'un dîner offert, en l'absence de M. de Guiringaud, par M. Soutou, secrétaire général du ministère des affaires étrangères. L'ambassadeur d'Italie, M. Pompei, et les anciens ambassadeurs de France au Quirinal et au Vatican y assistaient. Gaston Galassi, président de l'Association, a retracé l'activité de France-Italie.

PAUL BALTA.

# ASIE

## Chine

### La revue du parti donne une nouvelle version des incidents du 5 avril 1976 sur la place Tien-An-Men

De notre correspondant

Pékin. — Une version nouvelle des incidents survenus le 5 avril 1976 sur la place Tien-An-Men (1), dégageant clairement la responsabilité de M. Teng Hsiao-ping dans cette affaire, vient d'apparaître dans la presse officielle chinoise. Elle figure dans un article du numéro de février de la revue théorique du P.C.C., le « Drapeau rouge », signé par le « groupe théorique » de l'université de Pékin et où l'on peut lire : « La « bande des quatre » a complètement déformé la nature des manifestations de masses sur la place Tien-An-Men au mois d'avril 1976 qui rendaient hommage au premier ministre Chou En-lai. Elle a révisé de façon portée, (...) calomnié le vice-président Teng et le qualifiant de « main noire » et « d'instigateur caché » (des manifestations). (...) Profitez de cette occasion, la « bande des quatre » et ses partisans pour attaquer et à la répression des masses révolutionnaires ».

Les auteurs évoquent ensuite divers articles publiés dans la presse chinoise peu après les incidents et y voient le signe « évident » de la « cible principale » de la « bande des quatre » : « Il s'agit simplement de Teng Hsiao-ping mais « déjà la camarade Hua Kuo-feng, successeur choisi personnellement par le président Mao ».

Aucun texte officiel n'avait, jusqu'à présent, évoqué les évé-

nements d'avril 1976 sur la place Tien-An-Men avec cette précision.

La « révision du verdict » sur les incidents du 5 avril 1976 a été réclamée de multiples fois par voie de dazibao à Pékin et récemment encore à l'occasion du deuxième anniversaire de la mort de Chou En-lai. Mais l'affaire soulevait de graves difficultés politiques. Le 7 avril 1976, le bureau politique avait, en effet, adopté « à l'unanimité », et sur proposition du président Mao, une résolution dans laquelle, « après discussion de l'incident contre-révolutionnaire de la place Tien-An-Men et du comportement récent de Teng Hsiao-ping », il estimait que « le cas de ce dernier a pris une autre nature, celle d'une contradiction antagonique ». En conséquence de quoi M. Teng Hsiao-ping était destitué de toutes ses fonctions. Trois jours plus tard, le 10 avril, un éditorial du Quotidien du peuple accusait l'« accumulation des incidents », l'auteur écrivait : « Une poignée d'ennemis de classe a proclamé ouvertement leur soutien à Teng Hsiao-ping et se sont livrés à des activités contre-révolutionnaires. Cela n'est nullement le fait du hasard. Comme des forcenés, ces contre-révolutionnaires ont dirigé leurs attaques contre notre grand dirigeant le président Mao afin de diviser le comité central, dont il est le tête, et de créer l'anarchie dans le parti ».

VIETNAM

### Première exposition de sculptures abstraites à HANOÏ

Hanoï (A.F.P.). — Quelques trente sculptures, œuvres abstraites d'une artiste vietnamienne résidant en France, viennent d'être présentées pendant trois semaines à Hanoï.

C'est la première fois qu'une telle exposition est organisée au nord du Vietnam, pays de tradition conservatrice. L'exposition de cette femme sculpteur, Mme Dieu Phuong Thi, a connu un succès certain. Nombre d'artistes vietnamiens ont vu dans cette manifestation le signe d'une libération en un domaine jusque-là peu touché.

Alors que les œuvres présentées à Hanoï montrent à l'évidence un combatant brandissant son drapeau rouge et faisant reculer l'ennemi, Mme Dieu Phuong Thi use de thèmes moins classiques : avec quelques morceaux de ferraille tordue, qui figurent une pallolette, et des silhouettes en terre cruite, elle reconstruit l'atmosphère des bombardements américains de 1972 sur le Vietnam du Nord. L'œuvre ne se veut pas uniquement guerrière. On y trouve des scènes de famille (« Deux enfants », « La mère et son enfant »), des paysages, une ode à la nature avec « Fleurs ».

(Jean-Marie Duyster, dans le Monde du 19 avril 1976 : les critiques Michel de Montaigne daté 17-18 avril 1977, ont fait l'éloge de l'œuvre de Mme Dieu Phuong Thi.)

### DES CADRES DE L'ANCIEN RÉGIME DU SUD ONT RETROUVÉ LEURS FONCTIONS

Hanoï (A.F.P.). — Après trois années de « rééducation », plusieurs dizaines de cadres sud-vietnamiens, de médecins et de techniciens, ont commencé à faire leur réapparition, indiqués par de différentes sources privées vietnamiennes.

C'est ainsi que des familles du Nord — occupant souvent des postes importants à Hanoï — ont appris que leurs neveux, frères ou beaux-frères, anciens fonctionnaires de l'administration Thieu, ont repris de l'activité. Cela coïncide à peu près avec l'expiration du délai maximum de trois ans que s'étaient fixés les autorités révolutionnaires pour recruter environ 300 000 spécialistes (dont 40 000 officiers et techniciens).

Selon une source médicale digne de foi, plus de 300 médecins et plusieurs infirmiers militaires ont repris une activité, soit dans les agglomérations, soit dans les nouvelles zones économiques.

Dans certains secteurs industriels du Sud — aujourd'hui pratiquement tous épuisés — d'anciens contremaîtres ou chefs d'atelier ont repris surface.

Pour de nombreux observateurs, le soulèvement de quelques dirigeants pragmatiques de « réhabilitation », tels les replaçés dans leur spécialité, tous les cadres du Sud dont le Vietnam a besoin va se heurter à des obstacles.

« Quand on est enrôlé dans un régime, on n'aime pas s'en faire déloger par des compatriotes qui peuvent être plus efficaces », disait récemment à quelques journalistes un cadre nordiste.

lui un Nagy, l'instigateur des événements contre-révolutionnaires de Hongrie ».

De l'article qui vient d'être publié par le « Drapeau rouge », on doit conclure que les manifestations de la place Tien-An-Men n'avaient aucun caractère contre-révolutionnaire ; que le lien établi entre les incidents et la personne de M. Teng Hsiao-ping n'était que pure calomnie envers ce dernier ; que l'exploitation qui fut faite des événements visait « déjà » M. Hua Kuo-feng dont le rôle à l'époque devient de ce fait au-dessus de tout soupçon.

Ce qui peut étonner — et qui révèle l'embarras persistant des autorités — à propos de cette affaire — c'est qu'une résolution en bonne et due forme du bureau

politique soit ainsi « rectifiée » dans un paragraphe discrètement glissé dans le corps d'un article sur lequel rien n'attire particulièrement l'attention — fit-il publié par la revue théorique du parti.

ALAIN JACOB.

(1) Cette place, située au centre de Pékin, avait été le lieu de rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes venues à l'occasion de la fête des morts, manifester à la mémoire de Chou En-lai, décédé le 9 janvier 1976. Cet hommage s'était transformé en affrontement avec les forces de l'ordre, dont des véhicules avaient été incendiés. Il y eut des morts et des arrestations, dont on ignore encore le nombre réel. Considéré comme responsable de ces événements, M. Teng Hsiao-ping fut démis, le 7 avril, de ses fonctions de vice-premier ministre, de vice-président du comité central du P.C.C. et de chef de l'état-major de l'armée.

**Vous désirez vous implanter au Moyen-Orient**

**Middle East Business Club**

vous en donne la possibilité

Ayez dès aujourd'hui recours à notre banque d'informations commerciales, statistiques et juridiques

Bureau : France-Grande-Bretagne-Pays-Bas-RFA-Suisse-Abu Dhabi-Amib Saoudite Bahrein-Dubaï-Jordanie-Pakistan-Syrie-Qatar

M.E.B.C. 9, avenue de l'Opéra-75001 Paris

Téléphone 260.30.41 - Telex 2205 16 F Market Paris

**Maintenant, changez votre salon comme vous aimez changer de partenaire**

Un sofa cinq places en forme de « L » s'achète avec accoudoir à gauche ou à droite ; mais pas les deux.

Un cinq places s'achète en forme de « L » ou en formule sofa plus 2 fauteuils ; mais pas les deux.

Notre modèle sur mesure, M.P. - 145, lui, peut tout faire. Il peut prendre toutes les formes, car il se compose de poufs et de dossiers amovibles (qui servent aussi d'accoudoirs) adaptables à l'un ou aux 4 côtés des poufs en 30 secondes. Sans outils !

Pour simplifier la vie aux indécis... qui changent souvent !

**La Boutique du Brésil**

43, av. Friedland, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 359.22.10.

**APPEL**

**POUR UNE ACTION INTERNATIONALE DU MOUVEMENT SYNDICAL CONTRE LES LICENCIEMENTS POLITIQUES EN TCHÉCOSLOVAQUIE**

La conférence sur les pays de l'Est qui s'est tenue à Bruxelles les 20 et 21 janvier 1978 — avec la participation d'opposants de ces pays et de membres des comités de solidarité occidentaux — a reconnu la nécessité d'une action internationale du type de celle décrite ci-dessous.

Depuis le fin de 1968, la répression politique en Tchécoslovaquie se traduit avant tout par des licenciements. Ceux-ci frappent d'abord, depuis janvier 1977, les signataires de la CHARTA 77 et ceux qui ne la désavouent pas.

En général, les syndicats ont couvert ces licenciements au lieu de jouer leur rôle de défense de travailleurs et ont même exclu de leurs sections certains charbonniers. Dans les cas où les instances de base ont refusé de renouer un tel acte, on a vu les autorités passer outre et appuyer sur les instances syndicales supérieures. Les lettres de licenciement nous montrent que si les rédemptions à la CHARTA 77 ont été admissibles dans les procès politiques, elles sont par contre exclues dans la répression professionnelle.

Nous qui dénonçons la pratique scandaleuse des licenciements professionnels en R.F.A., nous condamnons avec vigueur la répression dans l'emploi dans un pays qui se réclame du socialisme. Nous en condamnons toutes les formes : de la réqualification systématique aux véritables interdits de travail condamnant leurs victimes ou « spatialisées » ou à l'exil. Nous demandons instamment la levée de toutes les procédures en cours et nous réclamons la réintégration des sanctionnés dans leur emploi. Nous estimons indispensable de faire écho à l'appel que lançait l'an passé Zdenek Myrny au monde syndical pour une très large protestation et pour l'envoi de commissions d'enquête. Les syndicats appelés à se rendre au Congrès de la F.S.M. à Prague en juin, ce printemps 1978, peuvent-ils aller soutenir ces atteintes au droit du travail ? Il revient aux syndicats ouvriers, dont la légitimité ne peut être contestée par les autorités tchécoslovaques, d'organiser la solidarité, en particulier massive, envers chaque victime de licenciement politique. Nous nous engageons à répondre à tout appel de leur part qui traiterait de ce sens.

Claude AVELINE  
Jeanne BRUNSCHWIG  
Claude BOUQUIN  
Jean CASSOU  
Jean-Pierre CHEVENEMENT  
Pierre DALK  
Jean-François FAYE  
Jacques JULLIARD  
François KAPLAN  
Alain KRIVINE  
Michel LEHRS  
Arthur LONDON  
Lise LONDON  
Gilles MARTINET  
Zdenek MYRNY

Pierre NAVILLE  
Roger FANNEQUIN  
Hélène FANNEQUIN  
Jiri FLEKAN  
Edouard FIGNON  
Anne PHILIPPE  
Madeleine HERRIQUOIX  
Lucien HERRIQUOIX  
Philippe BOLLERS  
Robert SIMON-VALLERIE  
Jean-Marie VIKOBYT  
Catherine VELLA  
Vladimir YANKALEVITCH  
Ilios YANNAKAKIS

Signatures et inscriptions pour une diffusion de cet appel à Catherine FORTIERE, Comité du 3 janvier - 30 bis, rue des Boulets, 75011-Paris, C.O.P. 20.827 49 N PARIS.

**CREDITS PROFESSIONNELS C.I.C.**

**LE PRÊT SANS DÉLAI.**

**Crédits à l'équipement de 300.000F en quelques jours.**

Avec un délai inférieur à 8 jours et pour un montant maximum de 300.000 F, les crédits à l'équipement professionnel du CIC ont de bonnes raisons d'être efficaces. Ces crédits concernent aussi bien l'aménagement de locaux que l'achat de matériel ou de véhicules.

Ces crédits sont souples : choisissez la solution adaptée à votre activité, votre investissement, vos possibilités de remboursement (6 mois à 5 ans).

Nous avons des formules capables de répondre aux attentes des PME, PMI et Professions Libérales, clientes du CIC.

Si vous êtes client, adressez-vous à votre succursale du Groupe CIC.

Si vous n'êtes pas client, téléphonez-nous au 280.92.08 ou 280.92.33 ou écrivez-nous : CIC, Département du développement 66 rue de la Victoire 75009 Paris, en nous indiquant votre nom, votre adresse et votre profession.

**Crédit Industriel et Commercial**

**quel s'inquiète de**

des besoins légitimes

du Gaïre

de notre correspondant

**HALEM : l'annonce d'un nouveau**

de politique américaine à l'égard

de notre correspondant

**QUIRINAL A JERUSALEM**

des personnes ont été tuées

Le cuir c'est He

L'ordinateur conv

c'est Prima

**PRIMA**

92150

مكتبة الأصل



# PROCHE-ORIENT

## Israël s'inquiète des promesses faites par M. Carter

(Suite de la première page.)  
L'armée de l'air israélienne continue de recevoir, à raison de deux par mois, les vingt-cinq F-15 déjà promis, la livraison de ce premier contingent devant être achevée à la fin de cette année ou au début de l'an prochain. Le second contingent commencera d'être livré à une date relativement tardive — pas avant le fin de 1980 — et est inférieur aux vingt-cinq avions de ce type que demandait Israël. Il en va de même pour les F-16, dont M. Begin demandait cent cinquante exemplaires, alors qu'il n'en obtient que soixante-quinze. Tout cela constitue un nouveau sujet d'irritation pour le premier ministre israélien, qui reste un client privilégié certes, mais qui perd sa situation de quasi-monopole auprès de son fournisseur américain.

### Les « besoins légitimes » du Gaire

L'Égypte, selon M. Vance, « doit avoir l'assurance raisonnable qu'elle sera capable de se défendre et elle doit poursuivre les négociations de paix ». En outre, sa rupture avec l'Union soviétique lui a fait perdre sa principale source de matériel militaire — et il est de l'intérêt des États-Unis de « répondre à ses besoins légitimes ». Parmi ces besoins, les milieux officiels mentionnent celui de répondre à une « menace libyenne » et de « protéger les sources du Nil », autrement dit de faire face à la situation instable qui prévaut à ses frontières sud. On ne pas toutefois ici jusqu'à rétablir la possibilité d'un engagement égyptien contre l'Éthiopie. On fait valoir cependant que le F-5, moins moderne que les avions vendus à Israël, a déjà été livré à vingt-cinq pays et que le président égyptien obtient moins de la moitié de ce qu'il avait commandé (entre cent vingt et cent cinquante). En revanche, l'armée de l'air américaine n'aurait plus cet avion, la livraison pourra commencer dès cet automne, donc avant celle

des appareils nouvellement promis à Israël.  
A l'égard de l'Arabie Saoudite, M. Carter ne fait que remplir une promesse déjà faite par M. Ford et renouvelée par l'actuel président lors de sa visite à Ryad au début de janvier. Ce pays, a dit M. Vance, « a une immense importance pour faire prévaloir une politique modérée au Proche-Orient et plus généralement dans les affaires mondiales ». Ses délégués adriennes, qui reposent sur l'essentiel sur de vieux liens britanniques, sont « très limités » et sa demande était donc « raisonnable ». On ajoute en privé que le royaume saoudien doit faire face à la menace que représente sur son flanc nord l'Irak, mané d'un important matériel soviétique. On a pu aussi chercher à établir un équilibre avec l'Iran, suréquipé par les fournitures américaines depuis des années.

Les avions promis à Ryad seront livrés, comme ceux destinés à Israël, à partir de 1980 seulement, mais le geste n'en est pas moins important. La commande saoudienne est, en effet, la plus importante de toutes sur le plan financier (2,5 milliards de dollars contre 1,3 à Israël et 400 millions à l'Égypte), elle porte sur l'avion le plus moderne et le plus perfectionné actuellement en service dans le monde occidental, et l'Arabie Saoudite est le seul pays à se voir accorder le nombre demandé : soixante avions, soit vingt de plus que ce qu'Israël reçoit avec ses deux commandes. En outre, il est raisonnable de supposer que Ryad mettrait ces avions à la disposition du Gaire en cas de nouvelle guerre au Proche-Orient.

Pour toutes ces raisons, la commande saoudienne est sans doute celle qui soulèvera les plus grandes difficultés au Congrès. Aux termes d'une loi votée en 1976, le législateur doit être avisé, d'abord officieusement, de toute vente d'armes un tant soit peu importante. Vingt jours plus tard, suit une notification officielle. Il dispose alors d'un délai de trente jours pour y opposer son

veto à la majorité simple. En l'occurrence, ce délai sera supérieur aux cinquante jours prévus, les vacances de Pâques venant d'intervenir entre-temps. Tout indique qu'il sera rempli de « hearings » passionnés, car les avocats d'Israël mobilisent déjà leurs forces pour s'opposer aux projets de M. Carter, plus précisément pour fractionner le « paquet » en ne retenant que les commandes israéliennes.

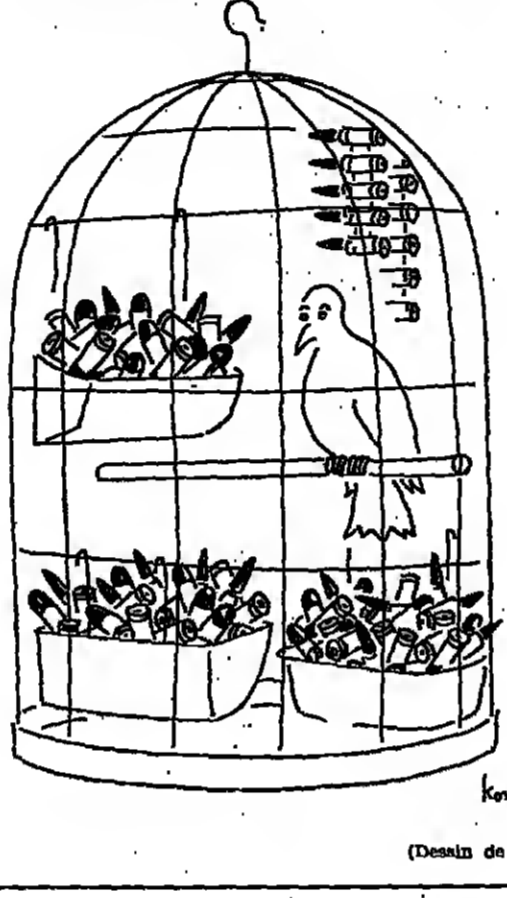
Cet un représentant démocrate de New-York, M. Wolff, a annoncé qu'il déposerait une demande de veto à la venue aux Saoudiens. Pour se part, un parlementaire israélien, M. Moshe Arens, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, qui se trouve comme par hasard à Washington ces jours-ci, a exposé, mardi, à une commission de la Chambre, les projets de M. Carter « allaient donner aux Arabes la supériorité aérienne ».

Une autre opposition proviendra des parlementaires hostiles aux ventes d'armes en général, et de tous ceux qui voient au tort de prendre trop au sérieux les pro-

messes faites sur ce point par le candidat Carter en 1978, et même par le président de 1977. Officiellement, la Maison Blanche maintient son intention de faire rentrer ce nouveau paquet sous le pléonaste annoncé : les ventes d'armes à tous les pays autres que ceux de l'OTAN, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ne doivent pas dépasser 2,5 milliards de dollars en 1978, une somme inférieure de 8% à celle de l'an dernier. Or le total du projet en cours pour les trois pays représentés déjà plus de la moitié de cette somme (4,8 milliards de dollars). Même s'il est réparti sur plusieurs années, il sera difficilement conciliable avec les engagements déjà contractés envers d'autres pays par Washington, engagements qui rempliront de toute façon l'autre moitié du contingent annoncé.

Comme l'écrit le New York Times, M. Carter a « découvert que les États-Unis, pour avoir cessé de vouloir être « gendarme du monde », ne peuvent s'opposer à ce que d'autres pays amis le deviennent ».

MICHEL TATU.



(Dessin de KONK.)

### Liban

## La droite chrétienne a voté la création d'un tribunal militaire syro-libanais

Beirut. — Le Parlement a voté par 72 voix contre 1 (celle d'un député du Bloc national de M. Raymond Eddé), une loi instituant un tribunal militaire mixte syro-libanais. La droite chrétienne, notamment le Parti national libéral (P.N.L.) de M. Camille Chamoun, a approuvé le projet, auquel n'ont été apportés que des amendements mineurs. Une note déstabilisante a été constatée après une journée d'extrême tension marquée par la crainte d'une bataille plus violente que toutes les précédentes.

De notre correspondant

Tout le monde à Beyrouth est cependant convaincu que si les graves incidents de la semaine dernière peuvent être considérés comme réglés, les causes de la crise demeurent les risques d'un règlement de comptes, au Liban, entre la Syrie et ses adversaires (Israël d'une part, et l'Égypte de l'autre) sont grandes. Le président Assad a montré ces derniers jours qu'il ne laisserait pas entamer son autorité. « Une course dramatique est engagée entre la dynamique de la guerre et celle de la paix. La dynamique de la guerre possède un énorme avantage : elle est déjà en cours », nous a déclaré M. Karim Fakrad-Domi, membre du bureau politique des Phalanges. La prudence réserve de ce parti, malgré la pression de sa base, a été remarquée durant la dernière crise. Sur le thème de la « patrie en danger », le président de la République libanaise, M. Elias Sarkis, pourrait tenter de réaliser « à chaud », et donc très rapidement, un gouvernement d'entente nationale. Mais ses chances de succès sont limitées. Pour couper court aux rumeurs alarmantes et redonner confiance à la population chrétienne, le Force arabe de dissension (FAD) a multiplié ses patrouilles à Beyrouth-Ouest (secteur palestino-progressiste) et visiblement donné à ses troupes installées à Beyrouth-Est des consignes leur enjoignant d'être moins sévères. Le tribunal mixte, présidé par un Libanais, mais dont la majorité des membres appartient à la FAD, aura à connaître de tous les incidents auxquels celle-ci serait mêlée. Ce tribunal devra en premier lieu examiner les causes des incidents qui se sont produits les 7 et 8 février autour de la caserne de Fayadieh et qui ont mis le feu aux poudres. On laisse entendre à Beyrouth que la sentence concernant cette affaire ne devrait pas susciter de remous importants dans les rangs de l'opinion conservatrice chrétienne. — I. G.

## JERUSALEM : l'amorce d'un nouveau tournant de la politique américaine à l'égard d'Israël

De notre correspondant

Jérusalem. — Bien que prévisible, la décision de l'administration américaine de livrer cinquante appareils de combat F-15 à l'Égypte et soixante F-15 à l'Arabie Saoudite, alors qu'Israël voit sa commande réduite de moitié — soixante-quinze F-15 et quinze F-16 — a fait l'effet d'un coup de poignard à Jérusalem. La fourniture par Washington d'armement offensif à l'Égypte et le « package deal » des livraisons d'armement américain au Proche-Orient, dans lequel Israël se voit inclus, constituent, de l'avis général, un précédent des plus dangereux et l'amorce d'un nouveau tournant de la politique américaine à l'égard d'Israël.

Certes, le Congrès n'a pas encore approuvé la décision de la Maison Blanche, mais M. Moshe Dayan ne se fait pas d'illusions. Le capital de sympathie dont disposait Israël a considérablement diminué au Capitole depuis la dernière visite à Washington du ministre israélien des affaires étrangères, dans un rapport envoyé des États-Unis à Jérusalem. M. Begin avait déjà protesté, mardi 14 février, contre l'intention américaine de vendre de l'armement offensif à l'Égypte, au cours d'un entretien de deux heures avec l'ambassadeur Samuel Lewis. Les relations entre les deux pays restent « étouffées et chaudes », a ensuite déclaré le diplo-

mate américain. Il n'en reste pas moins qu'un débat urgent à la Knesset sur des relations américano-israéliennes devait se dérouler ce mercredi. On attendait à cette occasion une réaction élogieuse du premier ministre, M. Begin.

Le chef d'état-major, le général Mordechai Gur, a souligné, pour sa part, les dangers pour Israël d'être confronté à trois pays, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la Jordanie, disposant d'un armement occidental. On note aussi une première réaction d'un ministre sans portefeuille, M. Itzhak Laufer : « Une décision qui diminue les chances de paix et augmente les risques de configuration au Proche-Orient. » (Interim.)

La Commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté, mardi 14 février, deux résolutions accusant Israël de crimes de guerre, approuvant la lutte armée des Palestiniens et affirmant leur droit de créer « un État pleinement indépendant et souverain en Palestine ». La première résolution fait état du « droit inaliénable du peuple palestinien à l'auto-détermination sans ingérence extérieure et à l'établissement d'un État pleinement indépendant et souverain en Palestine ». Elle reconnaît aux Palestiniens le droit de récupérer leurs droits par tous les moyens et demande aux gouvernements de reconnaître que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) est le représentant du peuple palestinien. Elle a été adoptée par 25 voix contre 3 et 4 abstentions.

Deux personnes ont été tuées et quarante blessées à Jérusalem, mardi 14 février, au soir, par l'explosion d'une bombe à retardement placée dans un autobus. Le véhicule, dont toute la partie arrière a été arrachée, circulait dans le secteur occidental de la ville. La police a procédé à plusieurs interpellations et a lancé un appel à la population pour que soit signalé tout objet suspect dans les lieux publics. L'attentat a été revendiqué quelques heures plus tard par la résistance palestinienne dans un communiqué publié à Beyrouth par l'Agence ovestisienne d'information Wafa.

# AFRIQUE

### Maroc

## Les détenus « frontistes » revendiquent un statut de prisonnier politique

De notre correspondant

Rabat. — Le journal l'Opinion (Madrâq) a publié le 12 février un appel des familles de personnes condamnées il y a un an dans l'affaire dite des « frontistes » pour assister et compléter le régime monarchique. Cet appel confirme que les condamnés qui se trouvaient précédemment à Kenitra ont été répartis dans plusieurs prisons du royaume à la suite d'une grève de la faim d'une durée illimitée commencée le 2 février. Il demande l'amélioration des conditions de détention et indique que les familles qui se sont rendues à la prison d'Al-Mouassat n'ont pu entrer en relations avec les détenus. Les revendications de ces derniers, précise l'Opinion en se référant aux déclarations des familles, portent notamment sur « l'institution d'un statut de détenu politique ».

An lendemain « une précédente grève de la faim observée en novembre et décembre, le ministre de la Justice, M. M'Elahi Bouahid, avait déclaré au journal le Matin du Sahara (1) que tous ceux qui parmi les détenus avaient fait cette grève avaient été hospitalisés « alors même que leur état de santé n'apparaissait pas alarmant ». « Le ministère de la jus-

tice, avait ajouté M' M'Elahi Bouahid, tout en tenant compte de tous les respects humains de cette affaire, ne pouvait admettre de céder à des pressions destinées à obtenir la création d'un régime spécial de faveur. Nous considérons, en effet, que les intéressés, condamnés par des juridictions de droit commun pour des infractions de droit commun, doivent subir leur peine dans les mêmes conditions que l'ensemble des détenus. » — I. G.

(1) Dans la même interview, publiée le 13 janvier, le ministre, évoquant le décès de Saïd Mouslim, également condamné dans l'affaire des frontistes, avait dit : « Des informations tendancieuses ont été données quant au décès d'hôpital de M. Mouslim. Toute la presse a été faite sur cette affaire : cette personne était atteinte d'un rhumatisme arthralgique aigu avec inflammation cardiaque, pour lequel elle a été soignée et entre autres est décédée d'un arrêt cardiaque alors que, hospitalisée, elle avait cessé depuis plusieurs jours la grève de la faim. Nous n'avons pas hésité à remettre son dossier médical en entier entre les mains du médecin délégué par la Fédération des droits de l'homme à Paris et à mettre de l'avis de ce rapport dans les dossiers de l'hôpital qui soignait cette personne. »

# AMÉRIQUES

### Bolivie

## Les partis traditionnels ne sont pas décidés à appuyer le candidat officiel à la présidence

De notre envoyé spécial

La Paz. — Le candidat du gouvernement militaire à l'élection présidentielle de juillet, le général Juan Pereda, pourra-t-il s'assurer une assise politique viable ? On commence à douter sérieusement à La Paz. Le Phalange socialiste, l'un des deux partis qui avaient appuyé le régime militaire de 1971 à 1974, a fait savoir, le 14 février, qu'elle ne soutiendrait pas le général Pereda. Sa décision est apparemment due au fait qu'elle n'a pu obtenir les assurances qu'elle attendait. De toute façon, l'influence des militaires et des militaires dans le gouvernement n'est pas digne de confiance. Les militaires, d'habitude d'une attitude conciliante, ont finalement adopté une attitude plus dure vis-à-vis du gouvernement allié croissant. Ils ont finalement convoqué le chef du parti, M. Mario Gutiérrez, ambassadeur du gouvernement militaire aux Nations unies, d'abandonner son attitude conciliante.

Le M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) — qui avait lui aussi appuyé le régime militaire — peut également être considéré, aujourd'hui, à prendre ses distances. Le parti est divisé, mais les partisans de l'indépendance par rapport au gouvernement semblent majoritaires. Reste à savoir si le M.N.R. s'alliera à la Phalange, comme le souhaite cette dernière, ou s'il se rangera aux côtés de son aile radicale, qui travaille à créer un front commun avec diverses formations de centre gauche.

Le chef du parti, M. Victor Paz Estenssoro, actuellement à Washington, a reçu plusieurs émissions venues de Bolivie. Mais il s'est

abstenu de prendre position. Il n'a pas non plus précisé quand il compte rentrer à La Paz. En fait, l'absence de cohérence idéologique, tant au sein de la Phalange que du M.N.R., rend difficile l'adoption d'une position commune entre les différents courants des deux formations.

Le projet de création d'un parti officiel, le PUN (parti d'union nationale), semble d'autre part avoir fait long feu. Le soutien au candidat officiel, donc peut d'ailleurs. Le général Pereda peut, d'une part, compter sur le monde paysan, et, d'autre part, sur le secteur privé. Depuis l'époque du général René Barrientos et du « pacte militaires-paysans », les campagnes — soigneusement encadrées — ont donné aux gouvernements militaires l'essentiel de leur base d'appui. Le secteur privé, de son côté, voit dans le général Juan Pereda le candidat de la continuité d'un régime qui a largement favorisé le capital, mis au pas les syndicats et assuré la stabilité politique.

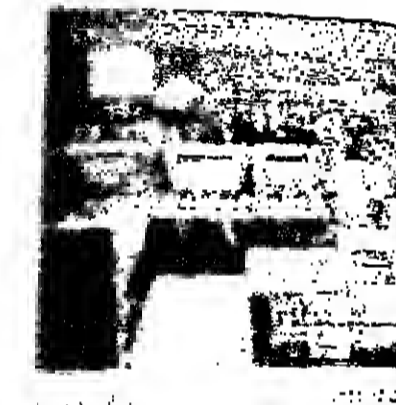
Ce double appui devrait assurer au candidat officiel la victoire en juillet prochain. Mais lui permettra-t-il de gouverner, alors que l'instabilité sociale risque fort d'être remise en question ? On en doute à La Paz. On pense donc que le gouvernement du général Pereda, fût-il civil, restera dépendant des forces armées.

THIERRY MALINIAC.

GEORGES SADOUL  
**JOURNAL DE GUERRE**  
39-40  
C'est l'odyssée d'un peuple par un homme pris dans l'histoire vivante. Un beau et grand livre qui s'adresse à toutes les générations.  
(Jacques Sicler Le Monde)  
LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS  
21, rue de Richelieu 75001 PARIS 39 F

elle version e Tien-An-Men

Vous désirez planter au Moyen-Orient ?  
Middle East Business Club  
1, rue de l'Opéra 75001 Paris



# DÉLAI

quelques jours.  
Le cuir c'est Hermès.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.  
PRIME  
9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél. 772.91.92

Le cristal c'est Baccarat.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.  
PRIME  
9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél. 772.91.92

La photo c'est Kodak.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.  
PRIME  
9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél. 772.91.92



# AFRIQUE

## Ethiopie

### « Terreur rouge » à Addis-Abeba

(Suite de la première page.)

« Les organes du pouvoir populaire ont été coiffés par les militaires, tout a été bouleversé », soupirent aujourd'hui les clandestins du MEISON, qui furent à l'origine de la création des kebelles. Apprentis sorciers désemparés.

Jouant officiellement le rôle de mairie, de tribunaux de première instance, de centre d'alphabétisation, etc., les kebelles constituent en fait une structure de quadrillage très rigoureuse de la population. Chaque Ethiope est pratiquement tenu — pour acheter du sel, participer à des travaux collectifs ou mettre à jour sa carte d'identité — d'avoir trois ou quatre contacts avec les responsables de kebelles chaque semaine. Des habitants qui, une nuit, hébergent chez eux des parents ou amis venant d'un autre kebelles, doivent immédiatement les déclarer aux responsables du quartier. Toute absence à une manifestation, à des travaux collectifs, à des séances de formation politique, est désormais enregistrée. Elle expose l'intéressé à de sévères réprimandes... pour commencer.

Le climat de guerre civile sidant, les kebelles disposent d'un quasi droit de vie et de mort sur chaque habitant. Une quinzaine de responsables peuvent contrôler ainsi de très près deux à trois mille personnes (population d'un kebelles moyen). Or si la qualité du travail social accompli par certains kebelles est indéniable, leur fonction en matière de « sécurité » est devenue de très loin prioritaire. Une surenchère s'en est instaurée en ce domaine. Le kebelles qui, à la fin du mois, ne peut justifier un nombre suffisant d'arrestations, est considéré avec suspicion par les autorités. « Dans notre kebelles », raconte un témoin, comme il nous a arrêté presque personne, il se débrouille pour

faire des collectes et donner beaucoup d'argent ou de sang destinés aux combattants du front.

A côté, des kebelles, à d'ailleurs été mise sur pied une police politique parallèle, agissant sans rendre des comptes et sur ordre direct du DERG. Les « cadres » formés depuis 1976 par l'école idéologique (créée à cette époque et contrôlée au début par le parti MEISON) se sont ainsi acquis une redoutable réputation dans les quartiers. Certains d'entre eux qui auraient suivi une formation de contre-guérilla urbaine s'apparentent davantage à des hommes de main qu'à des responsables politiques.

On parle notamment à Addis-Abeba d'un « groupe Temesgen » (du nom du leader syndicaliste assassiné), réputé pour la « sévérité » de ses interventions nocturnes. Dans chaque quartier, chaque usine, chaque bureau, existe en outre un « comité de défense de la révolution », dont les membres, théoriquement élus, sont en général armés. Une bonne partie d'entre eux sont en fait d'anciens opposants menés ou torturés, qui ont sauvé leur vie en changeant de camp et qui manifestent un zèle particulier à l'encontre de leurs anciens « camarades ».

Dans les campagnes, les « escadrons de défense » jouent un rôle analogue et le bilan de leur chasse aux contre-révolutionnaires est régulièrement publié par la presse.

Cette terreur rouge, minutieusement mise au point, s'était un peu calmée l'été dernier, avec un ralentissement des assassinats politiques attribués au P.R.P.E. Le 2 avril 1977 d'ailleurs, les autorités avaient officiellement dénoncé les « exès » commis par certains responsables de kebelles et même publiquement fusillé six d'entre eux, dont Girma Kebede, responsable d'activités dans le quartier central Arat Kilo. Cet exemple avait été interprété, à l'époque

comme une volonté de modération du zèle meurtrier des kebelles. Le régime craignait-il est vrai, que ceux-ci, largement contrôlés par le MEISON, ne finissent par constituer une force politique capable de se dresser un jour contre le DERG.

« Nous avions surestimé notre force, après le 1<sup>er</sup> mai (3) et nous nous étions fait des illusions sur

les opposants révolutionnaires du DERG », murmurent aujourd'hui, un peu pitoyablement, des militants clandestins de Meison, encore en liberté. La terreur en effet a repris dès l'automne, et jusqu'au début de cette année, avec, disent les observateurs, une efficacité accrue. On compte désormais dans Addis-Abeba des centaines de décès aussi terrifiants. Exagérations ?

« J'étais contre-révolutionnaire »

Cette jeune fille de milieu modeste, défigurée après qu'on eut mis le feu à ses cheveux. La technique, dit-elle, « perchoir à perchoir », utilisée en Argentine, et consistant à suspendre un prisonnier à une barre de fer tout au long du torse, semble régulièrement utilisée.

Si l'on en croit les témoignages, Haïlé Fida, ancien leader du parti MEISON et président du bureau politique, qui fut longtemps présenté comme l'idéologue du régime, a été torturé à deux reprises ; détenu dans la caserne de la 4<sup>e</sup> division, il a été amené à l'ancien palais impérial, les vieux Ghebbi, où ont lieu les « interrogatoires » des détenus les plus importants.

Dans les cas les moins graves, les jeunes gens interpellés — la moyenne d'âge des victimes de la répression s'équilibre constamment — sont condamnés à quelques semaines de « rééducation politique ». C'est le cas de beaucoup d'enfants de huit à douze ans, arrêtés récemment par centaines en vertu d'une circulaire officielle publiée au mois de décembre (Le Monde du 10 février).

Mais souvent, les personnes convoquées au kebelles disparaissent sans laisser de traces. « Maintenant, pour entrer la torture, nous disaient un témoin, les gens préféraient occuper tout de suite qu'ils sont membres du P.R.P.E., même si ce n'est pas vrai ».

L'existence de chambrées dans les environs d'Addis-Abeba a été signalée à plusieurs reprises par des parents de victimes, sans qu'il soit évidemment possible de s'en assurer. Des pressions en tout cas ont été exercées par plusieurs kebelles pour convaincre les familles de ne pas porter le deuil d'un « contre-révolutionnaire ».

Dans bien des cas, les femmes sont déshonorées par les tortures infligées à leur mari. Après l'assassinat d'un fils ou d'un mari, on nous a signalé le cas précis d'une mère de famille avertie la semaine dernière par des voisins que le corps mutilé de son fils avait été exposé à proximité du lycée français. Elle a couru chez des parents vivant dans un autre quartier pour s'avoir pas à cacher ses larmes.

Comme tous les habitants d'Addis-Abeba, les parents d'enfants tués dans la nuit sont parfois contraints de participer à des manifestations favorables au régime en brandissant des pancartes à la gloire de la terreur rouge.

La terreur rouge et l'encouragement continu à la délation favorisent, bien sûr, bon nombre de règlements de comptes qui n'ont rien à voir avec la révolution, ou donnent lieu souvent à de tragiques méprises. Une mère de famille du quartier Finassa, malade, envoie un soir son fils unique à la pharmacie. Au retour, l'adolescent est tué d'une balle dans la tête sur les marches du square. « Excusez-nous, on l'a pris pour un autre », murmurent simplement les tueurs à la mère en retournant du pied le cadavre.

Les résultats de cette terreur sont indéniables. « Le crime commence maintenant à régner dans la ville », répètent non sans cynisme les autorités. Il est de fait que les rangs du P.R.P.E. ont été décimés. Les sessions intervenues en son sein ont facilité le travail des militaires. Une fraction de ce parti, dite « bolchevique », a rallié le régime tentant d'occuper les postes laissés vides par le MEISON. Ces ralliements se sont accompagnés de dénonciations, qu'à pu seulement limiter la structure cellulaire du P.R.P.E. divisé en groupes autonomes de cinq militants.

Une autre tendance du parti, jugant désormais inefficace la guérilla urbaine, a rejoint les quelques FOCOS (foyers révolutionnaires) constitués dans la province du Tigre, avec l'aide des m'aquis érythréens. Beaucoup d'observateurs estiment néanmoins que les principaux dirigeants du P.R.P.E. dans la capitale n'ont pas encore été touchés par la répression. Bastion de l'opposition, le Mercato, par exemple, quartier populaire à majorité musulmane, échappe encore aux contrôles du régime. Les rafles nocturnes et les perquisitions destinées à récupérer des armes, n'ont donné pratiquement aucun résultat. Récemment, un jeep militaire qui patrouillait dans ce quartier, a été détruite par quelques grenades lancées par des enfants, qui jouaient « innocemment » entre les baraquas de tôle.

On signale ici et là d'autres tentatives limitées de résistance. Ainsi, un officier a continué à Addis-Abeba et les « cadres » venus arrêter ses deux enfants, n'ont pas osé assaillir avant d'être abattu à son tour. Les ouvriers de la fabrique de chaussures SCGA, favorables, dit-on au MEISON, ont élevé une barricade, séquestré leurs « cadres » politiques et lancé un ultimatum au DERG pour obtenir la libération d'un de leurs

camarades arrêté ; celui-ci leur a été rendu après avoir été torturé. Tous ces cas demeurent isolés.

Selon la plupart des observateurs, la reprise en main de la population et cette terreur rouge rendent maintenant impossible une opposition sérieuse au régime. Le pouvoir militaire qu'on choisit de soutenir et de conseiller les Soviétiques parait donc bien assis et bénéficie effectivement de la « stabilisation ». Cela signifie pas, pourtant, qu'il soit à l'abri des luttes intestines. Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat, responsable dans le passé d'innombrables tueries, est présenté aujourd'hui comme un « modéré ». Des divergences l'opposent déjà au groupe du lieutenant Legesse Arfa, ancien sergent, membre du DERG, qui a, dit-on, le vent en poupe. L'organisateur de la « terreur rouge », le lieutenant-colonel Debele Dinsa, est maintenant jugé trop « tiède » et suspecté d'intelligence avec le MEISON.

Les luttes politiques vont donc continuer à Addis-Abeba et les calme enregistré début février (Le Monde du 9 février) aura été de courte durée.

J.-C. GUILLEBAUD.

(2) A l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1977, la manifestation monstre organisée par le régime à Addis-Abeba avait vu triompher les slogans du parti Meison, suscitant l'irritation des militaires.

### Stranger in the night

La vérité est toujours deux faces. L'autre face d'Addis-Abeba, c'est la fête, une fête inouïe, irréaliste, qui donne le vertige ou le nausée.

Chaque nuit, pendant qu'on tue dans les quartiers, les danses africaines complètes. Les mesures fiscales, les nationalisations décriées par la révolution, l'incertitude du lendemain, tout incite ce qu'il reste de nantis à dépenser frénétiquement. On n'a jamais fait autant de frais de loieille à Addis-Abeba. Le nombre d'automobiles neuves, le plus souvent des grosses cylindrées, s'est accru depuis quelques mois. Les mesus récentes prises par le Derg, et visant à suspendre toute importation de produits de luxe, n'ont pas eu beaucoup d'effet, semble-t-il.

Le couvre-feu de minuit à 5 heures et les risques courus dans les rues passés 11 heures du soir, loin de freiner les plaisirs nocturnes, arraisent les soirs de « party ». Les night-clubs restent désormais ouverts jus-

qu'au matin, et leurs clients, qui ne peuvent plus rentrer chez eux après minuit, prolongent leur fête jusqu'à 5 ou 6 heures. Seuls disparaissent les bolles ou hôtels disposant d'un parking clos et obtenu le droit de procéder ainsi. Au Zebra Club, à l'Aïro, au Ras Hotel, on se bouscule donc toute la nuit, dans le hurlement des échos et l'acra brouillard des cigarettes. Le Venus Club, en revanche, l'un des plus célèbres endroits d'Addis-Abeba, foute de parking, a été condamné à la mort éternelle.

Au milieu de ces surprises-parties prolongées, une jeune femme, à qui nous parlons des enfants assassinés dans les quartiers, et simplement murmuré en évitant son regard :

« Pour une révolution, après tout, cela pourrait être pire. Ces jeunes n'ont qu'à se tenir tranquilles... »

Au bord de la piste de danse souriante, un crooner sursautait Stranger in the night. Out... Etranger dans la nuit.

### Le colonel Mengistu dénonce le « semblant de neutralité » des Etats-Unis

La contre-offensive éthiopienne dans l'Ogaden se poursuit, ce mercredi 15 février, selon trois axes : vers le sud, le nord-est, en direction de la frontière de la République de Djibouti (en longeant la voie ferrée qui relie la ville à Addis-Abeba), et l'est en direction de Jijiga. Il semble que les unités engagées au nord-est soient celles dont les progrès sont les plus rapides.

« A Addis-Abeba, le colonel Mengistu, chef de l'Etat, a dénoncé mardi, dans une conférence de presse, la « tactique diplomatique » des Etats-Unis, qui consistait à observer un « semblant de neutralité » dans le conflit. Il a accusé Washington d'accorder son « patronage » à un « complot » ourdi pour fournir du matériel à la Somalie et par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, du Pakistan, de l'Espagne et des régimes arabes réactionnaires ». Le colonel Mengistu a assuré que les relations diploma-

tiques de son pays avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la R.F.A. (dont l'ambassadeur a été expulsé en janvier), « n'avaient aucun sens si ces Etats persistaient à provoquer la massacre des Africains ».

« A Mogadiscio, un communiqué officiel assure que les forces somaliennes « continuent l'offensive éthiopienne » et contrôlent toujours la ville de Balde.

« A Moscou l'Agence Tass a critiqué, mardi, en termes très vifs, la France assurant que solzante blindés AMX livrés par Paris à l'Arabie Saoudite ont été rétrogradés à la Somalie. « On pourrait prolonger considérablement la liste des pays africains qui reçoivent une aide militaire de la France », ajoute Tass en assurant qu'en revanche, l'aide « technique et matérielle » accordée par Moscou à l'Ethiopie « correspond par son caractère aux problèmes posés ».

# EN DIRECT.

## Tout le Proche Orient Arabe.

ABU DHABI ... 4 fois par semaine	DJEDDAH ... 3 fois par semaine
AMMAN ... 2 fois par semaine	DOHA ... 2 fois par semaine
BAGDAD ... 4 fois par semaine	DUBAÏ ... 5 fois par semaine
BEYROUTH ... 7 fois par semaine	KHARTOUM ... 1 fois par semaine
DAMAS ... 4 fois par semaine	KOWEÏT ... 3 fois par semaine
DHAHRAN ... 4 fois par semaine	LE CAIRE ... 6 fois par semaine
SHARJAH dernière escale ouverte le 1 <sup>er</sup> novembre ... 1 fois par semaine	

En plus Air France vous offre :

- un service spécial pour hommes d'affaires: le service Proche-Orient Conseil,
- un réseau d'hôtels. Le « Méridien » à Damas, Khartoum et bientôt Abu Dhabi, Sharjah, Djeddah et Koweït.



# Français, qui empeste votre air?

demain chez tous les marchands de journaux. 4F

# LA MAU

LA MAU... (Text partially obscured by image quality)

### Dakhla, le commerce

Dakhla, le commerce... (Text partially obscured by image quality)

# Français VOS

Français VOS... (Text partially obscured by image quality)

كندا من الأصل



AFRIQUE

LA MAURITANIE PRISE AU PIÈGE

II. — LA FAUTE A L'ESPAGNE !..

De notre envoyé spécial

Limitée en hommes, importante par les moyens mis en œuvre, l'intervention française en Mauritanie a donné au régime du président Ould Daddah un précieux ballon d'oxygène et lui a permis de ne pas dépendre uniquement pour sa défense de son voisin marocain. (« Le Monde » du 15 février.)

Daddah a joint récemment les transports. Cette relative aisance aurait sanctionné, disent certains, son incapacité à empêcher le Polisario de lancer un raid sur la capitale en 1977 au moment du sommet de l'O.U.A. à Libreville. Il n'en continue pas moins à jouer un rôle de premier plan. Calme et massif, il s'exprime avec clarté et conviction.

membres un traitement et en envoyant six d'entre eux aux Cortes madrilènes. On développa la garde nomade, encadrée par des officiers espagnols. Une soldate et un fusil ! Il n'en fallait pas plus pour abriter de nombreux hommes et, donc, leurs familles.

qu'ils pouvaient tirer de cette situation. Ils entretenaient avec nous d'excellentes relations et pensaient qu'ils pouvaient nous imposer leurs vues sans difficulté. La création d'un Etat du Sahara occidental présentait pour eux deux avantages: coopérer au Maroc, auquel les opposés une rivalité monstrueuse; la route de l'Afrique, de l'Atlantique leur zone d'influence. Le président Boumediène annonça donc en 1974 au président Ould Daddah qu'il se retirait de la concertation à trois qu'il se poursuivait depuis des années entre Alger, Rabat et nous concernant la décolonisation du Sahara occidental. Entre-temps, le Polisario était né. Il jouissait de notre sympathie et de notre soutien actif dans la mesure où il lutait contre l'occupant espagnol. L'Algérie n'est employée, elle, à le contrôler politiquement.

avec le Maroc, nous a dit de son côté, avec une visible amertume, le chef de l'Etat mauritanien. Mais de 1972 à 1974, il a donné sa bénédiction à cette entente. En 1972, il a été à Rabat le témoin privilégié d'un échange de lettres secrètes entre le roi Hassan II et moi-même. Chacun reconnaissait à l'autre une zone d'influence au Sahara occidental. Le président algérien nous a dit alors combien il se réjouissait d'un accord qui mettait fin à une longue querelle entre pays frères. Il a fait une déclaration du même type, en octobre 1974, devant les chefs d'Etat et de gouvernement de la Ligue arabe réunis à Rabat. C'est de lui-même enfin, sans explications, sans me demander mon avis, qu'il s'est retiré de la concertation à trois à laquelle il était associé depuis des années.

Maroc n'aurait pas pu s'emparer de la Saguis-Bamra. Aujourd'hui il faut nous tirer au mieux de ce mauvais pas.

Nombres sont les Mauritaniens qui estiment comme notre interlocuteur que l'heure est au réalisme. Le sentiment de malaise devant les conditions dans lesquelles s'est opérée la « réconciliation de la patrie » a été pas nouveau, notamment parmi les jeunes et les anciens membres du Parti des Kadichines (proletaires), organisation clandestine d'opposition, ralliée au régime sur la base d'une « charte de progrès et d'épanouissement » adoptée par le Parti du peuple mauritanien lors de son quatrième congrès, en août 1975. Le Polisario a eu ainsi pendant longtemps la sympathie d'une large partie de la population. Il a très largement entamé le capital des derniers mois en multipliant les raids contre la Mauritanie, ce donnant l'impression qu'elle était son objectif principal et qu'il s'employait à la détruire. « Le Front est de plus en plus défait à Alger, nous ont dit plusieurs étudiants et lycéens. Il n'aurait pas dû pratiquer des prises d'otages, qu'il s'agisse de Français ou de Mauritaniens, s'attaquer à des populations civiles. Les choses étant ce qu'elles sont, les jeunes s'inscrivent dans la mesure de résister à ces attaques afin de préserver l'existence même du pays. Mais ils priment d'abord et surtout l'adoption d'une solution politique, même si elle doit passer par une négociation avec le Polisario. Pour eux en effet, le développement du pays et le maintien des options « progressistes » sont prioritaires. Or, ils sont l'un et l'autre gravement compromis par la poursuite de la guerre.

DANIEL JUNQUA.

Prochain article :

LA HANTISE DU DÉPEÇAGE

Nonakobott. — « Aggravée par l'Algérie » qui, selon le président Ould Daddah, a espéré à la déconstruction de la Mauritanie dépend chaque jour un peu plus pour sa défense d'un voisin marocain, qui n'a peut-être pas renoncé à la conquête. Elle s'était délibérément rangée naguère dans le camp des pays « progressistes » et avait pris, avec l'aide d'Alger, des mesures spectaculaires pour assurer son indépendance politique et économique : rupture des accords de défense avec la France en 1973-1974, création d'une monnaie nationale, l'ouguiya, nationalisation de la raffinerie qui exploitait le fer de Zouérate. Elle doit désormais, pour survivre, compter sur les subsides de l'Arabie Saoudite, du Koweït, du Qatar ou de la Côte d'Ivoire, qui se situent résolument dans le camp conservateur. Pourquoi ce brutal renversement d'alliances ?

« En 1963, nous dix-huit la population du Sahara occidental s'élevait à vingt-quatre mille personnes. Le territoire administré par Madrid était revendiqué dans sa totalité à la fois par le Maroc et par la Mauritanie. Les deux pays, qui excluaient tout accord entre eux, se neutralisaient mutuellement. Cette opposition justifiait le jeu de l'Espagne. Il était en effet, exclu de donner l'indépendance à une poignée de nomades. Ce bout de désert n'intriguait d'ailleurs Madrid qu'en raison de sa proche géographie et de l'abondance du poisson à proximité des îles Canaries. La découverte, en 1963, de gisements de phosphates à proximité des côtes marocaines. En 1966, faute de pouvoir nous entendre, le Maroc et nous-mêmes avons patronné une résolution aux Nations unies prévoyant l'autodétermination. Dans notre esprit, cette procédure ne pouvait déboucher que sur le rattachement à notre pays. Mais, à partir de cette date, Madrid a cherché à déstabiliser le problème. Les dirigeants espagnols ont vu dans l'autodétermination le moyen de créer un Etat fantôme qui leur devrait l'existence, et qui leur permettrait de garder le contrôle des richesses de Bou-Craa. »

« Et puis, nous dit M. Salah, ce fut le recensement de 1974. Madrid fut le premier à annoncer qu'il comptait faire état de la présence de soixante-trois mille habitants. Au même moment, la création de l'Etat d'Al-Adun d'une organisation, le Parti de l'unité nationale (P.U.N.), revendiquant, avec la bénédiction des autorités coloniales, l'autonomie de son territoire. Il n'est plus de doute sur les intentions de l'Espagne.

« Les Algériens, persuadés eux aussi qu'aucun accord ne serait possible entre nous et les Marocains, ont vu tous les avantages

Un accord secret

Si l'on en croit l'ancien ministre de la souveraineté interne, tout cela finit par déboucher au début de 1976 sur la conclusion d'un accord secret entre Madrid, le Maroc et le Polisario. L'Espagne s'engageait à faire accéder le Sahara occidental à l'indépendance par le moyen d'une autodétermination savamment contrôlée. Les intérêts de l'ancien colonisateur seraient sauvegardés. Les soldats du « Tercio » devaient se retirer progressivement des postes, qu'ils occupaient en vertu de l'accord de l'accord tripartite de Madrid, qui jeta à terre le scénario initialement prévu par Madrid et Alger. C'est ainsi que M. Salah rétablit une conférence, dans des conditions difficiles à relier, l'envoi à Madrid, lors de la première phase des négociations hispano-marocaines, d'un « emissaire algérien chargé de rappeler aux Algériens leurs engagements antérieurs, la fureur du président Boumediène en apprenant la

« corrélation » de l'Espagne sous la pression de la « marche vers », le voyage à El-Adun de Juan Carlos, alors chargé de l'indépendance des opérations de chat d'Etat, aux fins de calmer les militaires espagnols indignés d'un changement aussi brutal de politique. Ceux-ci s'en tirèrent d'ailleurs assez largement sur le terrain aux accords secrets antérieurement passés. Ils facilitèrent le départ des populations vers l'indouf, remirent un grand nombre de postes aux hommes du Polisario et favorisèrent le ralliement au Front et à l'Algérie des quelques trois mille hommes de la garde nomade, ce qui permit aux Sahraouis de disposer libre vite d'une armée de libération efficace et disciplinée.

« Vous voyez, conclut M. Salah, de quelle façon l'Espagne a créé de toutes pièces ce soi-disant peuple sahraoui composé en fait de Reguibat et de Maures de gens appartenant à nos tribus, ayant les mêmes coutumes que nous. Ce « peuple », l'Algérie s'en assure, et nous sommes en le regroupant à l'indouf, en y ajoutant ses populations du Sud, en jouant sur la solidarité qui unit, par exemple, les Reguibat, qui sont originaires de l'ancien Rio-de-Oro, Mauritaniens ou Algériens.

« Le président Boumediène nous reproche de nous être entendus

A Dakhla, le commerce est roi

Dakhla. — Isolée sur sa presqu'île, reliée au continent par une étroite langue de terre, la capitale de la province « réunifiée » du Tiris El Gharbia, plus connue aux temps héroïques de l'épo-que sous le nom de Vila-Cienfuegos, parait vivre au dehors du temps et de la guerre. Rien n'a changé depuis notre précédente visite au début de 1976. Le programme de deux cent quatre-vingt-dix logements commencé par les Espagnols, est resté inachevé. La petite place ombragée et fleurie au centre de cette coquette cité coloniale respire la quiétude. Dans les rues, les soldats sont rares. La présence marocaine, bien qu'importante — chasseurs T-8 à l'aéroport, vedette armée dans le port, garnison installée dans l'ancien casernes du Tercio, à l'extérieur de la ville, — est discrète. Partout flotte le drapeau vert mauritanien.

La vraie ressource de la ville, c'est le commerce. Dakhla, comme La Guérra, près de Nouadhibou, a bénéficié ces deux dernières années du statut de zone franche. Plusieurs centaines de licences d'importation ont été distribuées et les « bezars » ont proliféré. Le Fokker d'Alger Mauritanie, qui assure deux fois par semaine ligne Nouakchott-Nouadhibou-Dakhla-Laa Palmas, revient vers la capitale bourne de maron-dise diverses. La gros du trafic passe cependant par les avions et les véhicules de l'armée. Les militaires trouvent ainsi le

moyen d'arrondir leurs soldes, après avoir mis au pas quelques douaniers trop zélés. Le gouvernement vient de décider de rétablir une taxation à 100 % sur les produits de luxe — chaînes hi-fi, postes de radio, appareils photo, montres, etc. — et à 50 % sur les appareils ménagers tout en maintenant l'exonération sur les produits de première nécessité. Il sera difficile cependant de mettre fin aux habitudes qui se sont instaurées.

« Cas « mercantiles », voici qu'ils nous parlent, qu'ils témoignent : « J'étais ouvrier à Bou Craa », dit l'un ; « chasseur de taxi à El Adun », annonce l'autre ; « mineur à Zouérate », explique un troisième. Ils parlent espagnol, français ou arabe. « Nous ne sommes ni Marocains ni Mauritaniens », disent-ils. Nous combattons pour retrouver notre pays. Le Sahara n'est pas à vendre... »

« La vraie ressource de la ville, c'est le commerce. Dakhla, comme La Guérra, près de Nouadhibou, a bénéficié ces deux dernières années du statut de zone franche. Plusieurs centaines de licences d'importation ont été distribuées et les « bezars » ont proliféré. Le Fokker d'Alger Mauritanie, qui assure deux fois par semaine ligne Nouakchott-Nouadhibou-Dakhla-Laa Palmas, revient vers la capitale bourne de maron-dise diverses. La gros du trafic passe cependant par les avions et les véhicules de l'armée. Les militaires trouvent ainsi le

« Cas « mercantiles », voici qu'ils nous parlent, qu'ils témoignent : « J'étais ouvrier à Bou Craa », dit l'un ; « chasseur de taxi à El Adun », annonce l'autre ; « mineur à Zouérate », explique un troisième. Ils parlent espagnol, français ou arabe. « Nous ne sommes ni Marocains ni Mauritaniens », disent-ils. Nous combattons pour retrouver notre pays. Le Sahara n'est pas à vendre... »

Camps de réfugiés, échouettes noires des femmes de la milice sahraoui, montant la garde, courses folles de land-rover dans les immensités sablonneuses ; vie quotidienne du mequersar : attente, thé, prière... Il y a les combats, les assauts contre le ruban-convoyeur de phosphate de

UN FILM DE JOCELYN SAAB

« Le Sahara n'est pas à vendre »

Craque sur le tête, allongée ou accroupie, à l'abri dans leurs casemates ou derrière leurs remblais de sable ou de pierre, ils attendent, les mains crispées sur leurs armes, scrutant le désert... Autour de Smara et d'El Adun, au milieu d'un impressionnant arsenal de mortiers, de obus, de canons et d'obusiers en tout genre, les soldats des forces armées royales marocaines veillent, attendant l'attaque des « mercenaires algériens du Polisario » qui leurs disputent le sol du Sahara occidental.

Bou Craa ou la « muraille » de Zouérate. Il y a... En une heure trente, Jocelyn Saab, journaliste et réalisatrice ibanaise (« Beyrouth jamais plus », « Le Liban dans le tourmente », « Egypte chaque année en janvier »), nous promène de Rabat à Nouakchott et de l'indouf à El Adun, mettant à nu toutes les données d'une crise qui risque de déstabiliser l'Ouest de l'Afrique. Un reportage exceptionnel sur un dossier brûlant. — D. J.

« Au même programme, « La Cité des morts » montre l'Egypte après les émeutes de la faim de l'année dernière. Images poignantes de tous les laïques pour compte de la « libéralisation » habituelle du cinéaste né parmi les tombes, où leur détresse s'installe sans espoir, enfants qui fontent... Les portelles de la métropole, travailleurs bêtes-de-somme de l'île de la Briqueterie à. Quand la porte tournante du Hilton dégorge ses nantis insouciantes, la caméra de Jocelyn Saab explore l'envers du décor et la voix du chanteur aveugle Cheikh Imam dit « ceux qui respirent la tête » et le « lendemain entrant dans les prisons ». Un poème à l'Egypte souffrante et à son peuple vibrant de pitié et d'amour.

Advertisement for 'lavie' magazine, featuring the headline 'Français, qui pollue vos rivières?' and 'demain chez tous les marchands de journaux. 4F.'

Advertisement for 'lavie' magazine, featuring the headline 'Français, qui détruit vos forêts?' and 'demain chez tous les marchands de journaux. 4F.'

Advertisement for Eurocap hair care products, including text like 'S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI' and 'L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE'.

-Abeba

stranger in the night

colonel Mengistu est semblant de neur...

s, qui empes... otre air?



# Le chiffrage du programme socialiste est critiqué par la majorité et par le P.C.

Le chiffrage de l'application du programme commun de la gauche en 1978 et 1979, telle que l'envisage le parti socialiste, a constitué mardi 14 février le principal événement politique d'une journée qui en comportait plusieurs autres, notamment les réunions de MM. Barre, Chirac, Mitterrand et Marchais en province, et le débat entre MM. Servan-Schreiber et Leroy à TF 1.

Les commentaires de presse, mercredi, prolongent en les paraphrasant ou en les nuanciant les déclarations des partenaires ou adversaires du P.S. sur le devis socialiste. M. Barre s'est étonné de voir les socialistes, qui ont dénoncé l'existence d'un déficit budgétaire de 8,9 milliards, en prévoir un de 40, et il qualifie d'« atrape-nigands » et de « débauche d'in-

formations » le catalogue des promesses de l'opposition. Selon M. Guichard, avec le programme socialiste la ruine viendra seulement plus lentement qu'avec le programme commun.

Pour le commentateur économique de « l'Humanité », le programme socialiste est un plan de gestion de l'austérité dont le financement

sera assuré par l'endettement et l'inflation. M. Fabre estime que la convergence de ces critiques vaut au chiffrage socialiste un préjugé favorable, mais il pense qu'il faudra repenser de tout cela après les élections avec les représentants des chefs d'entreprises, des syndicats et des pouvoirs publics.

## LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

### M. Barre : ceux-là qui critiquaient notre déficit budgétaire de 8,9 milliards en envisagent un de 40 milliards

Poursuivant sa tournée électorale en province, M. Raymond Barre s'est rendu, mardi après-midi 14 février, à Issoudun et à Châteauroux (Indre) pour apporter son soutien à trois candidats de la majorité menacés par la poussée de la gauche : deux candidats du R.P.R., MM. Jean-Paul Mourot, député sortant de la 3<sup>e</sup> circonscription, et Michel Aurillac, ancien préfet du département, candidat dans la 1<sup>re</sup> circonscription (dont le siège est occupé depuis 1973 par un communiste), et un représentant du P.R., M. Maurice Tissandier, député sortant de la

3<sup>e</sup> circonscription. Chacun des trois est candidat unique de la majorité dans sa circonscription.

Au cours des allocutions qu'il a prononcées, le chef du gouvernement a longuement développé les deux thèmes qui forment désormais le trame de sa campagne électorale : critique systématique des orientations et des objectifs de la gauche et nécessité de s'y opposer en donnant pour cela à M. Giscard d'Estaing la majorité présidentielle « large et loyale » dont il a besoin.

Une fois de plus, M. Barre a concentré ses attaques sur les déclarations du P.S. qui a « mélangé pas », dit-il, d'être considéré « avec dignité », et en particulier sur M. Mitterrand traité à nouveau de « pyromane ». Le premier ministre a aussi invité les électeurs à ne pas voter simplement « contre la crise », ce qui équivaudrait, selon lui, à un « suicide ».

M. Barre se proposait de tenir le même langage au cours de la visite qu'il devait faire dans le Morbihan mercredi après-midi 15 février.

Châteauroux. — En signe d'unité de la majorité, la réunion publique organisée mardi soir à Châteauroux avait été placée sous l'égide de l'Association d'unions républicaines pour la liberté et le progrès, regroupant dans le département de l'Indre le R.P.R., le P.R., le C.D.S. et le C.N.P.

Prenant la parole à 22 heures devant près de quinze cents personnes, M. Barre a rendu hommage aux trois candidats locaux de la majorité. Il a ensuite indiqué que son « message » tient en deux idées simples : « Primo, a-t-il dit, il faut éviter à la France l'application du programme commun ; secundo, il faut que le président de la République puisse disposer, dans les prochaines années, d'une large, loyale et cohérente majorité de renouveau et de progrès ».

Commentant le chiffrage du programme commun actualisé par le P.S. (Le Monde du 15 février), le premier ministre a déclaré : « Ceux-là mêmes qui aujourd'hui envisagent un déficit budgétaire de 40 milliards de francs sont ceux qui, il y a quelques semaines, condamnaient le gouvernement parce que son budget prévoyait un déficit de 8,9 milliards. De qui se moque-t-on ? » M. Barre a alors ironisé sur les déclarations faites lundi soir 13 février à Gre-

nois par le premier secrétaire du P.S. (Le Monde du 15 février). « C'est le pyromane qui est à l'origine de l'incendiarisme sur le marché des changes qui vient ensuite faire des déclarations, en se comportant comme le pompier qui va éteindre le feu ».

Le chef de gouvernement estime que les dirigeants socialistes ont « une attitude méprisante ». Faisant allusion aux articles récemment publiés par l'Unité, organe du P.S., à propos notamment de la polémique sur le vote des Français de l'étranger, il a ajouté : « Ce n'est pas en dérivant ce qu'ils écrivent dans leurs feuilles, sur les membres du gouvernement, qu'ils méritent [des dirigeants du P.S., N.D.L.R.] d'être traités avec dignité ».

M. Barre a enfin mis en garde les électeurs contre la tentation d'accorder leurs suffrages à l'opposition. « Cette fois, il s'agit du sort de la France », a-t-il déclaré. « Que les Français ne se laissent pas entraîner par des manœuvres habiles. Devant la gauche, l'enjeu n'est pas le pouvoir, mais la survie de la nation. Les Français ont le droit de se faire entendre dans le monde ».

M. Raymond Barre avait tenu

à peu près le même langage lors de son passage à Issoudun : « Je voudrais mettre en garde contre cette extraordinaire attiraille de nigands, cette véritable débauche d'informations que le catalogue des promesses de l'opposition, avait-il indiqué.

En conclusion, M. Barre avait affirmé : « Je ne suis pas de ceux qui s'en vont répétant : nous serons battus ou qui crient : nous allons gagner en pensant au fond d'eux-mêmes qu'ils seront battus — qu'ils que cela leur serait utile. » Il semble que par

cette phrase, le premier ministre ait voulu faire implicitement allusion aux arrière-pensées que l'on prête parfois à M. Chirac au sein du courant giscardien, sur le rôle que le président du R.P.R. se plairait à tenir en tant que leader de l'opposition et la gauche arrivant au pouvoir.

A Issoudun et à Châteauroux, la visite du premier ministre a été marquée, à l'appel des syndicats, par des manifestations d'hostilité à la politique gouvernementale.

ALAIN ROLLAT.

## QUATRE PRÉVISIONS SUR LA SITUATION DE LA FRANCE EN 1978

(Progression en volume, en %)

Projet du gouvernement (sept. 1977)	Prévisions O.C.D.E. (déc. 1977)	Projet P.S. (26v. 1978)	Projet P.C.F. (oct. 1977)
Ressources de la nation :			
Produit intérieur brut...	4,5	3,2	4,9
Importations .....	7,1	5	9,8
Emploi de ces ressources :			
Consommation .....	3,7	3	5,5
Investissements des entreprises .....	2,1	1,7	2,3
Exportations .....	8,1	5,2	7

(\*) Dans l'hypothèse de la poursuite de la politique de M. Barre.



(Dessin de CHENEZ.)

### M. Bouloche : la convergence des critiques montre que le P.S. est sur la bonne voie

M. André Bouloche, député socialiste du Doubs, nous a déclaré, mercredi 15 février, en réponse aux critiques adressées au chiffrage de la gauche par le P.C.F. et le P.S. : « La communication du parti socialiste sur les comptes économiques de la France pour les années 1978 et 1979 soulève des appréciations critiques qui, comme nous y sommes habitués, nous ont habitués à converger de toutes parts contre le P.S. »

M. Bouloche semble avoir renoncé à citer les chiffres mensongers qu'il tenait en sa main et avec lesquels il tentait d'effrayer les Français. Mais il persiste à poursuivre les socialistes de ses imputations. Plutôt que de tazer d'irresponsabilité des adversaires qui apportent justement la preuve du contraire, il tente de poursuivre les socialistes de leurs responsabilités dans la situation économique et sociale actuelle.

« Le Figaro, qui n'a rien oublié et rien oublié, nous a fait connaître le chiffrage ou l'inflation » que

tous les économistes internationaux sérieux considèrent comme dépassé.

« Quant à l'humanité, elle finit de voir un abandon du programme commun là où il n'y a eu contraire que prévisions données sur les modalités d'application des engagements pris ».

« Elle refuse de voir le transfert considérable que représente la hausse moyenne des salaires de 18 % avec une hausse des prix inférieure à 10 %. Elle oublie que les principaux impôts de 1978 sont déjà votés et que seul un collectif budgétaire est possible. Elle ignore d'une façon évidente que le P.S. a fait connaître de sa part l'existence d'une nation industrielle moderne et oubliée en particulier que, dans les circonstances actuelles, une croissance de 6,5 % en 1978 ne se décrète pas ».

« En résumé, la convergence de ces critiques me fait plutôt penser que le parti socialiste est sur la bonne voie, celle du sérieux dans l'application du programme commun ».

### « L'Humanité » : on reprendra aux travailleurs d'une main ce que l'on aura donné de l'autre

Jean-Pierre Gaudard analyse dans l'Humanité du 15 février le chiffrage socialiste du programme commun. Il note :

« Les chiffres du parti socialiste confirment son refus d'appliquer le programme commun. Le P.S. paris désormais d'une période inintermittente vers le non-ven type de développement, et André Bouloche précise : « Vous voyez à quel point nous sommes loin d'avoir donné un chiffrage du programme commun ».

« Effectivement, le P.S. est désormais loin du programme commun. Son plan est un plan de gestion de la crise et de l'austérité. Une mesure le symbolise : le P.S.

prévoit 6 milliards de rentrées fiscales pour « incitation aux économies d'énergie ». En clair, cela veut dire augmentation des taxes sur les produits pétroliers. L'essence ordinaire grimperait de 40 centimes (en plus de la hausse prévue en juillet par M. Barre) et le gaz de 2,50 F au lieu de 2,25 F actuellement ».

« (...) En l'absence de véritables réformes, le financement du programme socialiste se fera par l'inflation et l'endettement excessifs. On reprendra aux travailleurs d'une main ce que l'on aura donné de l'autre. On rendra la France encore plus dépendante des principaux financiers du monde capitaliste, les Etats-Unis et la R.F.A. »

## Le débat entre MM. Servan-Schreiber et Leroy à TF 1

### Un mot de trop

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a eu un mot de trop. « Vous traitez les Français comme des bougnoules », a-t-il lancé à son adversaire communiste, M. Roland Leroy, mardi soir 14 février, au cours de l'émission « l'Événement » de TF 1.

Venant en terme d'une méthode dénoncée de l'attitude du P.C. dans les derniers mois, cette formule a indigné l'auditoire de l'émission. Un « oh ! » de réprobation est venu du public pénétrant l'invité à l'écran et théoriquement contraint au silence. Elle a permis à M. Leroy d'élever une protestation solennelle « saluée par des applaudissements qui n'avaient peut-être pas tous dû à une « claqué » communiste installée dans le studio, quel qu'en ait dit M. Servan-Schreiber. Enfin, elle a valu à l'ancien directeur de l'Express, de la part d'un invité, l'insulte de « raciste ». Qu'il ne mérite pas.

En se laissant aller à prononcer cette phrase, le député de Maurice-et-Martin a commis trois erreurs à la fois, ou moins. D'abord une injure. Le parti communiste mérite moins que toute autre formation politique d'être traité de « bougnoules », justament. Et c'est vrai. Mais qu'il se, dans l'Express, de la part d'un invité, l'insulte de « raciste ». Qu'il ne mérite pas.

En se laissant aller à prononcer cette phrase, le député de Maurice-et-Martin a commis trois erreurs à la fois, ou moins. D'abord une injure. Le parti communiste mérite moins que toute autre formation politique d'être traité de « bougnoules », justament. Et c'est vrai. Mais qu'il se, dans l'Express, de la part d'un invité, l'insulte de « raciste ». Qu'il ne mérite pas.

En second lieu, et du seul point de vue de l'émission à laquelle il participait, M. Servan-Schreiber a commis une maladresse tactique. En quelques mots il a ruiné son avantage. Un avantage qu'il détenait pourtant nettement par la clarté de son exposé, le spontanéité de

### M. Leroy et la participation des communistes au gouvernement

An cours du débat entre MM. Leroy et Servan-Schreiber le président du parti radical a évoqué la déclaration faite par le directeur de l'Humanité au mois d'octobre 1974. M. Leroy avait expliqué : « Nous considérons comme absurde l'hypothèse qu'on puisse appliquer le programme commun avec un président et une majorité réactionnaires. En effet du point de vue, on développe l'idée d'un gouvernement d'union nationale, d'union sacrée. Mais imaginez ce que pourraient penser les électeurs de gauche s'ils voyaient siéger des ministres de gauche sous la présidence de Giscard d'Estaing. Ce serait là l'union sacrée. En tout cas, il n'y aurait pas de ministres communistes dans ces conditions. » A l'époque, cette déclaration avait été opposée aux prises de position de MM. Marchais et Mitterrand expliquant qu'il était possible à

la gauche de gouverner avec Georges Pompidou (Le Monde du 23 novembre 1974).

Sur TF 1, M. Leroy a commenté ses propos en indiquant : « Il faut replacer cette phrase dans son contexte. A cette époque s'écroulait de multiples pressions visant à pousser les communistes à rejoindre le président de la République afin de faire croire à une éventuelle participation du P.C.F. au pouvoir ».

« L'Humanité » du 15 février cite, sous la signature de Henri Alleg : « Au grotesque dont parlait Roland Leroy, M. Servan-Schreiber aura joint l'odieux. Il aura pourtant réalisé une rare performance pour un homme de droite : montrer sans force le mépris de sa classe pour les travailleurs immigrés et au-delà pour nous, les simples gens, et qui sommes tous des bougnoules ».

## Feux croisés dans la presse

C'est à un véritable tir croisé que donnent lieu dans la presse de ce mercredi les commentaires du chiffrage par le P.S. du programme commun actualisé. Les journaux conservateurs accusent tout à la fois le parti socialiste de sous-estimer les dépenses et de majorer les recettes.

Le Figaro, qui titre en première page : « Ruine en temps record », estime sous la plume d'André-Pierre Mariani, à l'instar d'Esprit qu'une partie [du pouvoir d'achat supplémentaire distribué] sera égarée. Seul à avoir recours à des importations, la demande ne pourra pas être satisfaite. On détechie ainsi un processus de « surchauffe » économique qui se traduira par des hausses de prix ».

La hausse des salaires devant majorer les prix de revient des entreprises, le P.S. doit choisir : « ou il dialogue les prix, ou tout en les contrôlant, il accepte des augmentations obligées. Dans le premier cas, il contraindra l'entreprise au dépôt de bilan ; dans le second, la politique qu'il mène va à l'encontre des objectifs qu'il se fixe. Le choix est simple : chômage ou hausse des prix ». Ce n'est pas « en augmentant le déficit du budget, en laissant accroître le déficit commercial, en rétablissant des incertitudes et en infectant du pouvoir d'achat supplémentaire que l'on redresse une économie ».

Pour l'Aspero (José Van den Esch), le projet socialiste rappelle « le saut de l'ange, et sans filet ! De quoi se retrouver les nez dans la sciure, reins brisés ! Le problème... n'est pas d'ordre politique ou social, il est dans l'insincérité évidente et grave de certaines évaluations, dans le dérivatif d'un excès de dépenses par rapport au fardes qu'une économie exposée à tous les harcèlements de la concurrence peut supporter. Il est dans le laxisme monétaire qui annonce, à court terme, de 30 ou 40 milliards au moins cette année le recours à la tristement célèbre planche à billets ».

« Pour atteindre la vérité, ajoute de son côté Pierre Localard dans les Echos, faut multiplier par deux la totalité des dépenses budgétaires supplémentaires annoncées par le parti socialiste. Pourquoi cette réticence à dire ce qui est ? En sous-estimant le coût de son programme, le parti socialiste se prépare des verges pour se faire fouetter. A gauche, les critiques ne sont

pas moindres. Outre celles de l'Humanité (voir ci-dessus) on doit noter celles du quotidien trotskiste Bouge, qui dénonce « le caducéu gigantesque aux entrées-prises » que représente à ses yeux le traspas à l'Etat de 200 F de charges sociales par salarié (37 milliards au total).

« La vérité, écrit Pierre Julien, est que tout chiffrage a ses contraintes. A vouloir démontrer que le droit est en mesure de changer la politique économique et sociale sans changer le système, il faut mettre de l'eau dans le vin des promesses. Juste à tromper les travailleurs sur l'enjeu véritable du débat... Le Matin, dans son éditorial, interprète les choses tout autrement. On comprend, écrit-il, les prévisions dont s'entoure le P.S. pour inscrire son défi économique dans la réalité. (...) Si la gauche vient au pouvoir elle sera confrontée à une épaisse de rigueur et de vérité, pour dissiper dans la confusion que les mystères qui ont entouré la politique économique des dernières années ».

Pour Libération, et le projet du P.S. résultera le nombre de chômeurs » et « ceux qui sont menacés de l'être ».

« Mais les partis de l'ex-majorité ne manqueront pas d'ajouter les menaces sur les privilégiés des fortunés et des cadres, endossés dans ce langage chiffré : il apparaît notamment que les mesures sociales et l'augmentation des bas salaires réduiront la hiérarchie des revenus plus que le P.S. ne l'avait d'abord prévu. Le respect des grands équilibres économiques a ses raisons que la politique respectueuse des équilibres sociaux n'avait pas eues. Plus terrible sera leur vengeance ».

Sylvain Goux, dans le Quotidien de Paris, souligne, lui, les « paris » qu'implique la « montée en régime » de l'économie française souhaitée par le P.S. : « Connaître les Français de faire confiance à un gouvernement de gauche et de traduire leur confiance par un comportement d'épargne accentué, que peut favoriser, est un vrai, la pratique de l'indexation. Connaître les industries de ne pas se livrer à une fuite en avant de l'investissement ; connaître nos partenaires économiques, et en premier lieu la R.F.A., que leur intérêt consiste à aider une France dirigée par la gauche, au besoin en admettant qu'elle restreigne ses importations. Ces objectifs ne sont pas hors d'atteinte ».

## préparation des élections

### Mitterrand : le prix de la gauche républicaine va monter

M. Mitterrand a déclaré mardi 14 février que le prix de la gauche républicaine va monter. Il a souligné que la gauche doit être prête à payer le prix de sa victoire.

## le vote des Français de l'étranger

Le vote des Français de l'étranger sera un enjeu crucial lors des élections présidentielles de 1978.

## ORGANISATIONS SYNDICALES ET POLITIQUES

Les organisations syndicales et politiques ont réagi avec intérêt aux déclarations de M. Barre.

## le rôle des Français de l'étranger

Le rôle des Français de l'étranger sera un enjeu crucial lors des élections présidentielles de 1978.

## le rôle des Français de l'étranger

Le rôle des Français de l'étranger sera un enjeu crucial lors des élections présidentielles de 1978.

## le rôle des Français de l'étranger

Le rôle des Français de l'étranger sera un enjeu crucial lors des élections présidentielles de 1978.

## PARIS : M. Tolle (C.D.S.) se présente au VIII<sup>e</sup> arrondissement

M. Tolle (C.D.S.) se présente au VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris lors des élections municipales.

## le rôle des Français de l'étranger

Le rôle des Français de l'étranger sera un enjeu crucial lors des élections présidentielles de 1978.

## UN DÉPARTEMENT

Un département a été désigné pour les élections municipales.

## le rôle des Français de l'étranger

Le rôle des Français de l'étranger sera un enjeu crucial lors des élections présidentielles de 1978.

## le rôle des Français de l'étranger

Le rôle des Français de l'étranger sera un enjeu crucial lors des élections présidentielles de 1978.

## le rôle des Français de l'étranger

Le rôle des Français de l'étranger sera un enjeu crucial lors des élections présidentielles de 1978.

كندا من الأصل



POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Mitterrand : le prix de la discipline républicaine va monter

M. Mitterrand a déclaré mardi 14 février à Privas : « Ceux qui ont renoncé à la discipline de la gauche à la brocante se rendront compte lorsqu'ils voudront la racheter que les prix ont monté. Non à la spéculation sur l'union de la gauche. Non à la spéculation sur la discipline de la gauche. »

publique à Romans, M. Mitterrand avait dit : « La seule logique des discours de M. Barre depuis dix-huit mois se résume en une seule phrase : à ah ! et ton nez gardé l'estre. »

Le vote des Français de l'étranger

CINQ ORGANISATIONS SYNDICALES ET PROFESSIONNELLES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : le personnel a observé une stricte neutralité.

Cinq organisations syndicales et professionnelles du ministère des affaires étrangères ont protesté mardi 14 février, contre les « critiques » et les « allégations » mettant en cause l'impartialité des agents du ministère (...) dans l'exécution de la loi relative au vote des Français de l'étranger.

Ces organisations estiment que si des fautes ont été constatées, elles doivent faire l'objet de sanctions appropriées « ne pouvant intervenir que dans le respect des garanties statutaires ».

À Marseille, M. Robert Allione, membre du comité central du P.C.F., candidat dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône (Marseille, 1<sup>er</sup> arrondissement et partie du 6<sup>e</sup>) a rendu publics, mardi 14 février, de nouveaux éléments d'information émanant de la plainte contre X...

M. Louis Merandeau, député socialiste du Calvados, a protesté, mardi 14 février, contre le « racket électoral organisé par le gouvernement et la majorité sortante pour « ratisser » les voix des Français de l'étranger ».

PARIS : M. Tolu (C.D.S.) se retire du VIII<sup>e</sup> arrondissement

M. Philippe Tolu (C.D.S.) retire sa candidature dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris (9<sup>e</sup> circonscription), à la suite du soutien accordé par le P.R. à M. Couve de Murville (R.P.R.)...

maît et obtenait la suppléance du candidat R.P.R., M. Couve de Murville, et aujourd'hui il lui a retiré son soutien.

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

AIN. — M. Jacques Boyon, candidat R.P.R. à Bourgoin (1<sup>re</sup> circonscription), est directeur du cabinet du ministre de la défense, et non secrétaire comme nous l'avons écrit (le Monde du 14 février).

du 11 février. Dans la 2<sup>e</sup> circonscription (Mantoux), M. Jacques Decaux, que nous avons présenté comme écologiste, est membre du P.S.U. et bénéficie de l'investiture du Front auto-gestionnaire (qui regroupe le P.S.U. des non-violents et des écologistes).

NORD. — M. Charles Fenati, maire de Douai, vient d'annoncer sa candidature comme socialiste indépendant dans la 14<sup>e</sup> circonscription. M. Fenati a été réélu à la mairie à la tête de la liste de la majorité. Comme en 1973, il affrontera M. Baillie Roger, député communiste sortant.

VENDEE. — Deux conseillers généraux, MM. Jean de Moncon, maire de Luçon, et Marcel Guibaud, maire d'Olonne, ont donné leur adhésion au Mouvement des radicaux de gauche.

Quelle réforme fiscale ?

(Suite de la première page.)

Un réaménagement de la fiscalité locale : les bases de notre fiscalité locale n'avaient en 1969, guère évolué depuis la Révolution. Or, ces bases comportaient deux défauts majeurs qui allaient en s'aggravant avec le temps : l'archaïsme et l'injustice.

Le premier défaut concernait le principal impôt local à la charge des ménages : la contribution mobilière. Les gros habitants d'une commune étaient imposés selon le loyer qu'ils auraient payé, selon les cas en 1924, 1925 ou 1943, pour leur logement.

L'action, entreprise depuis 1969, a apporté un certain nombre de succès de ces séries de difficultés. Désormais, la taxe d'habitation, qui a remplacé la contribution mobilière, n'est plus basée sur la valeur de l'habitation.

De plus, la patente n'a été supprimée que dans les communes de moins de 200 habitants. La réorganisation a augmenté de près de deux millions le nombre d'inspecteurs affectés aux tâches de contrôle fiscal.

Mais l'action de contrôle fiscal, comme toute action humaine, est perfectible. Cela veut dire qu'il est possible de corriger certains de ses défauts et de combler certains de ses lacunes.

L'action à poursuivre

structure d'ailleurs voisine de nos taxes foncières et de l'ancienne patente. Introduire un impôt supplémentaire sur le patrimoine.

LA FISCALITE D'ETAT

Perturber la structure actuelle de la fiscalité d'Etat serait à mon avis une erreur. Ce qui est en jeu, c'est la structure de la T.V.A. par rapport à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés.

Porter le taux de l'impôt sur les sociétés à 75 %, ou, comme l'envisage le parti communiste, en doubler le rendement, est tout aussi déraisonnable. Il faut savoir que la structure et le taux de notre impôt sur les sociétés obéissent à un modèle occidental que l'on retrouve aussi bien en Allemagne qu'aux Etats-Unis.

Un impôt moderne assis sur des indicateurs objectifs de la valeur ajoutée des entreprises, le salaire et les équipements. C'est un impôt équilibré.

Enfin, la taxe professionnelle est le premier impôt dont la répartition entre les différents niveaux de collectivités — communes, départements, régions — est la plus inéquitable.

La fusion en un dossier unique de l'ensemble des informations concernant le contribuable, c'est le casier fiscal dont le principe, posé dès 1920, n'avait jamais pu être réalisé.

LA FISCALITE LOCALE

Pour clarifier le débat, deux considérations doivent nous guider d'une part, les Français ont le droit de savoir ce que les collectivités locales doivent être développées ; cela signifie qu'il faut réduire les dépenses de l'Etat pour affecter les recettes correspondantes aux collectivités locales.

D'abord supprimer les distorsions locales affectant l'imposition des entreprises. La taxe professionnelle doit être supprimée, être l'impôt des départements et des régions, de manière à en réduire les écarts de taux.

Enfin, orienter vers la suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par l'affectation aux communes d'une fraction de l'impôt sur le revenu. En effet, malgré la classification appelée par la suppression du loyer matriciel et la mise à jour des bases d'imposition, il n'y a pas de corrélation rigoureuse entre le loyer et le loyer d'imposition.

En outre, la suppression de la taxe d'habitation conduirait à un progrès social évident. L'affectation aux communes d'une fraction de l'impôt sur le revenu serait financée soit par la diminution d'une concurrence des dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'Etat, soit par la création d'un ou deux décimes additionnels à l'impôt sur le revenu.

Au total, le système fiscal local devrait pour l'essentiel s'articuler ainsi : — Au niveau départemental et régional, l'imposition des entreprises ; — Au niveau communal, une

imposition sur le revenu et, avec les deux autres taxes sur les propriétés bâties et non bâties, une imposition sur le capital foncier.

Cet objectif, qui permettrait aux collectivités locales de fixer elles-mêmes le taux de leurs impôts, devrait être atteint au terme d'une période transitoire longue, de manière, comme cela a été obtenu avec le passage de la taxe locale sur les salaires (V.R.T.S.), à rendre supportable les transferts de charges entre collectivités et de ressources entre collectivités.

L'ACTION ADMINISTRATIVE

Elle me paraît devoir comporter deux volets. Le premier concerne la lutte contre la fraude. Elle doit demeurer l'effort prioritaire de la direction générale des impôts et doit s'exercer dans la sérénité et l'efficacité. Cela suppose deux conditions : l'augmentation des moyens des services fiscaux et une action résolue pour isoler la grande masse des contribuables une petite minorité de fraudeurs impénitents.

Je pense donc qu'une opération « table rase » devrait être engagée. Il s'agirait d'offrir aux contribuables modestes ou moyens la possibilité dans un court délai de se mettre spontanément en règle en souscrivant des déclarations rectificatives.

La conjonction de ces deux éléments : l'effort pour les contribuables modestes ou moyens, effort budgétaire en faveur des services fiscaux, me paraît de nature à assurer sur des bases saines et dépourvues d'équivoque, vis-à-vis des contribuables comme des agents des impôts, la poursuite de l'effort d'élimination progressive de la fraude fiscale.

Améliorer l'efficacité sociale de l'impôt sur le revenu, ce n'est pas changer l'imposition des patrimoines, poursuivre dans la sérénité l'action de contrôle fiscal grâce à une opération « table rase » d'urgence et un renforcement des moyens des services, affecter aux collectivités locales une fraction de l'impôt sur le revenu pour alléger, par la suppression de la taxe d'habitation, la charge des ménages, voilà me semble-t-il des perspectives à la fois sérieuses et réalistes.

En outre, fait-il que les orientations clairement définies soient minutieusement appliquées ; c'est, je le pense, l'esprit des objectifs d'action pour les libertés et la justice qui viennent d'être présentés à Blois.

J.-P. FOURCADE.

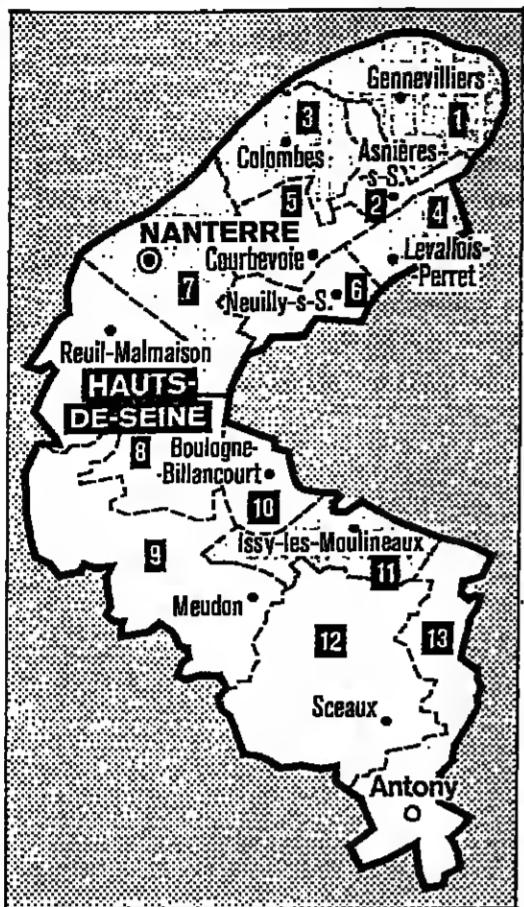
Blazer : la mode évolue vers le « style veste ». Si le blazer marine en serge (890 F) reste indémodable, la tendance évolue cependant. La mode revient au « style veste », en tweed surtout, avec des motifs anglais ou genre Prince de Galles (1150 F). Pour le blazer, Lanvin 2 propose cette année de nouvelles étoffes, plus riches, plus confortables : bouclette de laine (1450 F), laine et cachemire (1690 F) ou même pur cachemire (2390 F). Dernière nouveauté : un blazer habillé en velours marine à fines côtes (1150 F). LANVIN 2, rue Cambon, Paris 1<sup>er</sup> - Tél. 260.38.83



# POLITIQUE

## La préparation des élections législatives

dorée



Circonscription n'appartenant pas à la majorité sortante

### EN ILE-DE-FRANCE

## I. — HAUTS-DE-SEINE : la ceinture dorée

par PATRICK JARREAU

Nous commençons l'enquête électorale de la région Ile-de-France avec, aujourd'hui, le département des Hauts-de-Seine et demain celui de la Seine-Saint-Denis. Nous poursuivrons prochainement l'enquête électorale sur les autres régions de France (1).

Les trente-six communes des Hauts-de-Seine qui cernent l'ouest de Paris, de Villeneuve-la-Garenne, au nord, à Antony, au sud, sont depuis longtemps partagées — très inégalement — entre le mouvement gaulliste et le parti communiste. Les villes industrielles, telles que Gennevilliers, Nanterre, Malakoff, accordent leurs suffrages au P.C.F. tandis que les faveurs des banlieues résidentielles vont à ce qui est aujourd'hui le R.P.R. On note quelques exceptions : Bois-Colombes vote gaulliste, Bagneux vote communiste, et le centrisme s'est maintenu à Clamart et à Montrouge. Au total, cependant, les gaullistes ont pu dire que, dans ce département créé en 1964, il n'y avait que les communistes et eux, se disputant parfois

le même électoral d'ouvriers, de petits employés et de cadres moyens. Le découpage des circonscriptions faisait le reste, entraînant, ici un là, des scrutins serrés.

L'évolution économique du département, marquée par la « désindustrialisation » et le développement de quartiers résidentiels souvent luxueux (2), a fait apparaître, depuis quelques années, de nouvelles tendances. Les partisans de M. Giscard d'Estaing se sont implantés dans les milieux aisés, qui forment une part importante de la population des communes du sud-ouest. Cette progression se manifeste, cette année, par la présence de plusieurs candidats du parti républicain, qui vont

défer le R.P.R. jusque dans ses fiefs d'Asnières et de Boulogne-Billancourt. D'autre part, le parti socialiste, dont les progrès sont ici relativement discrets, a étendu son influence au point d'espérer devancer le candidat communiste dans certaines circonscriptions où celui-ci arrivait toujours en tête. Des quatre sièges de la majorité qui paraissent menacés, le P.S. en vise deux, les deux autres devant normalement s'ils changent de camp, revenir au P.C.F.

Toutefois, dans ce département où M. Giscard d'Estaing avait devancé M. Mitterrand de 9 000 voix en 1974, les électeurs las de la majorité semblent hésiter à franchir la barre. Aussi de nombreux candidats marginaux sollicitent-ils, cette année, leurs suffrages.

### Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne

Les communes de Gennevilliers et de Villeneuve-la-Garenne, qui forment la 1<sup>re</sup> circonscription, élisent, l'une un maire communiste, l'autre un municipaliste modéré, mais toutes deux donnent à la première plus nettement que la seconde — la majorité de leurs suffrages à la gauche aux élections législatives et présidentielles. M. Waldeck L'Huilier, parlementaire depuis 1946, maire de Gennevilliers jusqu'en 1973, année où il avait été réélu avec 54,5 % des voix au premier tour de scrutin, laisse la place à M. Jacques Brunhes, son suppléant depuis 1971. Professeur de collège à Villeneuve, âgé de quarante-quatre ans, M. Brunhes

aura lui-même pour suppléant le nouveau maire de Gennevilliers, M. Lucien Lanterrier, conseiller général.

Dans ces deux villes, où est concentré 1 % du potentiel industriel national et où la crise se traduit par des licenciements et des réductions d'horaires, le parti communiste peut envisager d'augmenter encore son avance au détriment de la majorité, représentée par MM. Yves Cléro (R.P.R.) et Jean-Jacques Le Cozic (C.N.I.P.), tandis que le parti socialiste, dont le candidat est M. Yves Lesfargues, cherche surtout, au travers de ces élections, à accroître son implantation à Villeneuve.

### Asnières

M. Albain Chalandon, ancien ministre, ancien député U.D.R., devenu président-directeur général d'Elf-ERAP, ne se représente pas à Asnières (deuxième circonscription), où il avait été élu pour la première fois en 1967. Son suppléant, M. Yves Cornic, conseiller général, visant la succession du maire d'Asnières, dont il est le premier adjoint, celui-ci M. Michel Maurice-Bokanowski, sénateur (R.P.R.), souhaitait que son mouvement désignât une personnalité d'une autre stature pour les législatives. M. Jérôme Manod,

secrétaire général du R.P.R., déclina l'offre; M. François Heilbrunner, ancien directeur du cabinet de M. Chirac, ne convenait pas au maire; M. Maurice Doublet, ancien préfet de la région parisienne, directeur de cabinet du maire de Paris, s'avéra indigne du fait de ses fonctions antérieures; M. André Fanton, député de Paris, se heurta au même obstacle que M. Heilbrunner. L'investiture du R.P.R. échoit finalement à M. Georges Tranchant, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie

### Clichy, Levallois

Député sortant de la quatrième circonscription (Clichy, Levallois-Perret), M. Parfait Jans, conseiller général et maire de Levallois-Perret, est réputé avoir une position difficile due à une gestion municipale controversée. On note cependant que le député communiste élu en 1967, battu en 1968 et qui avait obtenu le siège à M. Charles Pasqua (U.D.R.), en 1973, a de nouveau battu le responsable gaulliste, alors président du conseil général, au mars 1978, dans le canton sud de Levallois, et que sa liste a été réélue au premier tour lors des dernières élections municipales.

### Courbevoie, La Garenne-Colombes

Dans la cinquième circonscription (Courbevoie, La Garenne-Colombes), le maire de Courbevoie, M. Charles Gérard-Déprez (P.R.), député depuis 1967, doit compter, pour la première fois, avec un concurrent du R.P.R., M. César Chericot, ancien conseiller municipal. C'est là une séquelle de la rivalité qui a longtemps opposé, à Courbevoie et à La Garenne-Colombes, les gaullistes et les communistes, qui ont semblé avoir tourné à l'avantage de ces derniers, la municipalité de La Garenne, détenue par un U.D.R. Jusqu'en 1975, étant à présent dirigée par un modéré, M. Max Catrin, qui se présente comme suppléant de M. Gérard Déprez, lequel a fait entrer dans le R.P.R. dans sa municipalité. La liste de M. Gérard Déprez a été élue au premier tour, en mars dernier, avec 58 % des voix, tandis que celle de son adversaire communiste obtint 38 % des voix à La Garenne. Le maire de Courbevoie, qui

### Meudon, Sèvres

Dans la 9<sup>e</sup> circonscription (Meudon, Sèvres), la position de M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, qui avait été réélu en 1973, avec 1 300 voix d'avance sur 63 000 électeurs inscrits, au second tour reste difficile. M. Giscard d'Estaing avait obtenu 53,1 % des suffrages dans cette circonscription en mai 1974, contre M. Mitterrand, et la municipalité de Meudon, ville qui représente près de la moitié de la population de la circonscription, est demeurée à la majorité, en mars 1977, la liste sortante de M. Gauger, P.R., obtenant près de 55 % des voix. Chaville-Ville-d'Avray, Vanvres et Vanves-la-Coquette sont également gérées par la majorité, l'union de la gauche ne détenant que la majorité en outre, l'évolution de la population, la nature de l'électorat et la situation politique semblent, d'autre part, assurer M. Neuville qu'il devancera à nouveau, au premier tour, le candidat du parti communiste, M. Roger Fajnzylberg, économiste lui aussi, âgé de trente et un ans, et adjoint au maire de Sèvres.

### Boulogne-Billancourt

La situation de la gauche a pu être renforcée, en outre, par l'affaire « des trois cent dix-huit Français de l'étranger inscrits sur la liste électorale de Meudon, opération dont les candidats socialistes et communistes avaient contesté la régularité (Le Monde du 19 janvier). Le tribunal d'instance de Vanves a jugé que leur plainte était sans objet, une seule inscription étant rejetée (Le Monde du 10 février). Mais les plaignants ont introduit un recours en cassation. Ils sont décidés, et M. Labbé l'emportait avec moins de trois cents voix d'avance, à saisir le Conseil constitutionnel.

### Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves

MM. Edouard Valensi (nouveau député) et Vacherot (P.S.D.) sont également candidats.

de son parti, au premier tour, à Suresnes, ville dont il est conseiller municipal. Les candidats de la majorité, MM. Jacques Allègre (P.R.) et Jean-Luc Lescierc (R.P.R.), et M. Christian Mangé (dém. chrét.), ne sont pas assurés de retrouver les 39,5 % de voix que totalisait, en 1973, le candidat du Mouvement réformateur et celui du U.R.P., qui était Ladislav Fomskowski.

### Nanterre, Suresnes

M. Raymond Barbet (P.C.), sortant, ancien maire de Nanterre jusqu'en 1971, ne se représente pas dans la 7<sup>e</sup> circonscription (Nanterre, Suresnes), où il était élu depuis 1962. Mme Jacqueline Frayssé-Casali, conseiller général de Nanterre-Nord, a toutes chances de remporter le scrutin de ballottage, mais M. Georges Le Gallo (P.S.) peut espérer augmenter les voix

meaux plantés, de ce point de vue, que M. Brisset, qui peut cependant compter sur la progression qu'a connue le parti socialiste à Nanterre. Si le candidat du P.S. ne pouvait se maintenir au second tour et même s'il se maintenait, — les électeurs socia-

### Garches, Rueil, Saint-Cloud

Les résultats des consultations antérieures semblent favorables à M. Jacques Bonaï (R.P.R.), député sortant de la 8<sup>e</sup> circonscription (Garches, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud), président du conseil général et maire de Rueil-Malmaison. Les municipalités des trois villes sont, en effet, détenues par la majorité, de même que les trois sièges de conseiller général. En 1973, M. Baumel avait été réélu au second tour avec 51,1 % des voix, contre 48,9 % au candidat socialiste, M. Jacques Pournier, qui se présente à nouveau cette année. Malgré la présence d'un candidat du M.L.R., M. Félix Morton, et d'un représentant du parti socialiste-démocrate, M. Sydney Ghenassia, M. Fournier, membre (C.E.R.S.) du comité directeur du P.S., pourrait creuser la faible écart qui le sépare, en 1973, du candidat communiste, M. Michel Duffour, membre du comité central, ancien conseiller général, battu en 1973. Peut-il l'emporter sur M. Baumel?

Les résultats des consultations antérieures semblent favorables à M. Jacques Bonaï (R.P.R.), député sortant de la 8<sup>e</sup> circonscription (Garches, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud), président du conseil général et maire de Rueil-Malmaison. Les municipalités des trois villes sont, en effet, détenues par la majorité, de même que les trois sièges de conseiller général. En 1973, M. Baumel avait été réélu au second tour avec 51,1 % des voix, contre 48,9 % au candidat socialiste, M. Jacques Pournier, qui se présente à nouveau cette année. Malgré la présence d'un candidat du M.L.R., M. Félix Morton, et d'un représentant du parti socialiste-démocrate, M. Sydney Ghenassia, M. Fournier, membre (C.E.R.S.) du comité directeur du P.S., pourrait creuser la faible écart qui le sépare, en 1973, du candidat communiste, M. Michel Duffour, membre du comité central, ancien conseiller général, battu en 1973. Peut-il l'emporter sur M. Baumel?

L'évolution sociologique des trois villes, où les logements construits ces dernières années sont d'un prix élevé, n'est pas de nature à accroître les suffrages de la gauche. Cependant, les salariés forment la quasi-totalité de la population active, et 63 % des femmes âgées de vingt à soixante-cinq ans travaillent. Les problèmes de l'emploi, de l'aide aux familles, auxquels s'ajoutent ceux de l'environnement, sont pour les candidats de la gauche, des thèmes de campagne privilégiés.

### Meudon, Sèvres

Dans la 9<sup>e</sup> circonscription (Meudon, Sèvres), la position de M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, qui avait été réélu en 1973, avec 1 300 voix d'avance sur 63 000 électeurs inscrits, au second tour reste difficile. M. Giscard d'Estaing avait obtenu 53,1 % des suffrages dans cette circonscription en mai 1974, contre M. Mitterrand, et la municipalité de Meudon, ville qui représente près de la moitié de la population de la circonscription, est demeurée à la majorité, en mars 1977, la liste sortante de M. Gauger, P.R., obtenant près de 55 % des voix. Chaville-Ville-d'Avray, Vanvres et Vanves-la-Coquette sont également gérées par la majorité, l'union de la gauche ne détenant que la majorité en outre, l'évolution de la population, la nature de l'électorat et la situation politique semblent, d'autre part, assurer M. Neuville qu'il devancera à nouveau, au premier tour, le candidat du parti communiste, M. Roger Fajnzylberg, économiste lui aussi, âgé de trente et un ans, et adjoint au maire de Sèvres.

### Boulogne-Billancourt

La situation de la gauche a pu être renforcée, en outre, par l'affaire « des trois cent dix-huit Français de l'étranger inscrits sur la liste électorale de Meudon, opération dont les candidats socialistes et communistes avaient contesté la régularité (Le Monde du 19 janvier). Le tribunal d'instance de Vanves a jugé que leur plainte était sans objet, une seule inscription étant rejetée (Le Monde du 10 février). Mais les plaignants ont introduit un recours en cassation. Ils sont décidés, et M. Labbé l'emportait avec moins de trois cents voix d'avance, à saisir le Conseil constitutionnel.

### Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves

MM. Edouard Valensi (nouveau député) et Vacherot (P.S.D.) sont également candidats.

### Meudon, Sèvres

Dans la 9<sup>e</sup> circonscription (Meudon, Sèvres), la position de M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, qui avait été réélu en 1973, avec 1 300 voix d'avance sur 63 000 électeurs inscrits, au second tour reste difficile. M. Giscard d'Estaing avait obtenu 53,1 % des suffrages dans cette circonscription en mai 1974, contre M. Mitterrand, et la municipalité de Meudon, ville qui représente près de la moitié de la population de la circonscription, est demeurée à la majorité, en mars 1977, la liste sortante de M. Gauger, P.R., obtenant près de 55 % des voix. Chaville-Ville-d'Avray, Vanvres et Vanves-la-Coquette sont également gérées par la majorité, l'union de la gauche ne détenant que la majorité en outre, l'évolution de la population, la nature de l'électorat et la situation politique semblent, d'autre part, assurer M. Neuville qu'il devancera à nouveau, au premier tour, le candidat du parti communiste, M. Roger Fajnzylberg, économiste lui aussi, âgé de trente et un ans, et adjoint au maire de Sèvres.

### Boulogne-Billancourt

La situation de la gauche a pu être renforcée, en outre, par l'affaire « des trois cent dix-huit Français de l'étranger inscrits sur la liste électorale de Meudon, opération dont les candidats socialistes et communistes avaient contesté la régularité (Le Monde du 19 janvier). Le tribunal d'instance de Vanves a jugé que leur plainte était sans objet, une seule inscription étant rejetée (Le Monde du 10 février). Mais les plaignants ont introduit un recours en cassation. Ils sont décidés, et M. Labbé l'emportait avec moins de trois cents voix d'avance, à saisir le Conseil constitutionnel.

### Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves

MM. Edouard Valensi (nouveau député) et Vacherot (P.S.D.) sont également candidats.

**Comment savoir plus ? Comment savoir vrai ?**

Pour quelle raison ministères, ambassades, hommes politiques sont-ils, pour la plupart, abonnés à

**j.a.**

Dans quelle mesure les événements d'Afrique et du Proche-Orient conditionnent-ils la politique française ?

Pour le savoir abonnez-vous à l'hebdomadaire référence des pays qui font l'actualité de demain.

**Jeune Afrique**

Veillez me faire parvenir JEUNE AFRIQUE chaque semaine

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° Rue \_\_\_\_\_ BP \_\_\_\_\_

Cite \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Je choisis :  6 mois : France : 145 FTTC - Europe : 170 F  1 an : France : 280 FTTC - Europe : 320 F

Réglement :  joint  facturation

en cadeau de bienvenue, je recevrai sous 3 jours : un guide africain illustré

**JEUNE AFRIQUE**

Groupe J.A., Département abonnements BP 250 PARIS CEDEX 17

مكتبة من الأصيل



سكندرية

La préparation  
E : la ceinture

élections législatives

POLITIQUE

dorée

(R.P.R.), conseiller municipal d'Issy-les-Moulineaux. Les autres candidats qui se présentent à la majorité sont MM. René Duval (M.D.S.F.), également conseiller municipal d'Issy, et Jean Luigt (dém. chrét.).

confiance de nombreux électeurs, dont le vote, dans les consultations locales, peut aller à des personnalités proches de la majorité. Les problèmes d'emploi et d'environnement qui se posent dans les trois villes peuvent amener un certain nombre d'électeurs, notamment parmi ceux qui, à Issy-les-Moulineaux, se sont abstenus lors de l'élection municipale précédente à souhaiter un changement de politique.

Châtenay, Châtillon, Fontenay, Le Plessis-Robinson, Sceaux

M. Pierre Mazeaud (R.P.R.), ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, délaissé la 12<sup>e</sup> circonscription (Châtillon-Malabry, Châtillon, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Le Plessis-Robinson, Sceaux) pour le Var, où il tente de conserver au R.P.R. le siège d'Yves Simon-Lorène. M. Zefferrand avait obtenu 51,5 % des voix au second tour de l'élection présidentielle dans cette circonscription, où les scrutins sont traditionnellement serrés. Le candidat du R.P.R., M. Jacques Troial, député de Meurthe-et-Moselle de 1967 à 1973, battu, cette année-là dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a procédé à une analyse minutieuse de la circonscription, qui l'incite à mener une campagne intense, au cours de laquelle il compte rencontrer deux mille personnes. Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, qui était alors M. Edgar Faure, de juin 1968 à avril 1969, M. Troial, président du Parti autonome de Paris, âgé de quarante-cinq ans, doit compter avec la candidature de M. Jean Fonteneau (C.D.S.), maire de Clamart, qui a été précédé à celle de Mme Annie Lestur, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement pré-scolaire, déjà présente en 1973. Ancien sénateur, M. Fonteneau dirige la municipalité la plus importante de la circonscription et bénéficie d'une certaine popularité dans les autres villes, dont trois — Châtillon-Malabry, Châtillon-sous-Bagneux et Le Plessis-Robinson — sont détenues par la gauche.

ports, particulièrement aigu du fait que nombre d'entre eux viennent travailler à Paris. M. Robert Gelly, conseiller général et maire du Plessis-Robinson, qui est, comme en 1973, le candidat du parti communiste, est bien placé pour traiter de ces problèmes locaux dans sa campagne. Il avait été battu le 10<sup>e</sup> vote, sur près de 100 000 électeurs inscrits, en 1973, mais plus de 10 000 électeurs nouveaux ont été enregistrés cette année.

Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Montrouge

On trouve une situation analogue dans la 13<sup>e</sup> circonscription (Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Montrouge), où M. Henri Ginoux (C.N.I.F.), conseiller général et maire de Montrouge, tente de conserver le siège qu'il n'avait eu, en 1973, qu'à un vote au candidat U.D.R., le docteur Malnguy, député sortant, arrivé avant lui, victime des accords passés entre le Centre démocrate et la majorité. M. Malnguy se présente, cette année, comme suppléant du candidat R.P.R., M. Patrick Devédjian, un avocat âgé de trente-trois ans, ancien délégué de son mouvement pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui n'a nullement l'intention de faire un « cadeau » à un député sortant s'il le devance au premier tour. M. Devédjian axe sa campagne sur Antony, où la liste d'union de la gauche, menée par le F.C., a, avant la dernière, la municipalité sortante dirigée par M. Suant (app. R.P.R.). Il a obtenu le soutien de la liste modérée qui s'opposait à celle de M. Suant (app. R.P.R.). M. Malnguy jouit d'une certaine popularité à Bourg-la-Reine.

report de voir socialistes, le candidat du R.P.R. ménage son adversaire du P.S., M. Jean-Marie Lebaron (C.E.R.E.S.), fonctionnaire de trente-deux ans, qui mène une campagne d'un style inhabituel, où le « porte-à-porte » a l'air d'un jeu de rue. Les militants socialistes organisent, là aussi, des « forums » au cours desquels la population est invitée à discuter avec des responsables du P.S. des principaux thèmes de son programme. M. Lebaron ne semble pas, cependant, en mesure de devancer le candidat communiste, M. Henri Baverat, conseiller général et maire de Bagneux, solidement implanté dans sa ville, mais aussi à Antony et à Montrouge. Battu de moins de 5 000 voix, sur 90 000 électeurs inscrits, en 1973, M. Baverat se situe en bonne position pour l'emporter cette année, à condition que la situation politique favorise un report massif des voix socialistes et de celles qu'ont recueillies M. André Bertrand (M.R.G.). L'attitude de l'électorat écologiste qui, en ne reportant pas ses voix sur la gauche, à Bourg-la-Reine, en mars dernier, avait permis la réélection de la liste de la majorité, constitue une inconnue supplémentaire.

(1) Le Monde a publié les enquêtes suivantes : Haute-Normandie (le 6 janvier 1978), Flandres (le 7), Corse (le 11), Languedoc-Roussillon (le 13), Pays de la Loire (le 13), Pas-de-Calais (le 17), Centre (les 19 et 20), Poitou-Charentes (le 22/23), Midi-Pyrénées (le 25), Basse-Normandie (le 27), Champagne-Ardenne (le 31), Franche-Comté (les 1<sup>er</sup> et 2 février), Aquitaine (le 4 et 5/6), Bretagne (les 7 et 8), Alsace (le 10), Nord (le 11), et Rhône-Alpes (les 14 et 15).

LES ÉLUS DU DÉPARTEMENT DE 1958 A 1973

Dans ce tableau, les élus gauchistes avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et 1962, U.D.-V. en 1967, I.D.R. en 1968 et 1973. En 1958 et 1962, le département des Hauts-de-Seine n'existait pas.

	67	68	73
Gauchistes	7	9	6
Modérés	12	12	12
Centristes	—	—	10
Socialistes	—	—	—
Communistes	5	3	5

(2) Exemple typique d'inégalité des circonscriptions dans un même département. Cette circonscription, la douzième, avait, en 1973, 99 952 inscrits, et la première (Gennevilliers-Villeneuve-lez-France), trois fois moins : 30 198 !

CORRESPONDANCE

L'angélus ou les avions ?

Nous avons reçu la lettre suivante du destinataire Polon :  
An milieu de la Beauce, je vis et travaille dans un village tranquille. On a fermé l'école l'année dernière, il n'y avait plus que cinq enfants. En décembre, il a fait très froid, et je crois même qu'on a eu du brouillard tous les jours. Je me souviens d'un merveilleux après-midi, où nous parlions tranquillement avec des amis devant le feu. Soudain, un affreux bruit terrifiant a fait trembler la maison. Puis un deuxième. Mon fils s'est mis à hurler, il est monté en courant, j'ai essayé de le calmer. Par la fenêtre, j'ai vu disparaître les avions, comme on dit, « de la force de frappe ». Ils n'étaient plus que deux points noirs à l'horizon, mais ils étaient inconsciemment, comme les enfants lorsqu'ils s'éveillent d'un cauchemar. Ensuite, nous nous sommes regardés en silence.

Monsieur pour venir au secours des gens qui ne vivent pas à l'âge des avions à réaction.  
Lorsqu'ils travaillent dans l'immensité de la plaine, écrit-il, et qu'ils entendent l'angélus de midi, ils arrêtent de travailler un instant. Dans la brume lointaine, ils aperçoivent leur clocher. C'est pour eux un point de ralliement, comme le drapeau pour les soldats, comme le phare pour les navigateurs. J'aurais simplement aimé poser une question à l'auteur épouvanté de ces lignes.  
« Lorsqu'ils travaillent dans l'immensité de la plaine », entendent-ils le plus souvent les avions à réaction ou l'angélus de midi ? A propos, l'auteur se nomme Marcel Desailly. On ne doute pas qu'il se pose la même question.

En 1973, M. Jean Le Garrec, aujourd'hui délégué national du P.S. aux travailleurs immigrés, était le candidat du P.S.U. dans cette circonscription, qui fut celle d'Edouard Depreux. Il avait obtenu 5,9 % des voix au premier tour. Cette année, la direction du P.S. souhaitait présenter M. Le Garrec, qui aurait pu, estimait-elle, réunir les suffrages du P.S.U. et ceux du parti socialiste. Mais peut-être, devancer le candidat communiste. Mais les militants socialistes de la circonscription ont désigné M. Georges Le Ball (C.E.R.E.S.), un ingénieur de trente-huit ans, délégué C.F.D.T. chez Novatome, au Plessis-Robinson, et seul élu de la gauche au conseil municipal de Fontenay-aux-Roses, où il menait, en mars 1971, la liste opposée à celle de la municipalité sortante. Ceux des électeurs du P.S.U. qui ont approuvé l'adhésion d'une partie des militants de cette formation au P.S. ne devraient trouver aucune réserve à voter pour M. Le Ball, qui a toutes les chances d'augmenter les voix de son parti. Le P.S.U. présente une autre candidate de la C.F.D.T., Mme Collet. Deux candidats se situent à la limite de l'opposition et de la majorité, MM. Maurice Dolivet (M.D.S.F.) et Alain Grielen (\*ouv. dém.).

Mme Evelyn Dufour, habitant le Corréze, nous écrit de son côté au sujet de la même page de M. Marcel Desailly.  
Et puis un ami a raconté l'histoire la plus triste que j'aie entendue. Dans le centre de la France, un jeune maître vivait en sa retraite dans un petit village. Il avait trouvé un ancien château, près du village. Pour occuper les jeunes, il avait décidé de le reconstruire. Tous ensemble, ils avaient cherché des pierres dans d'autres ruines. Ils avaient organisé des fêtes pour trouver de l'argent. Après quelques mois, toute une se baignait dans la rivière ; le maître donnait le moral à tout le monde. Les travaux avançaient tellement vite que certains d'entre eux ont pu y dormir. Un beau jour de l'été dernier, ils étaient tous là à manger au milieu des arbres, il y a eu un bruit terrifiant, des avions. Ils ont tous vu les avions passer au ras des arbres, les murs se sont lézardés, le toit a basculé, le château s'est effondré. Le lendemain, on a retrouvé les sacs couchés, pliés les tentes, tout le monde est reparti. Quelques jours plus tard, la femme du maître est allée voir le docteur, elle ne le reconnaissait pas. Il ne pouvait plus elle était inquiète. Les gendarmes l'ont trouvée un matin, près du château. Il s'était pendu.  
Le 1<sup>er</sup> janvier, lors d'une émission avec Jacques Chancel à la télévision, nous parlions de silence. Et j'ai raconté cette histoire parce que je n'arrivais pas à l'oublier. Depuis, des dizaines de gens inconnus m'ont écrit des lettres sensibles, de ceux qui auraient probablement pas parlé. Mais dans le Monde du 7 février, page 27, je viens de lire une page de publicité intitulée « La grande messe des petites églises de France ». Oui, quelqu'un a acheté une page entière de

Mais quelle méconnaissance de la campagne dans les lignes qui suivent et paraphrasent l'Angélus de Millet, qui parlent d'un siècle révolu. D'abord le bruit des tracteurs et autres machines agricoles empêche le cultivateur d'entendre le son des cloches. L'épouse ne prépare pas le repas du soir mais s'affaire à l'étable, au commerce, on rentre en hâte de son petit travail à la ville proche. Peu d'enfants rentrent de l'école du village, hélas ! dès deux ans ils sont internés. Jusqu'au cinquième, trop petit, qui ne se trouve pas un pied de l'église ; mais est renvoyé à la hâte du village. Est-ce bien la France, d'ailleurs, qui est décrite par « Dans l'immensité de la plaine » ? L'art de la publicité est de nos jours à ce point accompli que celle-ci est affligeante et dessert la cause qu'elle voudrait servir.

A propos d'un sondage

M. LECH (IFOP) : la SOFRES fait du dépit amoureux.

M. Jean-Marie Lech, directeur de l'IFOP, a répondu, mardi 14 février, à M. Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, qui contestait la régularité du sondage-simulation de l'IFOP publié par le Point (le Monde du 15 février) : « La SOFRES fait du dépit amoureux ! Elle déclare qu'on ne peut pas, scientifiquement, procéder à une simulation. Je dénie à la SOFRES le monopole de la science politique. J'affirme qu'il est possible de publier, avec un modèle probabiliste, des résultats de sondage avant pris la précaution d'informer qu'ils peuvent être infirmés par le vote des électeurs. Je pose toujours la question : pourquoi donnerait-on deux cent cinquante députés à l'opposition de gauche sans dire où ils sont ? »

ERRATUM. — Dans l'article de Roger-Gérard Schwarzenberg « Libertés nouvelles » (le Monde daté 12-13 février), il fallait lire (page 7, deuxième colonne) : « Sa volonté, c'est de horner l'Etat » (et non bernier l'Etat).

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU  
GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS 1 m et plus - Toutes espèces de bois  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI<sup>e</sup> - Tél. 357.46.35

La pensée des hommes du parti socialiste.

christianisme  
goulx  
soviétique  
de la crise  
Pierre Bérubaud  
français  
michel trotsky  
révolutionnaire  
la parolier  
JACQUES ATTALI  
le marxisme  
économique  
impérialisme  
36F  
35F

La rose au poing chez Flammarion.

Déjà parus dans la collection :  
C. Audry. Les militants et leurs marottes. Y. Bernard. La France vers le socialisme. J.-P. Blondel. Le tiers-socialisme. J.-P. Chevènement. Le vieux, le crâne, le neuf. J.-P. Cot et J.-P. Mounier. Les syndicats américains. Colloque de la Fédération de Paris. Socialisme et multinationales. C. Heru. Soldat-royen. D. Mayer. Socialisme : le droit de l'homme  
au bonheur. F. Mitterrand. La poêle et le grain. C. Pierre et L. Prêtre. Plan et autogestion. Y. Rouvière. La femme en marge. B. Schwartz. Une autre école. F. Sérusclat. Elections municipales, élections politiques.  
FLAMMARION



Le Monde

Société

MUTATION D'OFFICE AVEC ABAISSEMENT D'ÉCHELON

M. Peyrefitte confirme les sanctions proposées par la commission de discipline contre Mlle Guemann

Le ministre de la justice, M. Alain Peyrefitte, a décidé, mardi 14 février, d'appliquer à Mlle Monique Guemann, vice-présidente du Syndicat de la magistrature, les sanctions proposées, vendredi 10 février, par la commission de discipline du parquet, d'abaisser son échelon et de lui assigner un poste de secrétaire de la justice.

Selon ce communiqué, la commission de discipline du parquet relève dans ses motifs « que le fait, pour un membre du parquet, d'utiliser ses fonctions à l'audience d'une juridiction qui n'est pas celle de son échelon, est une faute grave... »

La commission de discipline du parquet indique également : « Une déclaration de principe concernant une affaire qui est dévolue dans un autre ressort et dont l'exécution incombait au... »

DES NOMS...

A la veille de l'arrêt de travail demandé par le syndicat de la magistrature en signe de solidarité avec Mlle Monique Guemann, M. Alain Peyrefitte a adressé aux chefs de cours le télégramme suivant :

« L'annonce par la presse d'une éventuelle cessation de son statut de la magistrature, me conduit à vous rappeler les règles applicables en cette matière : l'article 10 de l'ordonnance 58 1270 du 22-12-58, portant loi organique relative au statut de la magistrature interdit aux magistrats toute action concertée de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement des juridictions. »

J'appelle votre attention sur la gravité d'une telle attitude de la part de magistrats.

En conséquence, vous voudrez bien prendre les dispositions utiles pour assurer le fonctionnement des juridictions de votre ressort.

Vous voudrez, en outre, me faire connaître le nom des magistrats qui participent à ce mouvement, ou qui n'assureraient pas leur service pendant tout ou partie de la journée. Plus généralement, vous me rendrez compte dans un délai de toute difficulté relative à l'application des présentes instructions.

seul gouvernement (...) constitue une démonstration de nature politique incompatible avec la réserve que lui imposent ses fonctions. Pour les magistrats de la commission de discipline, l'attitude de Mlle Guemann « ne saurait trouver sa justification ni dans la constitution, ni dans les dispositions du statut de la magistrature et du code de procédure pénale ».

Mlle Guemann était poursuivie sur la base de l'article 43 du statut de la magistrature visant le manquement d'un magistrat « aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité » pour avoir fait état de « son indignité » après l'extradition de l'avocat social-allemand, M. Klaus Croissant. Mlle Guemann, premier substitut du procureur de la République à Draguignan (Var) valait être suspendue de ses fonctions le 28 novembre. Lors de l'examen de l'affaire par la commission de discipline du parquet, M. Henri Dombenche, directeur des services judiciaires au ministère de la justice, qui faisait office de ministre public, avait déclaré : « Il est des... »

FRANCE PRENDS GARDE DE PERDRE TON AME. Les Chrétiens ne sont pas à vendre. Chrétiens, ne nous laissons pas récupérer par les idéologies : marxiste ou libérale. Osons dire ce que personne ne peut dire à notre place. Rassemblez-vous à l'appel du FRONT DE RÉSISTANCE SPIRITUELLE. Jeudi 16 février 1978, à 20 h 30. Hall du Parc des Expositions, Porte de Versailles - 75015 PARIS (Métro Porte de Versailles)

AU TRIBUNAL DE PARIS

Quatre dirigeants de l'Église de scientologie sont condamnés pour escroquerie

Quatre dirigeants de l'Église de scientologie ont été déclarés coupables d'escroquerie, mardi 14 février, par la 13<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris. M. Ron Lafayette Hubbard, citoyen américain, fondateur de la secte, a été condamné, par défaut, à quatre ans d'emprisonnement et à 35 000 F d'amende. M. Henry Laarhuis, néerlandais, ancien directeur exécutif de la branche française de l'organisation, a été condamné à trois ans de prison et à 15 000 F d'amende. Mme Jacqueline Valentin, française, ancienne présidente de l'Église en France, a été condamnée à deux ans de prison et à 10 000 F d'amende. M. Georges Andreu, mari de la présidente actuelle de l'Église française de scientologie, a un an de prison avec sursis et une amende de 3 000 F.

Seul ce dernier s'était présenté au procès en novembre dernier et à la lecture du jugement ; les trois autres, qui se trouvent à l'étranger, ont été condamnés par défaut et le juge a lancé contre eux un mandat d'arrêt. La demande de l'ADPI (Association de défense de la famille et de l'individu) de se constituer partie civile a été jugée irrecevable. Cette organisation a donc demandé à être associée et ancien adepte de la scientologie, a obtenu 1 franc de dommages et intérêts. C'est l'aboutissement de six ans d'instance et d'un procès qui a demandé six longues audiences en novembre dernier pour démontrer que cette étrange « Église » faisait usage de « manœuvres frauduleuses » pour se procurer des sommes d'argent pour de « fausses entreprises » (le Monde du 9 novembre).

Dans son réquisitoire, M. Jean-Pierre Monesili, substitut du procureur de la République, avait dénoncé, derrière la « marketing commercial » et la « publicité outrancière » de la secte, il y a qu'une « gigantesque imposture ». Les cours d'aïkido, d'électrométrie, la psychométrie, les promesses de guérison psychosomatique ne sont que des manœuvres frauduleuses pour faire entrer un faux espoir dans un seul but : « usurper les rentes d'argent », selon les propres termes de Hubbard.

Le tribunal, après avoir souligné qu'il n'a pas à rechercher la scientologie, a condamné la religion, considérant que le groupe français, dépendant d'une organisation internationale, a fait des promesses chimériques, notamment de guérison de maladie psychosomatique. Mais le but de cette association, qui prétendait ne pas avoir d'activités lucratives, était en réalité de recueillir des fonds pour la secte. Les juges ont estimé que M. Hubbard, profitait des fruits de l'escroquerie, de toutes eaux territoriales, et que le délit d'escroquerie était caractérisé d'accidents survenus à des jeunes enfants.

Il est à peu près certain que M. Georges Andreu interjettera appel et que les trois dirigeants condamnés par défaut feront opposition.

Mgr Joseph Rozier et la peine de mort

Mgr Joseph Rozier, évêque de Poitiers, membre de la commission épiscopale sociale, nous communique ses réactions à la suite de l'article intitulé « Une évolution tardive », concernant la déclaration des évêques sur la peine de mort (le Monde du 22 janvier 1978).

Avec l'information et les commentaires qui accompagnent l'annonce de la déclaration des évêques de la commission sociale sur la peine de mort, le Monde publie un encadré de M. Henri Fesquet sous le titre « Une évolution tardive ». Cet article m'inspire quelques réflexions et quelques réactions que je me permets de vous exprimer.

Elles portent d'abord sur l'évocation historique que brosse M. H. Fesquet de l'attitude de l'Église : qui se résume dans ce bref « La vérité historique oblige à reconnaître que les responsables de l'Église romaine n'ont guère été à la pointe du progrès moral et de l'évolution des mentalités pour battre en brèche la peine de mort... »

Il ne s'agit pas de nier que la législation et l'attitude de l'Église n'aient longtemps couronné l'opinion et la pratique en cours pour légitimer la peine de mort. Il y a des pages peu glorieuses dans l'histoire de l'Église séculénaire sur beaucoup de siècles (au douzième siècle, chasse aux hérétiques, aux dix-septième siècle, chasse aux sorcières en passant par les guerres de religions).

Mais toute la réalité de l'histoire ne tient pas dans cette constatation. L'influence du christianisme sur ce point comme sur beaucoup d'autres, ne s'est pas traduite nécessairement sur un plan individuel. Le christianisme n'a pas modifié les législations d'une manière notable. Mais le souvenir de Jésus-Christ crucifié, entre deux malfaiteurs, n'a-t-il pas inspiré un certain changement de regard et de comportement vis-à-vis des coupables et des condamnés ?

Il est significatif que l'Église n'ait pas canonisé l'Inquisiteur mais saint Guibert qui pardonne au meurtrier de son frère. Les réflexions de saint Augustin dans la Cité de Dieu (chap. II) témoignent tout au moins du souci de réfléchir à Dieu, seul maître de la vie. « Celui qui, sans mandat officiel, tuera un malfaiteur sera condamné comme homicide, et d'autant plus qu'il n'a pas craint de s'arroger un droit que Dieu ne lui avait pas donné. »

De même, saint Thomas, dans la Somme théologique (II<sup>e</sup> II<sup>e</sup> q<sup>ue</sup> 64<sup>is</sup>) ne fait pas que justifier purement et simplement la peine de mort. Son argumentation traduit un véritable débat de conscience où sont prises en compte la gravité de la faute, l'importance de l'enjeu (pour le bien de la société) et la compénétration de la justice.

Aussi, pour juger de la signification de la peine de mort, il n'y a pas à considérer seulement le fait brut, mais toutes les conditions établies et qui sont une

manière de reconnaître et de promouvoir le respect de la vie et des personnes. L'autre réaction que je veux exprimer a trait à la réflexion, inscrite au passage dans le propos de M. Fesquet : « Il y a fort à parier que dans quelques années le combat contre tout avortement paraîtra d'arrière-garde... »

C'est une condamnation pour le moins insistante dans le fil d'un discours tout entier consacré à exalter une prise de position en faveur du respect de la vie. Finalement, la déclaration des évêques de la commission contre la peine de mort n'est que l'application poussée jusqu'au bout de ses conséquences, d'un principe maintes fois affirmé du respect de la vie et dans tout son parcours.

Il n'est pas possible, comme le fait M. Fesquet, de condamner la peine de mort d'un côté, en prônant de l'autre la liberté pour la pratique de cette « œuvre de mort » qu'est l'avortement (1). N'est-il pas urgent de reconnaître que la cohérence dans les jugements et dans les attitudes fait aussi partie de cet « affirmation de la conscience morale » auquel en appellent les évêques ?

(1) Reconnaître que dans certains cas l'avortement peut être le moindre mal est une chose. Bêtaire l'avortement « libre » en est une autre que nous n'avons jamais préconisée. A l'heure actuelle, l'immense majorité des Églises chrétiennes — et par exemple les Églises protestantes de France — se prononcent contre la peine de mort et en faveur d'une législation autorisant certains avortements. — H. F.

M. BONNEFOUS : s'opposer à toute apologie de la violence.

M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (gauche démocratique), s'oppose, dans les Nouvelles de Versailles, de la « montée de la violence » et s'oppose à la prise de position de l'épiscopat contre la peine de mort.

C'est un miracle, ajoute-t-il, que la police française continue à jouer aussi courageusement son rôle alors que les lois, les droits, les privilèges des agresseurs sont protégés avec plus de force et d'efficacité que la condition de ceux qui sont chargés de les empêcher de nuire.

M. Bonnefous indique qu'il va déposer bientôt une proposition de loi demandant la suppression de l'échafaud et son remplacement par d'autres peines, et il fait s'opposer par tous les moyens, conclut-il, à tout ce qui peut être considéré comme une apologie de la violence. Il fait, d'abord et avant tout, que nos consciences restent éveillées dans les décisions et les jugements de leur justice, mais il fait agir vite.

SAINT THOMAS MORE « A man for all seasons »

Les catholiques anglais ont célébré récemment le cinquantième centenaire de la naissance à Londres de saint Thomas More. Il s'agit d'un patron saint Georges comme patron de l'Angleterre. Non seulement à cause des origines mythiques de ce prince de Gwynedd, serviteur de dragons, qui s'est récemment vu voter la célébration, mais surtout du fait que le grand chancelier d'Angleterre, décapité par Henri VIII en 1535, est le plus anglais de tous les saints.

« A man for all seasons » (un homme pour toutes les saisons, c'est-à-dire universel), comme l'appelle l'un de ses biographes, Sir Thomas More, malgré le poste élevé qu'il occupait et sa réputation d'humaniste et d'intellectuel, — il est l'homme de l'Époque, un homme de tous les jours, familier et étonnamment proche de nous.

Père de famille, il avait une femme acariâtre et une fille qu'il adorait. Mais il incarnait, avant tout, les vertus typiquement anglaises : l'amour de la vie familiale, de sa maison et de son jardin, des animaux et possédait le don, anglais par excellence, du sens de l'humour. Même sur l'échafaud, il pouvait encore plaisanter, en courrant sa barbe de la hache du bourreau, car « elle était innocente de trahison ».

Sa grandeur, bien entendu, réside en sa fidélité sans faille à sa conscience, qui l'a amené, en bon catholique, à condamner l'obéissance au pape avant celle due à son roi : « The king's good servant, but God's first » (le bon serviteur du roi, mais celui de Dieu avant). Cette importance attachée à la conscience — autre trait moderne — fait de Thomas More un modèle pour tous les Anglais, même ceux qui ne participent pas à son sort. C'est le héros des films « Aucun autre pays que l'Angleterre n'aurait pu produire un tel homme, de même que seule la France aurait pu produire un Voltaire. »

Faits et jugements

M. Francalet est condamné à un an de prison.

Pour fraude fiscale, M. Marc Francalet, ancien photographe de presse, a été condamné, mardi 14 février, à un an d'emprisonnement par la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, pour avoir fait aucune déclaration de revenus pour 1972 et 1973. M. Francalet a reconnu avoir reçu, en 1973, des commissions occultes de 230 000 à 240 000 F de M. Paul Péridès à l'occasion de la négociation de tableaux volés à M. Lespinois, président-directeur général de la société Banania. C'est dans le box des détenus qu'il a entendu le président, M. Michel Guch, prononcer sa condamnation, car il a été placé sous mandat de dépôt le 6 février en même temps que M. Gilbert Zemmour.

L'affaire du talc Morhange : procès en octobre.

Le parquet du tribunal de Fontenoy a indiqué, mardi 14 février, que le procès consacré à l'affaire du talc Morhange aura lieu le 24 août de l'année prochaine devant le tribunal correctionnel de cette ville. Ce procès, qui devrait durer plusieurs semaines, fait suite à l'information ouverte le 24 août 1977 de M. Henri Becque, premier juge d'instruction du tribunal correctionnel de Fontenoy (Val-d'Oise) après la série dramatique d'accidents survenus à des jeunes enfants.

A cette époque, un lot de talc Morhange contenant, par erreur de conditionnement, 6 % d'hexachlorophane, produit éminemment toxique à cette dose pour des jeunes enfants, avait été mis en vente. Deux cent quatre personnes — pour la plupart des enfants âgés de six mois à deux ans — avaient été victimes du talc Morhange. Trente-six étaient décédés et huit autres se trouvaient atteintes de séquelles graves irréversibles.

Cette instruction a abouti à l'inculpation de six personnes, dont MM. Paul Bert, directeur général de la société Girvanche, Paul Maillard (directeur de la société Seltico) qui avait assuré le conditionnement du produit incriminé, et M. Hubert Flaubert, président-directeur général de la société Girvanche. Cette société filiale de la multinationale Hoffmann - Laroché, qui avait fourni l'hexachlorophane.

L'annonce de l'ouverture du procès, au mois d'octobre prochain, donne satisfaction aux familles des victimes qui, dans une lettre ouverte adressée le 11 février au garde des sceaux, lui avaient fait part de leur « douloureuse indignation » devant « la stagnation de la procédure » et lui avaient demandé « de bien vouloir faire en sorte que le procès s'ouvre sans plus tarder, afin d'obtenir la réparation à laquelle elles estiment avoir droit ».

Françoise Dolto interpellée par Gérard Séverin. L'évangile au risque de la psychanalyse. 35f. Jean-pierre delarge.

EST-IL TROP TARD POUR... Steven

« A man for all seasons » Les catholiques anglais ont célébré récemment le cinquantième centenaire de la naissance à Londres de saint Thomas More.

Après « HAROLD ET MARY »... humour, sensibilité, dérision, et tendresse. un film de Sergio

مكذابين الأصل



# Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

EST-IL TROP TARD POUR SAUVEGARDER L'AUTONOMIE D'UN GRAND THÉÂTRE NATIONAL ?

## LA PRISE DE L'ODÉON

UN événement de conséquence, fait pour apparaître le via du théâtre, vient d'avoir lieu dans des circonstances pas nettes : fin a été mise à la personnalité de l'un des théâtres nationaux : celui de l'Odéon.

Le décret n° 78-100 du 31 janvier 1978, paru au Journal officiel du 2 février, coigné par Raymond Barre, Michel d'Ornano et Robert Boulin, apporte, à son article 2, cette mesure nouvelle : « Le Théâtre national de l'Odéon est administré par un directeur. Ce directeur est l'administrateur de la Comédie-Française. »

L'article premier du même décret porte que l'Odéon « assure la représentation de spectacles de la Comédie-Française » ; et l'article 3 institue une nouvelle « commission consultative d'exploitation du Théâtre national de l'Odéon », présidée par l'administrateur de la Comédie-Française, et dont trois membres sur neuf sont sociétaires de la Comédie-Française.

Ce texte n'est pas loyal. Il s'inspire en effet « d'un décret relatif au Théâtre national de l'Odéon » ; il est libellé comme si l'Odéon allait continuer d'agir en tant que théâtre national. Mais, ce faisant, il fonde des mesures nouvelles qui, dans le concret, annulent ce théâtre national, qui le feront cesser d'être : l'Odéon devant un lieu de travail, un bâtiment supplémentaire, de la Comédie-Française. Le bâtiment principal est sis place du Théâtre-Français, l'annexe (l'Odéon) se trouve à côté du Sénat, mais c'est désormais la même firme, un seul et même théâtre, la Comédie-Française.

Cette élimination d'un de ses théâtres nationaux n'apparaît pas au public dans toute sa clarté,

parce qu'il est de fait que, depuis 1971, l'Odéon, bien que fonctionnant comme théâtre national indépendant, travaillait pour une part de concert avec la Comédie-Française : un tiers des spectacles était produit par l'Odéon seul, un tiers était coproduit avec des compagnies extérieures, et un tiers était coproduit avec la Comédie-Française (1).

Il est de fait aussi que, pour cette raison, Pierre Dux, administrateur de la Comédie-Française, disposait déjà du tiers de directeur de l'Odéon. Mais il avait été nommé personnellement, et non pas de qualité : l'administrateur de la Comédie-Française ne dirigeait pas ipso facto le Théâtre de l'Odéon, comme le porte le nouveau décret.

Pour gérer, pour programmer, pour diriger sur place, jour par jour, dans la pratique, ce théâtre national, pour conduire tout ce qui était l'action propre de ce théâtre, tout ce qui n'était pas l'accueil du quota de spectacles produits par la Comédie-Française, Pierre Dux avait nommé un « directeur adjoint », Jean-Pierre Miquel.

### L'esprit du quartier

Jean-Pierre Miquel est le premier à reconnaître que depuis la mise en marche de ce dispositif, en 1971, Pierre Dux lui a laissé son libre arbitre, dans une complète entente.

Voici qu'aujourd'hui l'Odéon, de par les mesures du décret nouveau, en dépit du libellé contradictoire de ce décret, cesse d'être un théâtre national, un établissement public distinct. Il ne possède donc plus un responsable distinct. Pierre Dux a mis fin aux activités de Jean-Pierre Miquel, en supprimant le poste de directeur adjoint.

Cette opération enveloppée, qui supprime un théâtre national, bien que Pierre Dux annonce que rien ne sera changé, va porter préjudice au théâtre de ce pays.

Préjudice, d'abord, au public. Le public qui, depuis 1971, a été mis à fréquenter l'Odéon, n'est pas le public de la Comédie-Française. Le public de l'Odéon est maintenant constitué pour un tiers d'étudiants (faciles à dénicher puisqu'ils ont des billets spéciaux), pour un tiers de ce que l'on peut appeler le restant de l'ancien public de Vilier (intellectuels, professions libérales, professeurs, employés), pour un tiers d'habitants des cinquante et sixième arrondissements (de position sociale mêlée).

Ce public a un autre esprit, d'autres options, que celui de la Comédie-Française. Il est plus ouvert aux acquisitions d'aujourd'hui. Il est tourné moins vers le passé que vers le présent et les signes d'avenir. Il est peu concerné par le style de représentation et de jeu, particulier, fort mêlé, qui est monnaie courante à la Comédie-Française. C'est un public varié, exigeant, fait surtout d'unités distinctes, composé notamment d'abonnés individuels qui veulent choisir chaque soirée, une par une, alors que l'administration de la Comédie-Française est tournée vers les abonnements collectifs. C'était aussi un public géographiquement étalé qui venait voir en voisin ce qui se passait dans son théâtre : habitants et comédiens s'entendaient dans l'esprit du lieu.

Préjudice, ensuite, aux metteurs en scène et aux auteurs dramatiques. Car pour répondre justement à l'attente de ce public, qui demande le neuf et la qualité, l'Odéon n'a cessé, depuis des années, de

mettre ses moyens d'action à la disposition des créateurs originaux. C'est à l'Odéon qu'un contemporain capital comme Peter Stein a présenté ses travaux pour la première fois à Paris. C'est à l'Odéon que les célèbres comédiens italiens de Giorgio Strehler prennent leurs quartiers d'hiver. A l'Odéon ont été très tôt accueillis, coproduits, les chefs de file français, Blanchon, Chéreau, Adrien, Lavill, Marchais, etc. De même que quantité de jeunes metteurs en scène ont pu débiter au Petit-Odéon.

### L'incitation anglaise

Les auteurs maintiennent : au Théâtre national de l'Odéon ont été jouées, de 1971 à 1978, quarante pièces nouvelles d'auteurs contemporains. Notons que sur ces quarante, la Comédie-Française n'a apporté qu'un manuscrit, celui de Monsieur Teste, de Paul Valéry, ce qui aussi bien est logique, puisque la mission de la Comédie-Française est objectivement, avant tout, de faire vivre le répertoire classique, ce pour quoi elle est outillée.

Quarante œuvres nouvelles : sur un théâtre national se peut savoir d'abord un tel nombre de créations contemporaines. Souvent, le programme de pièces de jeunes auteurs au Théâtre de l'Odéon a été suivi de la création de ces œuvres françaises à l'étranger, surtout en Allemagne, en Angleterre et dans les pays nordiques.

L'Odéon a ainsi débouqué, pour sa part, l'un des deux aspects du théâtre en France : celui de metteurs en scène et d'auteurs nouveaux. Jean-Pierre Miquel, conscient du fait que la suprématie, ces années récentes, du théâtre anglais dans le monde, est venue de ce que la B.B.C. et le télévision anglais avaient expressé-

ment commandé, en leur offrant des à-valoir, des pièces à de jeunes écrivains, avait proposé au ministère un programme de financement : l'Odéon aurait affecté 250 000 francs par an à la commande de pièces nouvelles, il aurait mis d'autorité la main de nouveaux auteurs à la pâte. Ce projet, qu'il faudrait appliquer un jour parce qu'il n'y en a pas d'autre, n'a pas été retenu, et l'Odéon a continué de promouvoir les auteurs nouveaux dans les limites de son budget.

Pierre Dux a créé un comité qui choisit désormais les pièces inédites jouées au Petit-Odéon ; on ferait partie trois auteurs de la Comédie-Française, dont Pierre Dux, qui présiderait, et trois journalistes qui ont donné un accord de principe, mais qui réservent leur décision jusqu'à plus ample information.

Préjudice, aussi, aux acteurs. Car le Théâtre de l'Odéon n'entretenait pas, jusqu'à ce jour, une équipe fixe. Lorsqu'il produisait un spectacle lui-même, lorsqu'il en coproduisait avec une troupe extérieure, il donnait du travail à des acteurs et des actrices librement désignés par les metteurs en scène.

### La lettre de Strehler

On connaît le crié qui sévit dans le profession, le nombre d'acteurs inscrits au chômage. Quantités d'acteurs ont pu travailler à l'Odéon. Garderont-ils cette chance, dès lors que la Comédie-Française va être à même d'employer, dans son bâtiment annexé au Luxembourg, ses comédiens pondonnés, mensuels, qui, dans le maison métré, compte tenu du peu de créations chaque année, restent souvent sur la touche ?

Préjudice, enfin, à l'art du théâtre lui-même.

Le théâtre avait lieu, dans ce Théâtre national de l'Odéon, d'une façon particulière : il y avait là un cinéma un caractère, qui n'était pas ceux d'ailleurs. Par exemple l'Onclé Vanja, qui se rencontre une telle audience le soir dernière et cette saison à l'Odéon, porte le marque de cette maison, comme l'ont porté tant de pièces à qui les travailleurs de la grande et de la petite salle de ce théâtre ont depuis sept ans donné le jour.

Lorsqu'il a appris que des projets des bureaux menaçaient l'Odéon, Giorgio Strehler a écrit à Jean-Pierre Miquel : « Ces gens qui travaillent à l'Odéon savent qu'ils font bien leur travail et ils ne veulent pas en changer, mais aller de l'avant ensemble. Alors, il n'y a que bien peu à en dire. Car le théâtre n'est pas une chose - dont on règle le destin - en haut lieu », que l'on exécuté, que l'on change à nouveau, selon que le vent des circonstances politiques vira ou ne vira pas. Un théâtre est un être humain qui vit, pense et respire et qui a ses idées, et sa personnalité. »

MICHEL COURNOT.  
(Lire la suite page 14.)

(1) L'Odéon a eu, dans les premières années de ce siècle, statut de théâtre national, à vocation de création nouvelle, et sous la direction notamment de Génier et Antoine. Il était tenu pour le second théâtre national pendant l'occupation et, en 1945, il devenait une seconde salle de la Comédie-Française appelée Salle Luxembourg. Sa mission était un lieu trop important pour servir de simple local de complément au maintien du répertoire. André Malraux mit fin à ce statut de 1945 à l'Odéon redevenu, dès lors, à partir de 1958, un théâtre national à part entière sous André Malraux en 1962, jusqu'en 1968, la direction à Jean-Louis Barrault.

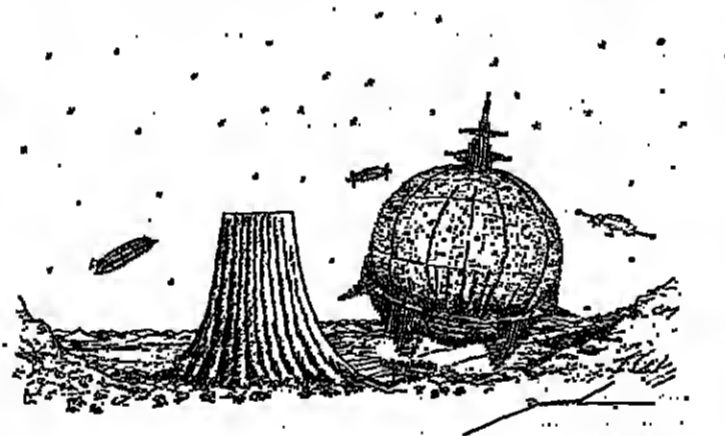
## Steven Spielberg a filmé les OVNI

STEVEN SPIELBERG a au trente ans le 27 décembre 1977. Il a réalisé des feuilletons et émissions de télévision jusqu'à Duel (1972), qui attira l'attention des producteurs de cinéma. Sugarland Express puis les Dents de la mer (phénoménal succès commercial) l'ont porté au premier rang des nouveaux cinéastes qui réinventent le grand spectacle hollywoodien, ramènent le public dans les salles et font encaisser de grosses recettes. Rencontres du troisième type, dont Spielberg est scénariste et réalisateur, va sortir en France le vendredi 24 février. C'est encore un film gigantesque, fondé sur l'idée que les habitants d'autres planètes peuvent se déplacer, vers la Terre, dans des vaisseaux spatiaux mystérieux et mythiques qu'on appelle « soucoupes volantes » ou OVNI (objets volants non identifiés). Le budget, 18 millions et demi de dollars, dépasse celui de la Guerre des étoiles (11 millions de dollars). Pourtant,

Steven Spielberg ne sacrifie pas à une mode.

« Excepté Sugarland Express, les films qui vous ont donné le célébrité se rattachent tous à un fantastique moderne, aux peurs ou aux préoccupations de l'Amérique contemporaine. Pourquoi ?

— Je ne suis pas très satisfait de la réalité telle que je la connais, telle que je peux la vivre... Il est plus facile, pour étendre ses facultés créatrices, d'exercer son imagination sur les aspects fantastiques du monde d'aujourd'hui. Copier la vie, c'est être comme un artiste peintre qui reproduit sur sa toile un panier de fruits. J'aime autant ne pas avoir à représenter un panier de fruits. Je suis allé du camion inquiétant devenant une force mauvaise, un requin mangeur d'hommes, puis au fantastique scientifique. Aux Etats-Unis on dit : « Il faut voyager sur terre,



(Dessin de BONNAFFE.)

sur mer et dans le ciel. J'ai suivi cette progression. Le ciel et les soucoupes volantes, c'est une façon de passer de l'autre côté du monde.

— Croyez-vous aux OVNI ?

— J'aimerais bien y croire, je veux y croire. Je suis persuadé qu'il existe d'autres formes de vie et de vie intelligente, dans l'univers spatial. Parfois, j'ai été très près de croire aux OVNI, mais, tout de même, il me manque l'expérience décisive de Richard Dreyfuss dans le film : monter dans la soucoupe volante venue d'ailleurs. Une simple visite à l'intérieur me suffirait. Mais je peux répondre à cette question comme le fait François Truffaut : je crois au cinéma.

— Dans les films de science-fiction des années 50-60, les êtres venus de l'espace symbolisent toujours un danger, une agression : autre race, autre civilisation, « péril rouge », etc. Pour la première fois, ces êtres ne sont plus hostiles et les Américains entrent en relations pacifiques avec eux.

— C'est tout à fait intentionnel. Ce film où l'on s'aperçoit que nous ne sommes pas seuls dans l'univers est un exercice sur la communication avec les autres, les différents, les étrangers. J'ai établi trois types de rencontres : la vue d'un OVNI, les traces matérielles de son existence et, enfin, le contact avec les occupants de l'OVNI. Je suis allé contre la mythologie habituelle de la science-fiction

parce que, chaque fois que je me trouve en face d'une mode, d'un mouvement, d'une mythologie établie, j'essaie de l'éviter. Malheureusement, avec les Dents de la mer, je suis responsable de tout un courant, d'une mode commerciale fort médiocre. Une bonne variation ou un pastiche du même thème ne m'aurait pas dérangé. Mais ce besoin d'incroyable, rats, bison, abelles, araignées, vers de terre, ce déluge de monstruosité artificielles est très gênant. Il y a même eu une version pornographique des Dents de la mer, où le requin devenait une personne. Moi, si je tourne un jour un film érotique, je ne m'inspirerai pas du cinéma pornographique.

— Comment avez-vous travaillé avec Douglas Trumbull, l'homme des effets spéciaux du film de Stanley Kubrick, 2001, odyssée de l'espace ?

— J'ai fait appel à lui après avoir écrit le scénario et conçu tous les effets visuels. Le film était entièrement dessiné, mais il me fallait quelqu'un qui connaisse parfaitement les problèmes techniques. Douglas Trumbull avait réalisé lui-même un film de science-fiction, Silent running, pour lequel il avait eu des difficultés de scénario, des moyens qui ne lui avaient pas permis d'aller loin. Là, il disposait d'une équipe de quarante hommes expérimentés et compétents, dont Richard et Matthew Yurkisch, qui ont joué un rôle très important. Un laboratoire complètement isolé avait été construit au bord de la mer. Personne ne pouvait s'en approcher

ni aller voir ce qui s'y passait. Le secret a été préservé jusqu'au bout.

— On a l'impression, dans la longue et hâletante préparation dramatique de la première partie du film, que le petit garçon, Barry, est le seul à comprendre ce qui se passe. Est-ce le regard de l'innocence ? Ou une prédestination ?

— Ce petit garçon n'a rien de spécial. C'est simplement un enfant qui n'a pas encore appris à réprimer ses sentiments, ses impressions. En ce sens, il est innocent et curieux. Le public devrait être comme lui devant le film. Je crois qu'il faut avoir l'esprit ouvert à tout ce qui peut arriver sur l'écran, qu'il ne faut pas essayer de deviner, de spéculer sur les choses. L'intellect n'a pas à intervenir dans ce qui relève strictement du comportement et de l'imagination.

— Pourquoi y a-t-il un enfant français dans cette histoire et pourquoi est-il interprété par François Truffaut ?

— Les savants français sont beaucoup plus attentifs, plus ouverts au problème des OVNI, que les savants américains. On se suit aux Etats-Unis et je pense que le phénomène des soucoupes volantes n'est pas simplement une affaire américaine. D'autre part, il est venu un moment où il m'a fallu un acteur pour le rôle de Lacombe. J'avais pensé à quelqu'un ayant le physique de Truffaut, en servant de rôle. Lui, je ne l'avais jamais rencontré. Je connaissais ses films, mais je ne savais même pas s'il connaissait les miens. Un jour, je me suis décidé à lui téléphoner de Californie. Je lui ai proposé de lire le scénario du film et d'envisager un travail de comédien. Il m'a donné une réponse favorable après avoir lu le texte. Truffaut a été un acteur parfait. C'est un homme merveilleusement curieux de tout. Comme cinéaste, cela l'intéressait, évidemment, de comparer le travail des équipes françaises et des équipes américaines. Pendant les deux premières semaines de tournage, il a été comme en vacances. Ensuite, alors que c'était toujours un plaisir pour moi, c'est devenu un cauchemar pour lui. Il y avait trop de figurants, de matériel

technique de lumières. A certains moments, il a dû avoir l'impression d'une désorganisation complète. C'était déjà difficile pour moi de suivre mon propre tournage. Alors, imaginez Truffaut ! Il me faisait penser à quelqu'un perdu au milieu d'une immense gare centrale et cherchant le bureau des renseignements. Cette expérience a dû le convaincre qu'il n'aurait jamais envie de tourner un film aux Etats-Unis et que, mal, je ne pourrais jamais faire un petit film en France.

— Richard Dreyfuss, comme dans les Dents de la mer, est un personnage qui veut savoir, aller jusqu'au bout de l'aventure. De plus, il représente, ici, l'Américain moyen.

— Oui, Richard Dreyfuss est un ami, mais, en fait, je ne voulais pas de lui, au début. Il me semblait essentiel que Roy Neary soit plus vieux, plus tragique. Or, plus âgé, celui-ci n'aurait peut-être pas eu le sens de la deuxième chance et le succès de son voyage était nécessaire. Alors, je suis revenu à Richard Dreyfuss, comme acteur, pour cet homme qui tonne. Dans la vie, c'est un impulsif. Il fait figure d'anti-star et j'aurais que j'ai pas le courage d'affronter les stars. Si, pendant le tournage d'un film, je dois avoir des discussions, des disputes constantes avec les vedettes, autant les renvoyer. J'aime mieux me bagarrer le soir avec moi-même, si je ne suis pas satisfait de mon travail, qu'avec un acteur persuadé que je ne le traite pas avec assez d'égards. Quand je fais un film, il n'y a pas place pour un autre « ego » que le mien.

— Allez-vous continuer dans le fantastique, le cinéma-spectacle à gros budget ?

— Pas nécessairement. Les jeunes réalisateurs du cinéma américain bénéficient actuellement d'une totale liberté de création. Ils ne subissent aucune contrainte de la part des studios. Ils ne travaillent pas sous contrat de longue durée. Mon prochain film, A Jitter bugle (Après l'école), sera très personnel et peu coûteux. Tout le contraire d'un grand spectacle.

Propos recueillis par JACQUES SCLIER.

ELYSEES LINCOLN v.o. - QUINTETTE v.o. IMPERIAL v.t.

Après « HAROLD ET MAUDE »

...humour, sensibilité, dérision, et tendresse.

BUD CORT dans :

**pitie pour le prof !**

avec SAMANTHA EGGAR

un film de Silvio Narizzano

Dobbo

357



# La prise de l'Odéon

(Suite de la page 13.)

Vérités si évidentes qu'elles étaient reconnues aussi : le ministre de la culture et de l'environnement, Michel d'Ornano, avait fait part de vive voix à Jean-Pierre Miquel de son souci de ne pas compromettre l'action autonome du Théâtre national de l'Odéon, et il avait recommandé à Jean-Pierre Miquel de garder son poste. Il avait confirmé publiquement ces propos, la phrase les avait mentionnés.

L'administrateur de la Comédie-Française, en prenant la décision de supprimer ce poste, est en droit de se réclamer de la lettre du décret, mais il s'inscrit en contradiction avec les intentions déclarées du ministre, et manifeste les signes propres.

Le ministère a en fin de compte couvert, à l'abri du nouveau décret, une solution de facilité qui est moralement condamnable : l'élimination « honteuse » d'un grand théâtre national.

Puisque le Comédie-Française avait besoin de plus de pièces, il eût été normal qu'elle s'installât complètement dans un théâtre disponible. Dans l'un des grands théâtres de Paris qui sont à prendre, parce qu'ils ne valent plus de leurs propres lieux. Plusieurs théâtres ne demandaient que ça. Et la Société des comédiens-français est parfaitement en droit d'acquiescer un théâtre, c'était la solution logique, qui permettait du même coup de sauver une salle de théâtre.

La Comédie-Française a préféré s'emparer, sans contrepartie, d'un théâtre qui marchait fort bien, et dont l'activité contenait tout le monde. Elle a fait mourir un théâtre national, qui dans la concert de la vie publique apportait sa voix propre. C'est une faute, dont le gouvernement est officiellement responsable, alors que de son aveu même n'était pas son intention. Une faute dont l'opinion publique n'a pas eu une perception claire.

M. C.

# NADAR ET SES MODÈLES De fugaces égéries

Le Conseil de Paris vient d'attribuer au Musée de la mode et du costume, créé en 1956 et successivement installé au musée Carnavalet et au Musée d'art moderne, les ailes du palais Galliera. Pour sa réouverture, il propose une exposition sur le thème Attelet Nadar et la mode (1855-1913) comprenant cent vingt-deux clichés de Nadar père et fils pris par ses écritures photographiques, et quarante mannequins costumés qui reconstituent dans des petites niches les scènes de poses de l'époque.

Félix Nadar est célèbre pour ses photos d'illustres contemporains (Baudelaire, Victor Hugo sur son lit de mort). Ces portraits d'écrivains étaient vendus en format carte de visite. Mais Nadar travaille surtout pour des revues de mode et de théâtre (le Théâtre, les Modes) et sur les quatre cent mille clichés qui constituent actuellement le fonds Nadar, le plus riche des photos de mode. Au chapeau en papillonnage d'une coquette de l'époque, on prêtait les gants roses du dandy. Félix Nadar était un photographe bourgeois : les comtesses, les divas, les chanteuses d'opéra, se succédaient dans son atelier selon pour se faire photographier dans leur dernière robe de Worth ou de Doucet. Ces photos étaient publiées dans les revues de mode, elles étaient aussi vendues en petit format aux amateurs.

En 1888, Paul Nadar prend la succession de son père. La photo de mode n'est encore à ses balbutiements : elle se démarque à peine de la gravure. Elle se contente de représenter le « modèle » dans une pose apprêtée, devant une toile blanche qui figure un sous-bois ou un intérieur bourgeois, parfois un cirque glacière, et alors on parseme sur la costume quelques flocons poudreux. Un pot de fleurs, une bicyclette, quelques galons, peuvent également être introduits dans le décor. Il y a plusieurs sortes de robes : pour la villa, pour le soir, pour l'été, pour le promenade et pour le bal costumé. La femme est ensoufflée sous les mousselines et les volants, les franges, les crinolines, le plissé vaporeux des crêpes, les nouas, les algettes et les boas de plumes d'autruche. C'est la mode du manéchin, du croupon-sirapontin, de la manche-gilet et de la lourde « en queue d'épave » : le vocabulaire de la mode est très « chargé ». Les chapeaux sont garnis de fleurs, de choux de tulle noire, de perles et de plumes de Paradis. On a presque plus de plaisir à lire le catalogue de l'exposition, établi par Brigitta Scart, qu'à regarder les photos.

Comme Roland Barthes, dans sa préface à la *Physiologie du goût*, révèle le plaisir du texte

culinaire de Brillat-Savarin, on pourrait souligner le plaisir du texte « costumé » : la plus de savoir ou d'exqu Coasté, mais un langage littéralement brodé, précieux, tissé dans le soyeux des étoffes et dans l'éclat des accessoires. On rappalla que Mellerme fut chroniqueur de mode sous le pseudonyme de Marguerite de Ponty, et ça Proust perdit son œuvre de remerques perdus sur « le strapontin qui dormait à la femme l'air composé de pièces différentes mal emmanchées les unes dans les autres » et sur le surcharge des garnitures de chapeaux. Les modèles de Nadar furent d'ailleurs souvent les « modèles » de Proust pour ses personnages d'A la recherche du temps perdu : la comtesse de Greffulhe devint

livre de confession où elle exprimait une admiration sans limite pour elle-même. Pour des raisons de visibilité, elle londe - la ligue des petits chapeaux pour le théâtre -. A la sortie du théâtre, les administrateurs de Réjane détalent les muets de sa voiture et le raccompagnent, ou tout jusqu'à son hôtel. La comédienne Jana Demarsy, enrichie par son mariage avec un millionnaire du chocolat, présente un numéro de cochon savant dans un cirque qu'elle s'était fait construire pour un soir. Mme de Benardaky, réputée pour ne s'intéresser qu'au champagne et à l'amour, apparaît en Walkyrie. La cuisinière anglaise Worth fit incruster dans les tapisseries de ses fauteuils des morceaux de robes de ses



Photo de Mme Dreu (1905).

la princesse de Guermentes. Il y a déjà de la somptuosité dans ces noms de femmes du monde, comme dans ces sobriquets de danseuses.

Le texte du catalogue est également riche en anecdotes diverses, qui sont révélatrices de l'hystérie du petit cercle décrit par Nadar père et fils. Les photos étaient retouchées pour amincir davantage les tailles ; certaines femmes prétendaient qu'elles pouvaient mettre comme culottes les taut-couls de leurs amants ; d'autres se faisaient, discrètement, cisaller une côte. Les chignons volumineux étant à la mode, on dut importer d'Espagne et d'Italie 50 000 kilos de cheveux.

La comtesse de Greffulhe, réputée pour son narcissisme capricieux, brisait les statues qu'on teisel d'ella et écrivit un

clients les plus chères. Un de ses amis lui conseilla d'abattre la maison d'en face, afin que son maux éclairé le portrait de sa fille.

Dans les maisons de couture, les mannequins étaient choisis en fonction de la similitude de leur taille avec celle des meilleures clientes. On les appelait les « sœurs ». Vêtues de fourreaux de drap noir, elles attendaient, non le client, mais la cliente. On est alors presque ému, de page en page, à l'histoire de ces théâtres qui conjuraient une gloire aussi soudaine que louché et qui replongèrent dans l'oubli avant de mourir en pleine solitude, au terme d'affreuses maudites.

HERVÉ GUIBERT.

\* Palais Galliera, 10, avenue Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie, Paris (16<sup>e</sup>). Jusqu'au 31 mars.

# LE PICASSO DE PIERRE DAIK Un musée à faire

La bibliographie de Picasso n'est rien de plus qu'un ouvrage de qualité, écrit de façon très claire et solidement documenté. Ouvrage de connaisseur, de témoin, puisque Pierre Dalk a été, au lendemain de la guerre, un des collaborateurs du maître de Mougins, qu'il est demeuré en bons rapports avec lui jusqu'en terme de son parcours, et qu'il a déjà travaillé au catalogue raisonné de l'œuvre des premières années (1900-1906).

Une vie de peintre, tel est le titre du livre. *Ce prince entre les princes du dessin que l'humanité a engendrés*, écrit Pierre Dalk (...), nous laisse une œuvre pour chacun des vingt-cinq mille jours de sa vie active, nous rappelant ainsi que « l'art est d'abord un travail acharné, un métier sans cesse remis en cause. Une façon de vivre en homme su vie d'homme. Pour arriver à en faire, par exemple, une vie de peintre ». C'est vrai, parce que Picasso est le dernier artiste à avoir pratiqué le « métier des arts » des grands créateurs du siècle dernier, paros que chaque époque, chaque circonstance, chaque alerte de la sensibilité se projettent toujours en image chez cet homme constamment en éveil et attentif, dominant à son œuvre ce caractère « fanatiquement autographique » que Kahnweiler a plus d'une fois souligné.

Sauf dans les toiles de la période bleue et de la période rose, qui sont plus littéraires, illustratives ou symboliques, comme le voulait 1900, Picasso n'a jamais en effet parlé que de lui-même, de sa vie consciente ou rêvée, de ses cauchemars, de ses « songes que voici », des êtres surtout qu'il a aimés, convoités, détruits parfois et recréés à sa guise dans son prodigieux laboratoire mental. A l'un des moments les plus eustériques, les plus monastiques de l'œuvre, cubiste, tombé amoureux d'une jeune femme qu'il nomme Eva, il écrit à un de ses amis : « Je t'aime beaucoup et je t'écris sur mes toiles », et il écrivit en effet sur un tableau célèbre. Ma joie, qui est aujourd'hui au Musée d'art moderne de New-York. *L'œuvre de Picasso, c'est une scène de ménage*, disait Cocteau, qui ajoutait : *Il me semble que dans aucun ménage on n'a jamais cassé autant de vaisselle*. Et comme le nez était toujours trop long, la face du monde, et la face de la peinture, en ont été changées.

Sans doute, il n'a pas ignoré l'histoire, au moment de *Guernica*, de l'Homme à l'ogneau, de l'occupation allemande ou de ces années d'après-guerre qui sont à celles de ses difficiles rapports avec le parti communiste et de ce que Pierre Dalk nomme « la griserie idéologique » le chapitre qui lui est consacré est un des meilleurs de l'ouvrage avec ceux

qui traitent des *Demotelles d'Arignon* et du « bon usage des papiers collés ». Mais, paysagiste assez médiocre ou indifférent, il est avant tout un peintre de figures et de natures mortes, le peintre des choses qui sont là, à la fois insignifiantes et chargées de tout le poids des jours, bénignes et explosives comme les instruments du charme que la magicienne sibylle ou sorcière prépare dans ses cavernes (il travaillait presque toujours la nuit). L'objet a été la passion de sa vie et, c'est en ce sens qu'il n'a jamais cessé d'être cubiste : une table, une pipe, un comptoir, c'est bien assez pour retraire le monde.

D'un son goût bizarre pour les capharismes, les rebuts, les choses qu'on ne jette jamais : la photographie, de Brassai je crois, nous le montre dans les années 20 accoudé au manteau d'une cheminée devant des piles et des piles de boîtes d'allumettes vides. D'un, à un niveau plus élevé, son recours fréquent à la série qui permet d'explorer l'objet sous toutes ses formes, par rapport à l'espace, au souvenir, à ses virtualités de métamorphose : visages de Dora Maar, ateliers de la « Californie », dessins représentant le même motif et soigneusement datés, variations sur les *Ménines* ou le *Détenteur sur l'herbe*. Comme l'écrit Pierre Dalk dans les pages finales de son livre, « la série fondamentale que Picasso n'a pas abandonnée, c'est l'espace de l'homme contemporain n'est plus ce territoire bien ordonné et protégé, mais un faisceau de tensions, de déchirements où la paix est la plus dure des conquêtes... La peinture avec lui s'est faite interprète du décentrement moderne ».

Puisque nous avons eu l'occasion de parler de Picasso, une question : où en est le projet d'un musée qui devait lui être consacré ? Lorsqu'il était secrétaire d'Etat à la culture, M. Michel Guy avait souhaité que l'hôtel Salé, un des chefs-d'œuvre de Marais, accueillît la donation des héritiers du peintre. On n'entend plus parler de rien et l'on entend même des gens dire que leger Picasso dans un hôtel du dix-septième siècle serait lui faire un bien trop grand honneur et perpétuer par rapport à un monument historique une sorte de profanation.

Incrovable ! Il y a à Barcelone une Fondation Miró et à Paris ferait la fine bouche devant un musée Picasso ! Ce musée doit être fait et vite, ne serait-ce que pour réparer la longue indifférence des pouvoirs publics à l'égard du plus grand peintre du siècle. Les Picasso de Beaubourg sont presque tous des dons de l'artiste et de ses amis.

ANDRÉ FERMIGIER.

\* Pierre Dalk : *Picasso, une vie de peintre*. Editions du Seuil (69 F.).

**CENTRES CULTURELS ETRANGERS**

**CENTRE CULTUREL CANADIEN**  
5 rue de Constantine - 7<sup>e</sup>  
Dans le cadre de l'exposition  
**WE AMONG OTHERS**  
REFLETS DE NOUS-MEMES  
Vie et Arts en Ontario  
Tous les jours, dimanche compris  
Jusqu'au 19 février

**RENCONTRE avec L. LACROIX**  
Directeur des services de la télévision éducative en Ontario  
Vendredi 17, à 20 h. 30

**MUSICOISSANTS (11 h) et RÉCITALS (17 h)**  
**JOSEPH MACEROLLO**  
Accordéon classique  
Le dimanche 19  
Entrée gratuite, entrée libre en fonction des places disponibles

**INSTITUT NÉERLANDAIS**  
121 rue de Lille - 7<sup>e</sup>  
16 février-13 mars  
**LOUIS GANS**  
Tableaux - Ombres - Dessins  
Vernissage Jeudi 16 février, de 17 heures à 20 heures

**CENTRE CULTUREL PORTUGAIS**  
FUNDATION GUILHERMIN  
51 avenue d'Iéna - 16<sup>e</sup>  
Jendi 16 février, à 20 h. 45  
Conférence du professeur  
**CELSO CUNHA**  
Doyen de la faculté de lettres de l'université fédérale de Rio-de-Janeiro  
« L'avant de la langue portugaise en Afrique et en Amérique du Sud »

**ELYSEE-MONTMARTRE**  
Café Calcaïta

**MIKIS THEODORAKIS et CYPRIEN KATSARIS**  
Mardi 1<sup>er</sup> mars  
Salle Pleyel, 20 h. 30

**MIKIS THEODORAKIS**  
Samedi 25 février et vendredi 3 mars  
Salle Pleyel, 20 h. 30

M. Theodorakis chante chaque soir un programme différent.  
LOC Pleyel, 3 FNAC CROUS

**espaces 781**  
Porte de la Suisse  
Du 15 au 23 février à 20h30  
**"semaine" de jazz**  
9 Groupes et l'Opéra-goutte  
DU FREE du PUNK du ROCK  
PRO HELVETIA - 073 00 99

**ATHÉNÉE LOUIS JOUVET**  
**GENEVÈVE PAGE HUGUES QUESTER**  
**L'Aigle à deux têtes**

mise en scène  
JEAN-PIERRE DOUSSEAUX  
décors et costumes  
YVES SAINT LAURENT

avec  
MARTINE CHEVALIER  
JEAN FAUBERT M. EDDINE KATEB  
et ROLAND BERTIN

Tous les JOURS à 21 h SAUF LUNDI  
DIMANCHE 15 h 30 ET 21 h  
LOCATION 073.27.24 ET AGENCES

**FESTIVAL 1978**  
Directeur général: Bernard LEFORT

**HAENDEL ALCINA**  
LEPPARD - LAVELLI - ZACHWATOWICZ BERGANZA  
EDA-PIERRE - MASTERSON  
MURRAY - CHATEAU - LANGRIDGE - LOUP  
SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA  
Chorale BRASSEUR  
15, 19, 24, 29 juillet, 3 août - THÉÂTRE DE L'ARCHEVÊCHÉ / 21 h 30 - 20, 21, 23, 25, 28 juillet

**DONIZETTI DON PASQUALE**  
RIVOLI - THAMIN - BORG  
BACQUIER  
ROBINSON - ROSNESS - NOLEN - ANDREOZZI  
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE  
RADIO FRANCE - Chorale BRASSEUR  
Coproduction avec le CAPITOLE DE TOULOUSE  
THÉÂTRES 4 DAUPHINS - 16, 22, 26, 30 juil. - 4 août / 21 h 30

**SOIRÉE PURCELL ODE A SAINTÉ CÉCILE DIDON ET ENÉE**  
MACKERRAS - COFLEY - LAZARIDIS  
BAKER (21, 23, 28) - RHODES (28)  
BURROWES - TITUS - ESSWOOD  
SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA  
Coproduction avec le SCOTTISH OPERA

**GALA D'OUVERTURE SOIRÉE SCHUBERT LUDWIG-PREY**  
du profit du Fonds International d'Entraide Musicale, FIEM (UNESCO)  
CLOTRE SAINT-LOUIS / 12 juillet / 21 h 30

**29/18 h - ABBAYE DE SILVACANE**  
UPPSALA AKADEMISKA KAMMARROR  
30/18 h et 31/21 h 30 - CATHÉDRALE SAINT-SAUVEUR  
HAENDEL - LE MESSIE - SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA  
MACKERRAS - UPPSALA AKADEMISKA KAMMARROR  
1<sup>er</sup> AOUT - Teresa BERGANZA  
2<sup>e</sup> - SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA  
BEZI - LANGRIDGE, THOMPSON

5 au 11 JUIL / 15 h 30 et 21 h - 13 JUIL. au 3 AOUT / 15 h  
Léon SAYAN présente au Cinéma LE CEZANNE  
LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'OPERA

Correspondance: Ancien Archevêché  
13100 Aix-en-Pr. (envoi grat. dépliant)  
ALCINA, SOIRÉE PURCELL: 60, 130, 200 F. - DON PASQUALE: 40, 100 F. - GALA D'OUVERTURE: 100, 150 F.  
REQUIEM: 50, 120 F. (Ab); 40, 80, 120 F. (Vison) - MESSIE: 45, 80 F. - SCARLATTI/WALD: 40, 70 F. - SILVACANE: 25 F.  
VAN DAM, NORMAN, BERGANZA, SCOTTISH ORCHESTRA: 45, 75 F. - RHODES, RADIO FRANCE: 30, 50 F.

**LOCATION OUVERTE** Part téléphone: (42) 23.11.20-23.37.81  
A Paris: DURAND et FNAC

**SPECTACLES**

**L'affi**  
Au 18 de

**UN EN**  
**L'esprit**

مكتبة من الأصيل



IONDE DES ARTS  
DE PIERRE DAN  
usée à faire  
DES SPECTACLES

# L'affiche et ses créateurs au musée

## Au 18 de la rue de Paradis

**A**u numéro 18 de la rue de Paradis se trouve un musée consacré à l'histoire de l'affiche. Le musée est installé dans un appartement qui fut autrefois le logement de Roger Braud en 1940, et qui a été rénové par son fils, Roger Braud junior, en 1970. Le musée est ouvert tous les jours de 10 heures à 18 heures. L'entrée est gratuite. Le musée est consacré à l'histoire de l'affiche, de ses créateurs et de son évolution au cours des siècles. Le musée est divisé en plusieurs salles. La première salle est consacrée à l'histoire de l'affiche, de ses origines à nos jours. La deuxième salle est consacrée aux affiches de la Renaissance, du XVIIIe et du XIXe siècles. La troisième salle est consacrée aux affiches de la Révolution, du XIXe et du XXe siècles. La quatrième salle est consacrée aux affiches de la Révolution industrielle, du XIXe et du XXe siècles. La cinquième salle est consacrée aux affiches de la Révolution culturelle, du XXe siècle à nos jours. Le musée est une véritable mine d'or pour les amateurs de l'affiche.

Union centrale des arts décoratifs, où elles se sont rassemblées dès le début du siècle. La collection, qui doit beaucoup à des donateurs (Pocai en 1901, Buquet en 1918, Roger Braud en 1940), est riche en affiches anciennes — on a pu mesurer à plusieurs reprises lors d'expositions comme Le Cirque, il y a trois ans, ou Le caté-concert, à l'automne dernier. Elle est aussi régulièrement alimentée en affiches contemporaines, grâce notamment à l'Union syndicale des chambres françaises d'affiches et de publicité extérieures, qui, chaque année, dépose quelque deux mille nouvelles affiches, celles qui l'on voit partout, dans le métro, dans la rue. Tout cela prend de la place et doit être rangé. Le problème du stockage fait partie des préoccupations des responsables du musée, qui l'ont confié à Jean Prouvé, le rénovateur des lieux. Stockage scientifique et rationnel s'entend, et pour lequel il reste à créer des meubles répondant tant à la fragilité des affiches qu'à son histoire et qu'on ne voit sous ses yeux que leurs formats variés.

Après 1945, c'est une autre affaire. Bien que l'exposition donne un aperçu plutôt optimiste de la production contemporaine, avec plusieurs exemples des affiches de Savignac (Monesson ou lui — comme pour du chocolat suisse — ou le pot-au-feu Maggi — une vache ravin d'avoir été tronquée), d'André Françoise (pour vanter la suspension de la DS ou de l'ID), de encore avec l'affiche de R. Chastel pour le film d'Yves Boisset *L'Atalante*.

Le panorama est riche, quel qu'il soit, mais l'exposition d'affiches, l'affiche algérienne, l'affiche d'art, et constitue les meilleurs jalons d'une histoire en chapeaux de paille. Il ne reflète cependant pas la réalité de la production et ne permet guère de conclure : mais à faire l'histoire, le vrai, surtout pour la période d'aujourd'hui, celle qui est liée à des impératifs publicitaires, aux contraintes imposées par les agences, et où l'on sait parfaitement que le papier n'est plus qu'un tout petit moyen, face à l'œil du client, de lancer un produit. Promenez-vous dans Paris et vous verrez qu'aujourd'hui l'affiche-objet est morte, rongée par la photographie, le texte et un contexte. Il n'y a plus d'affiches bien qu'il n'y ait jamais autant de placards publicitaires. On ne voit plus de placards publicitaires pour étudier (ou cela aussi, ici, peut-être) mais chaque chose en son temps. Pour l'instant, il s'agit de lancer un nouveau lieu. Une exposition de prestige n'est-elle pas de rigueur.

L'exposition inaugurale est exclusivement consacrée à la production française sur trois siècles. Ce qui nous fait remonter loin dans l'histoire et même à l'histoire du genre, jusqu'aux placards, caricatures, « Engagez-vous ! », aux affichettes publicitaires pour le bière, le cidre ou le tabac, traitées dans le style d'Émile Aillaud, avant Lautrec. Avec des exemples comme les chats de Manet ou les présentoirs de la pharmacie de Gaudin, ou les chats de Doré, ou le *Joli arriani*, par Gavarni. À ce stade, l'affiche annonce une ouverture d'édition et illustration d'un texte.

Puis Chéret et Lautrec. Avec eux, un langage spécifique de l'affiche va naître. Un rapport nouveau est instauré entre le texte et l'image, le texte — inscription ornée — venant compléter l'image. Affiches bien connues de la Loire, de la Seine, de la Garonne, de la plaine d'Alsace, concision du trait nettoyé des fonds : tourbillon, dynamisme, ambiance, « cancan » et cabaret, à une époque où Mucha donne dans

### LA MÉMOIRE DE LA RUE

par FOLON

**L'**AFFICHE est morte. L'autre jour, je regardais les murs d'une station de métro. Pas une image qui fasse confiance à l'œil. De lourdes typographies Un seul critère, le rendement Vendre. Il faut posséder la nouvelle chaine stéréo, la nouvelle machine à laver, le nouveau réfrigérateur, la nouvelle télévision, la nouvelle voiture, les nouveaux avantages d'un comité de banque Les gens attendent le métro L'œil des gens se sont mépris Chaque image part de l'idée qu'elle parle à un troupeau incapable de comprendre. André Françoise l'a certainement dit, par ses violentes affiches du Nouvel Observateur. En montrant des moutons aux gens, il leur tendait un miroir pour qu'ils voient qu'ils devenaient tous les mêmes. Parce que les affiches sont toutes les mêmes. En réalité, le public ne trouve plus de points de départ à son imagination. Alors les gens se débrouillent avec ce qu'ils voient.

Où, l'autre jour en prenant le métro, mes idées étaient bien sombres. Et soudain, j'ai vu apparaître un bêtisier. Un immense navire sur la mer, majestueux, qui s'avance vers nous. Des oiseaux blancs pesaient devant cette masse noire et s'envolaient vers la mer. Oui, je voyais l'inoubliable affiche du Normandie, peinte par Casandra. Partir l'affiche, c'est partir une idée du bonheur et du plaisir. Casandra, la plus grande affichiste française, s'est donné le mort, en 1968, au moment où l'affiche devenait une arme. Avec modestie, il en avait fait simplement un art.

Mais, l'art de l'affiche d'apparaît parce que l'idée du bonheur a changé. Il est difficile de dire d'où elle est venue. Et les images sont vides parce qu'elles manquent de conviction. Les affichistes ne croient plus à ce qu'ils disent. Chaque semaine, on me demande de réaliser des affiches de publicité. Depuis 1974, les clients sont plus exigeants et il n'y a plus de mérite à éprouver aucun intérêt pour ce qu'on me demande. J'avais fait à ce moment la générique de l'émission « Italiques » pour la télévision, et une affiche Lautrec, parce que la lecture disparaît, et se crée que cela avait un sens.

De même, j'ai réalisé quelques affiches de films. C'est un honneur d'essayer d'être l'intermédiaire entre un auteur de films et le public. L'affiche de cinéma, en effet, devrait être un domaine plein d'invention, et l'alternative de parler un peu quand Yannick Baillon a réalisé son premier film. Quelque part quelquefois, elle m'a parlé d'une affiche en disant : « J'ai pensé à vous en ce moment-là qu'une affiche de film devait être comme ça. L'affiche, beaucoup plus qu'une affiche. Une forme de complicité avec un sujet, et l'auteur d'un film.

En réalité, le pourrait être une quantité de films à propos desquels j'ai réalisé maintes fois des affiches. Elles contiennent des idées très riches et très originales, et je suis sûr que je ne les réaliserais jamais. Vivre sa vie, de Jean-Luc Godard, le Jetté, de Chris Marker, Muriel et Provocence d'Alain Resnais, Amarcord de Fellini et récemment, les films de Wim Wenders, en particulier Au fil du temps, ce qui me fait penser à son assemblage de films et à son montage. Il me semble d'ailleurs qu'Allice dans les villes, son film précédent, où Wim Wenders suit un témoin qui raconte les événements, est un film très proche de Muriel, et dans mon esprit les deux affiches se ressemblent beaucoup.

Pour revenir au domaine de l'affiche, les vrais auteurs de films y attachent une importance, comme Pierre Étaix a proposé à André Françoise de réaliser l'affiche de chacun de ses films. Et Roman Polański lui a permis d'inventer l'affiche la plus belle générique des années 60. Entre parenthèses, il m'a même coupé la plus belle scène tournée par Hitchcock, l'assassinat de Janet Leigh sous la douche, dans *Psychose*.

On songe aussi avec nostalgie à l'extraordinaire qualité des affiches de films en Pologne. Lorsqu'il sortait en France, le *Navire absolu* ne se comprenait que les films de Casanova, de Forman, de Coppola, d'Altman, de Scorsese, de Fellini, enfin dans de tous les cinéastes qu'on aime, soient annoncés par des affiches tellement plates et vides. Pour l'affiche d'un film de Polański ou de Kubrick, combien d'images banales pour des films admirables. Un me semble pourtant qu'en ce moment en France une grande diversité d'illustrateurs et de peintres, si l'on songe à l'influence du cinéma sur les peintures, feraient de belles affiches formidables.

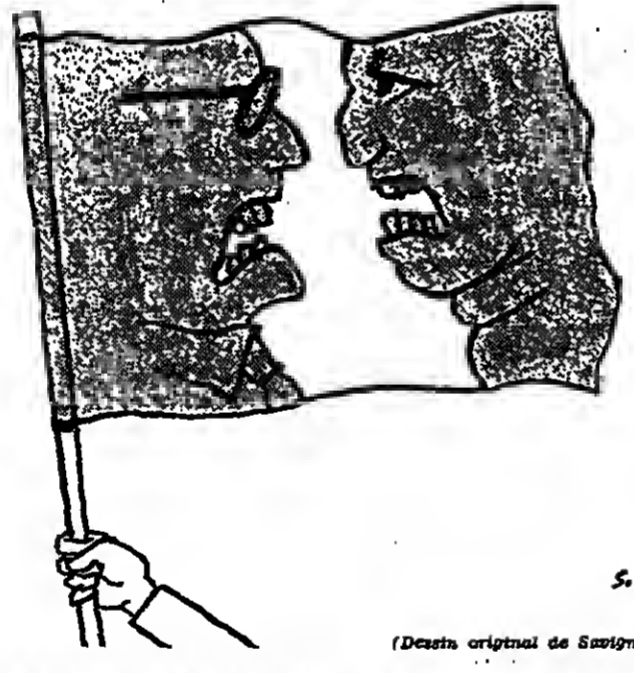
En attendant, il nous reste à découvrir les livres des affiches de Milton Glaser et Paul Davis, qui viennent de sortir aux Éditions du Musée de l'Affiche à Paris. Il va révéler des trésors oubliés et peut-être donner à l'affiche une nouvelle vie. En effet, quelle plus belle dessinée que celle d'une affiche ! Vous l'avez faite. Les autres le comprennent. Vous travaillez pour le moment de la rue. Elle doit partir dans l'instant. Votre image devra lutter avec la ville. Mais vous voulez vraiment vous faire entendre. Et si votre affiche est bonne, elle vivra en morceaux dans la mémoire des gens.

Aujourd'hui on peut même soupçonner que toutes les affiches se retrouvent un jour au Musée de l'Affiche. Peut-être les musées accueillaient toute la mémoire du monde.

### UN ENTRETIEN AVEC SAVIGNAC

## L'esprit des lieux communs

**R**AYMOND SAVIGNAC est un de ces hommes dont l'imagination, à travers l'affiche, nous est devenue proche. Mais sa signature passe souvent inaperçue, et les grands dessins que son trait nous impose dans la rue, le métro et le cinéma, il y a deux ans, il a publié des Mémoires, intitulés simplement *Affiches* (éditions Robert Laffont), où il raconte par quelle cheminée il est passé depuis la zinc du restaurant familial jusqu'à celui de lithographe. Il enta cette année au Musée de l'Affiche. Mais pas comme souvenir : il en a dessiné l'affiche.



(Dessin original de Savignac.)

« Lorsque l'état entretient les affiches me semblait mécanique. Je ne pensais pas qu'il puisse y avoir quelque chose derrière, et je disais avec admiration : on dirait que c'est imprimé ! Et puis un jour, quelqu'un m'a dit : « C'est Cappelletto. »  
« Déjà, je vivais beaucoup dans la rue et je pouvais voir partout des affiches. Il y avait alors une sorte de compétition entre ceux qui les dessinaient. On servait le produit, mais sûr, mais c'était au même temps l'occasion de se mesurer les uns aux autres, comme le feraient des acteurs. Qu'est-ce qu'un grand acteur, son afféter, sinon celui qui s'identifie à ses gestes sans perdre sa personnalité propre ? Malheureusement, on voit beaucoup plus de simulacres que de véritables acteurs. Pour les affiches, c'est la même chose. Je n'aime pas celles qui s'aiment elles-mêmes, ou qui « jouent » pour elles-mêmes. Une affiche doit servir le produit tout en gardant le style de son inventeur. La vocation de l'affichiste n'est pas de faire marcher la commerce, mais de le sublimer. Comment le pourrait-il encore, quand tout n'est plus l'ordre que sur le croquis ? L'affiche était un art mural, qui se trouvait en France son terrain d'expression le plus fort. L'influence de l'Amérique a été désastreuse, car elle en a fait un élément comme n'importe quel autre dans les campagnes publicitaires, en lui retirant son langage particulier. Maintenant les grands simplement sont consacrés à une publicité de catalogue ou à l'anecdote est reine. On ne trouve plus d'affiche « signifiante », sinon réduite à l'état de prospectus.  
« Ne serait-ce pas que l'affiche, telle que vous la concevez, n'est pas un phénomène pour-elle-même ?  
« Elle a été popularisée, mais elle ne l'est plus. Elle est devenue une expression artistique aristocratique. Ce qui est poétique, aujourd'hui, c'est Guy Lux. C'est le discours interminable dans lequel nous sommes obligés de nous exprimer. Elle a été popularisée, mais elle ne l'est plus. Elle est devenue une expression artistique aristocratique. Ce qui est poétique, aujourd'hui, c'est Guy Lux. C'est le discours interminable dans lequel nous sommes obligés de nous exprimer. Elle a été popularisée, mais elle ne l'est plus. Elle est devenue une expression artistique aristocratique. Ce qui est poétique, aujourd'hui, c'est Guy Lux. C'est le discours interminable dans lequel nous sommes obligés de nous exprimer.

plus de slogan, cette façon de parler vive et rapide. Et le dessin, à tort, est un bouche-trou : il n'existe plus guère que comme illustration, très rarement comme expression. Les gens ne savent plus lire un signal rapide, et ne savent plus saisir un dessin, c'est-à-dire l'expression subjective d'un dessinateur. Or, si vous enlève le prétexte par lequel passe tout ce qui fait, il ne reste rien, sinon un simulacre. Et c'est pourtant ce que l'on nous demande désormais.  
« L'important, je pense, n'est pas de garder comme tout le monde, mais de trouver son propre langage. Pour ma part, j'aime la vivacité d'esprit, le raccourci, l'ellipse. J'aime la beauté de l'évidence.  
« Comment Savignac est-il devenu l'affichiste-acteur que nous connaissons ? Dans vos mémoires, vous décrivez votre long apprentissage, et vous nous dites : « Je suis né à l'âge de quarante ans et au sein d'un atelier de la vache Monesson. L'affiche est la seule chose que j'aie apprise à faire en tant que dessinateur.  
« Mon métier n'est en effet défini très progressivement. Cette progression possible est d'ailleurs une des merveilles des métiers graphiques : un peintre peut garder la tête en vieillissant, mais il ne perd jamais l'œil.  
« Des affichistes, il y en avait beaucoup. Cappelletto le premier, plus tard, Carlu, Lougot ou Casandra, qui prirent un directeur original en appliquant des trouvailles graphiques et picturales. Pour moi,

ont dû entrer dans des agences. Ils ne font plus d'affiches.  
« C'est que c'est un métier difficile, et dans lequel on ne fait pas fortune même si l'on parvient à vivre bien. Mais il donne l'indépendance. D'après ce que j'ai fait, cela est vrai pour l'affiche : il faut un caractère solide à celui qui veut en faire son métier. Son seul imprécateur, c'est moi. Je suis le seul à lui avoir dit de s'en aller. Il lui faut avoir du succès de son vivant. « J'aime la fugacité de mon travail. Une affiche apparaît et disparaît : c'est une passe, paradoxalement, une bonne affiche peut laisser des traces profondes dans la mémoire des gens. Et n'est-ce pas cela la poésie ? Cette révélation d'un travail, j'appelle cela le don de Dieu. C'est plus que de la vanité : c'est un bonheur vrai. Je suis passé de la feuille blanche à quelque chose qui vit.  
« Vous attachez, je crois, une grande importance à l'impression de vos affiches ?  
« Malheureusement, il n'y a presque plus d'imprimeurs. La belle typographie est pratiquement morte, et il n'y a déjà plus de grands formateurs. La vraie typographie, c'est un mariage entre la papier et la pierre, ou plus adroitement le zinc, un mariage d'amour. Un époux et une épouse. Pas besoin de gaspages supplémentaires, comme souvent avec les procédés actuels. On dirait que plus les machines sont perfectionnées, plus le tirage est moche. Et pourtant les gens s'en contentent. Cette complaisance vis-à-vis de la médiocrité, c'est ce que le mépris du public.  
« Le véritable imprimeur, c'est celui qui sait traiter une affiche non pas à la lettre, mais en respectant son esprit. Alors chaque affiche prend une vie particulière.  
« Nous sommes à la veille d'une nouvelle campagne publicitaire. Ne serait-ce pas une occasion de redonner à l'affiche l'importance que lui réservait le meilleur des publicités commerciales ?  
« On ne verra pas d'affiches aux élections. Pour parler au peuple, aujourd'hui, il faut de la photo, des chromes fallacieux. Les affiches fortes et agacées, comme les affiches négatives, ne sont plus possibles parce qu'on découvre partout le même démagogie.  
« Il faudrait retrouver un peu de cynisme. Cela redonnerait un peu de tonus à notre société. Mais on a peur des mots forts. Et on a peur des vraies affiches.

U.G.C. MARBEUF v.o.  
VENDOME v.o. (son magnétique) UGC DANTON v.o.  
Et si demain, nous étions tous des INDIENS !

SND présent

UN FILM DE JEAN-PIERRE DUTILLEUX

# RAONI

avec CLIVE KELLY  
Produit par BARRY WILLIAMS  
Directeur de la photo CARLOS SALDANHA assisté de BILL LEIBRACH  
Musique de EGBERTO GISEMONI - CINÉMASCOPE COULEURS

Propos recueilli par FRÉDÉRIC EDELMANN.



cinéma

VOYAGE A TOKYO de Yasujiro Ozu. D'un très grand cinéaste japonais, mort en 1963 et pratiquement inconnu en France, une œuvre fascinante. On retrouve dans tous les films d'Ozu ce thème de la dissolution de la cellule familiale. Quant au style, si est celui d'un homme qui poursuivait la vérité et la beauté à travers le dépouillement absolu.

ELLES DEUX de Maria Meszaros. Marina Vlady, grande, équilibrée, et la petite Lili Monori, sauvage et un peu cruelle, apprennent l'une et l'autre à reconstruire leur vie. Maria Meszaros construit leur évolution à travers leurs difficultés familiales, dans un film tout en atmosphères, en intensité de jeu et d'expression.

LE BOIS DE BOULEAUX d'Andrzej Wajda. Une maison à la campagne. Deux frères, l'un rongé par le souvenir de sa femme morte, l'autre aimé par sa femme morte. Entre les deux, une robuste paysanne dont le corps est un appel. Un film intimiste, où Wajda fait merveilleusement apparaître le rapport de l'érotisme à la mort, et chante l'espoir de la vie.

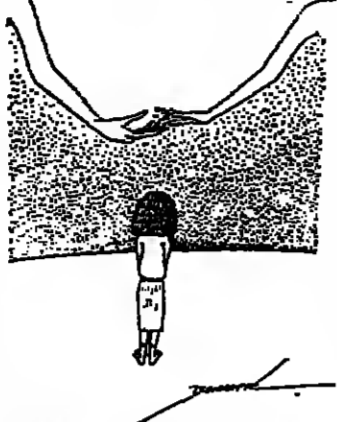
JULIA de Fred Zinnemann. Comment, dans les années 30, sous l'influence d'une amie de jeunesse, Lillian Hellman, intellectuelle juive américaine, auteur dramatique célèbre, découvrit la nécessité de la lutte. Par une narration romanesque exemplaire et les associations de la mémoire affective, Zinnemann recrée le cheminement de la conscience progressiste.

LE MIROIR d'Andréi Tarkovskij. Le cinéaste d'Andréi Roublev se penche sur son passé, sur son enfance, évoque, à travers le visage de la même actrice (la sensible et bouleversante Marianna Terekhova), sa mère jeune, et sa femme. Film de souvenirs et de fantasmes, le Miroir relie la vie intérieure d'un individu à l'âme russe, l'attachement au pays natal.

SAFRANA de Sidney Sokolow. Quatre Africains, ouvriers, qui ont fait l'expérience du prolétariat parisien, découvrent, en Côte-d'Or à l'occasion d'un stage agricole, les vieilles valeurs d'un monde rural menacé comme le leur. Après Nationalité : immigré (Prix Georges Sadoul 1975), Sidney Sokolow, cinéaste mauritanien résidant en France, élargit la prise de conscience politique des Noirs immigrés au problème du retour en Afrique et du « droit à la parole » sur la terre natale. Une remarquable « fiction documentaire ».

LE RETOUR DE L'ENFANT PRODIGE de Youssef Chahine. La désagrégation d'une famille bourgeoise égyptienne entre les guerres israélo-arabes de 1967 et

une sélection



« Elles deux », vers par Bonnard.

1973, l'échec du nationalisme. Une fable sociale portée par le style romanesque et critique de l'auteur de la Terre et du Moineau.

SIX FILMS CHINOIS Réalisés entre 1961 et 1974, ces six films ont été victimes de la censure de Mme Chiang King. Leçons d'histoire et actes de foi, leur valeur de témoignage l'emporte sur leurs mérites cinématographiques.

ET AUSSI : Pitié pour le prof ! de Silvio Narizzano (un jeune instituteur dans l'Ouest canadien des années 30); Baro, de Gilles Béhat (les drames d'un village français après la guerre de 1914; violence et lyrisme); le Voyage au jardin des morts, de Philippe Garrel (fascination et sortilèges poétiques d'un cinéaste marginal); les Liens de sang, de Claude Chabrol (un « thriller » psychologique); l'Hérétique, de Jean Béraud (métaphysique du bien et du mal dans la suite de l'Exorciste); Angela Davis, l'enchaînement, de Jean-Luc Simon (méthodes de lutte contre la perfectionnement du racisme aux Etats-Unis); Je suis un autarcique, de Nanni Moretti (les échecs de la nouvelle gauche italienne); les Petits Célins, de Jean-Marie Poité (regard nouveau sur la jeunesse moderne); De l'autre côté de minuit, de Charles Jarrot (Marie-France Pisier et le délire du mélodrame hollywoodien); Barbra, de Akira Kurosawa (des « Misérables » japonais).

théâtre

LES RUSTRES Les phalocrates opprimés. Les jennies ont le beau rôle dans cette pièce célèbre de Goldoni. Nelly Borgeaud, Magali Renoit ainsi qu'Ariette Gilbert, Christiane Minazzoli s'adonnent joyeusement au plaisir de jouer avec Georges Geret, Gaston Vachita, avec un Pierre Mondy et un Michel Galabru époustouflants.

MEURTRE DANS LA CATHÉDRALE à Chaillot. Un mois dans la vie de Thomas Becket. Ou comment les derniers jours de l'archevêque de

Canterbury, rentré d'exil pour témoigner de la vérité, furent de lui un saint : le patron des opprimés, l'image de la justice. Terry Hands, metteur en scène invité par la Comédie-Française, a choisi l'authenticité. Les comédiens du Théâtre de la Ville viennent habiter l'ancien Théâtre populaire. Ils y démontrent la pièce très chrétienne de T.S. Eliot. Tant bien que mal.

GOTCHA au Marie-Stuart. Quand un posse ne possède rien et que les autres oublient jusqu'à son nom, quand il devient fantôme, la seule manière qui lui reste d'exister c'est de jouer avec la peur des autres, jusqu'au bout de ses desseins. Gotcha est la tragédie de l'anonymat.

LA MOUETTE à Suresnes. Les héros déphasés de Tchekhov cherchent un contact qui confirme leur existence. Ce sont les fantômes d'une société sans avenir qui hantent nos mémoires. Leur drame est le nôtre. Leur monde est la scène. Tchekhov et Bayen se rencontrent sur leur terrain commun, le théâtre.

LES PAQUES A NEW-YORK à la Cité internationale. Illustration du grand poème de Blaise Cendrars, montrant la vie des immigrés en Amérique. Du nouveau mime, plein d'idées.

ET AUSSI — David Copperfield à la Cartoucherie du Soleil (les temps retrouvés de l'enfance); Parades à l'Aire libre (anathèmes brûlants dans les rues noctambules); Le Coup du monde au Séanté (Copi); Apprends-moi, Céline, aux Nouveautés (Maria-Paoline); Dom Juan, à la Cartoucherie de Vincennes (Molière dans ses meubles); Boîte-Mao-Boîte, au Lucernaire (Abebe mis en mémoire par Laurent Terzieff); le Bateau pour Lipiza à la Comédie des Champs-Elysées (le cœur parle); le Roi des ours, au Fontaine (l'éternel succès de Wolfinski et Confortes actualisés).

musique

BERNSTEIN ET LA PHILHARMONIQUE DE VIENNE. La salle Pleyel sera sans doute trop petite pour cet unique concert de la Philharmonique de Vienne avec la Dixième Symphonie et l'Héroïque de Beethoven dirigés par Leonard Bernstein. Souhaitons que ce concert, organisé par Radio-France, soit télévisé en même temps que radiodiffusé, car Bernstein est sans doute au sommet de son art de l'interprétation beethovenienne. Seuls les plus grands devraient avoir le droit de diriger Beethoven, trop galvaudé à la télévision (Pleyel, le 27 février).

LE REQUIEM DE SCHUMANN Deux œuvres émouvantes du dernier Schumann sont à l'affiche de l'Orchestre National, dirigé par Gabriel Chamura : le Concerto pour violoncelle, de 1850, ardent, plein de flamme, hanté cependant par la joie

sous-jacente, et le Requiem, de 1852, qui marque des traces d'épuisement. Avec de magnifiques solistes, au premier rang desquels Jessye Norman (Saint-Louis-des-Invalides, le 22).

L'« ORMINDO » A LYON Elève de Monteverdi, Cavalli a composé de merveilleux opéras encore presque inconnus. Il faut aller voir à l'Opéra de Lyon l'un de ses chefs-d'œuvre, l'Ormino (1644), qui avait ravi Glyndebourne il y a quelques années (les 22, 26, 28, 28).

MUSIQUE CONTEMPORAINE Tandis que l'IRCALI consacre sept scènes au « temps musical » (séances de travail dirigées par P. Boulez, avec des œuvres de Ligeti, Messiaen, Stockhausen, Boulez et Carter, jouées par l'Ensemble inter-contemporain au Centre Pompidou, du 17 au 23), la maison de la culture de Nanterre commença un festival des « Voix, théâtres et musiques d'aujourd'hui » en collaboration, avec l'Atelier lyrique du Rhin, où l'on reverra pour commencer la meilleure œuvre de Georges Aperghis, Histoire de loup, d'après Freud, mise en scène par Pierre Barrat (les 22, 25 et 28).

JOURNÉE SERGE NIGG « Perspective du vingtième siècle » consacré au journal de Serge Nigg, un compositeur complexe et imparfaitement connu, ancien sérial qui a repris rapidement sa liberté par nécessité lyrique. Au programme de cette journée, des œuvres très originales de Boulez, Le Roux, Messiaen, Webern, Schoenberg, Jolivet, Scriabine et, bien entendu, de Nigg (Radio-France, le 18, à 14 h. 30 et 20 h. 30).

— ET AUSSI — J.-B. Pommier, piano (Champs-Elysées, le 16); Prestige de la musique : Debussy, Ravel (Pleyel, le 16); Elia, Chostakovitch, Dvorak, par l'Orchestre de Paris, dir. W. Rowicki, avec I. Perlman (Palais des Congrès, le 16, à 20 h. 30); le 17, à 19 h.; Champs-Elysées, le 18, à 10 h.); Ensemble à vent Maurice Bourgue (TEP, le 16); Purcell, Leclair, Haendel, Rameau, par l'Orchestre philharmonique, dir. J. Poole (Radio-France, le 16); Carmen, mise en scène L. Ducreux (du 16 au 19); Schubert, par Eren-del (Champs-Elysées, les 17, 21, 24); les Contes d'Hoffmann, mise en scène P. Chéreau (Opéra, le 20); Nelson Freire (Athènes, le 20); P. Cochereau (Notre-Dame, le 20); K. et M. Labèque, E. Ross, G. Causse et A. Dumay (concerts bicus du Palais des Congrès, le 21, à 18 h. 30); Autour de Monteverdi, par le Quatuor Per Cantar (Saint-Séverin, le 21); Bach, par I. Perlman (Champs-Elysées, les 22 et 27); Jeremy et Yehudi Menuhin (Pleyel, le 22 février).

expositions

LE NOUVEAU MUSÉE DE L'AFFICHE (Lire nos articles page 15.)

RUBENS ET SON SIÈCLE au Louvre et au Grand Palais. Rubens, ses maîtres, ses élèves, troisième et dernier volet de l'hommage parisien au maître flamand. Une exposition qui comporte plus de cent cinquante dessins des collections du Louvre. En cinq salles, dont quatre sont entièrement consacrées à Rubens. Pour compléter le dossier du département des peintures sur Le Dix-Septième Siècle flamand et le Siècle de Rubens, au Grand Palais.

L'ART MODERNE DANS LES MUSÉES DE PROVINCE au Grand Palais. Un panorama des richesses des musées classés et contrôlés, dans le domaine de l'art moderne et contemporain. A travers près de trois cents tableaux, dessins, sculptures et objets couvrant la période de 1905 à nos jours, l'occasion de découvrir, de Bonnard, Matisse ou Picasso à Louis Cane ou Titus-Carmel, des œuvres importantes, notamment celles qui ont été récemment acquises.

LA DONATION PIERRE LEVY à l'Orangerie.

Une donation qui comprend près de deux mille œuvres, et qui a été par deux fois partiellement présentée à Troyes où elle sera définitivement installée. Tout n'est pas non plus exposé à l'Orangerie où l'on s'est efforcé de respecter l'esprit de la collection, avec ses temps forts : les jaunes, Derain, La Fresnaye, Marinot, les arts africains.

LES SINGULIERS DE L'ART à l'Arc-Paris.

« Des inspirés aux habitants paysagistes », quelque part à la lisière de l'art brut, la production « singulière » d'artistes « boulangers, mineurs, cultivateurs, coraniers », qui, souvent à l'âge de la retraite, se sont mis à bricoler un univers imaginaire superbe; on y a bâti, assemblé, peint, fabriqué des objets pour remplir leur maison et leur jardin, de pierre, de couleurs, de vie.

SUC'E D'ART au Musée des arts décoratifs.

D'une maquette de cathédrale aux animaux géants, des diadèmes et diamants d'heures de travail passées à la réalisation d'œuvres dont le destin est, par essence, éphémère. Le sucre, la confiserie, ça se mange ou ça fond. Performance technique et insolite, « art bouffe » et création populaire, et, une fois de plus, artistes et artisans.

GENEVÈVE ASSE au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Après avoir été présenté à Genève, l'œuvre gravé de Genevieve Asse, dont R.M. Mason a établi le catalogue raisonné, est exposé dans son intégralité. Un voyage à la conquête rigou-

reuse d'un espace de plus en plus dépeuplé, qui n'exclut ni la sensibilité ni la poésie.

ET AUSSI : Domus Aurea, d'Anne et Patrick Poirier (La fascination des ruines, Calder (Images de la vie quotidienne d'un grand sculpteur disparu) et E.J. Marey (un photographe et le mouvement), au Centre Georges-Pompidou; Diaghilev, au Centre culturel du Marais (une exposition-spectacles : les Ballets russes, des peintres, des décors, des costumes et de nombreux documents); Toiles de Nantes des dix-huitième et dix-neuvième siècles (Joy n'avait pas l'exclusivité de l'indianisme) et l'Herbar de J.J. Rousseau (à l'occasion du bicentenaire), au Musée des arts décoratifs.

danse

CAROLYN CARLSON au Centre culturel de Marais. Ciphra, une création sur une musique de Janet Cooke. C'est dans ses solos que Carolyn Carlson révèle le mieux comment elle établit sa relation avec l'espace (jusqu'au 19, 20 h. 30).

ET AUSSI : la compagnie américaine de Kiff Keuter, à la Maison des arts et de la culture de Créteil le 6, au théâtre de Villes-le-Bel le 18 (un chorégraphie dans la lignée de Paul Taylor).

variétés

PASCAL AUBERSON au Théâtre de la Ville. Un ton, une couleur, qui ne doivent rien à personne, un interprète qui a une drôle d'efficacité scénique (19 h. 30).

BARBARA à l'Olympia. Les entretiens de Barbara, les presque-riens qui cachent une déchirure ou une désespérance (20 h. 45).

FRANÇOIS BERANGER à l'Elysée-Montmartre. Le monde qui change, le monde qui éclate, par un auteur-compositeur-chanteur qui s'est radicalement transformé en quelques années (21 h.).

COLUCHE au Théâtre de Gymnase. Coluche cherche sans doute encore son public, mais présente quelques monologues très corrosifs, d'un très haut niveau (21 h.).

LE CUARTETO CEDRON au Théâtre de la Renaissance. Le tango argentin adapté, modernisé par un des meilleurs groupes du genre (jusqu'au 17, à 21 h.).

BERNARD HALLER au Palais des Arts. Un très grand comique qui sait donner dans la peinture des caractères — en peu de mots, de phrases, de gestes — une étonnante épaisseur de vie (20 h. 45).

EMMYLOU HARRIS à Mogador. Le country-rock par la chanteuse-guitariste Emmylou Harris : une présence et une force incontestables, un remarquable groupe derrière elle (le 20 février, à 19 h. 30 et 22 h.).

15 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES 7-21 FÉVRIER A 21 H. QUATRE A QUATRE. Pièce québécoise de Michel Garneau - mise en scène de Gabriel Garran. Inhabituel, très attachant, actrices québécoises excellentes. Michel Cournot "Le Monde". Une soirée rare. Caroline Alexander "L'Express". Grave, sensible et générique. Jean-Pierre Léonard "L'Humanité". Gorgé d'humour. Michel Grey "L'Aurora". Tout à fait remarquable. Jean-Jacques Gautier de l'Académie Française "Le Figaro". Une réussite. Matthieu Galey "La Quotidienne de Paris". théâtre de la commune d'Aubervilliers - 833.16.16. Square Stalingrad (avenue de la République) 93500 Aubervilliers. le vendredi 17 février. BEAU DOMMAGE. grande soirée québécoise. 20 h Quatre à quatre de Michel Garneau. mise en scène Gabriel Garran. 21 h 30 Beau Dommage.

« LE PSYCHOPOMPE » de GUÉNOLE AZERTHOPE. 20 h 30 LA PÉNICHE. quel de Volnay (en face de la rue de Terregel) Métro : Château-Landon. Réservation : 205-40-39.

CENTRE DRAMATIQUE DE NANTERRE. TRISTAN et ISEULT. mise en scène BRIGITTE BONNARD. REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES à la maison de la culture de Nanterre. Mercredi 15 - Vendredi 17 - Samedi 18 février, à 21 h. dimanche 19 à 15 h 30. Renseignements et location : tel. 204.18.31.

CABARETS. LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS. LIDO. NOUVELLE SUPER REVUE "Allez Lido". 2200 CHAMP. REVUE. 125. BAL DU MOULIN ROUGE. LISETTE MALODOR. 22 H 30 CHAMP. REVUE. par pers. 179. 22 H 30 CHAMP. REVUE. par pers. 115.

JEAN-MARIE RIVIERE. PARADIS LATIN. DINER SPECTACLE. 28 rue Cardinal-Lemoine 5. Réservations: AGENCES, HOTELS et 325.28.28.

FETE ALCAZAR. REVUE ENTERTAINEMENT NOUVELLE. 42 RUE MAZARINE. 325 8221. Paris. JARDIN. 190 F. service compris. DINER DANSANT 20 h 30 ET SPECTACLE 22 h 30. 6, Av. Gabriel Péri 8. Tél. 292.58.08 et agences.

ELYSEES LINCOLN - MAURHEUILI. MAURHEUILI FARNASSE - 14 MAURHEUILI. BARBEROL. MONTE-CARLO - GAMBETTA. SAINT-LAZARE PARNASSE. 14-JUILLET PARNASSE. PLM SAINT-JACQUES. ARTEL Villeneuve - BELLE. ELYSEES 2 La.

le nouveau film de...

مكتبة من الأصل



Rodin à Calais

L'artiste et la commande publique

Il est naturellement question en ce moment, au Musée des beaux-arts de Calais, de ces dix-huit bourgeois dont l'un, Eustache de Saint-Pierre, disait en 1347, selon Froissart : « Je me mettrai volontiers en chemise, nu-tête, la corde au cou, à la merci du roi d'Angleterre. »

tés municipaux, environ une trentaine de notables responsables de la commande. En fait, la publication des cent cinquante-neuf lettres échangées entre Rodin et le président du Comité du monument des Bourgeois de Calais, Omer Dewavrin, a suscité l'exposition et l'ouvrage.

tout de même dessinés plusieurs projets, hésitant entre le socle haut qui découpe sur le ciel et donne un accent héroïque et une présentation très basse, plus « familière », d'accès direct sur la sensibilité, permettant de « laisser le public pénétrer au cœur du sujet ».

l'Enfer » mais enrichie d'une paire d'ailes.

Les études de têtes utilisées pour le monument de Calais et les nus correspondants occupent à droite de l'entrée en une série de petits formats, marqués de quelques très brillants zoomorphes mais inégale, d'où allait sortir la maquette si vivement discutée. On sait que Rodin a voulu des modèles considérés comme représentant des types humains de la région, et que, sans pour Eustache de Saint-Pierre, les noms attribués à ces portraits imaginaires sont récents. Ils servent de toute manière à désigner d'admirables visages pour lesquels sont placés fréquemment côte à côte le père, toujours le meilleur, un peu plus mou, équilibré, une face quelque peu intéressante.

Les nus correspondants précèdent la figure vaine décident de l'attitude de chacun des bourgeois, attitude qui, des esquisses à la version définitive, reste théâtrale mais perd certains aspects d'expression comme le visage de Jean d'Altre perd ses larmes en relief.

Faut-il voir dans cette évolution du drame au mieux contenu l'effet des critiques du comité d'État ? Certainement, dans la mesure où les modifications dépassent les améliorations qui peuvent résulter des progrès du seul travail. Toutefois, si Rodin a remanié le contenu expressif de l'œuvre, il n'a pas cédé sur la structure « cubique » toujours maintenue depuis la première maquette. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que cette structure exceptionnelle, si difficile à établir, est un exploit de composition.

Belle vitrine de mains, têtes colossales réalisées vers 1909 à partir d'agrandissements d'états définitifs de têtes du monument, dessins, croquis, documents photographiques (modèles) complètent un ensemble soigné, neuf et intelligent où, malgré tout, plus que sa correspondance, compte l'art de Rodin groupant ces dix otages.

PAULE-MARIE GRAND.

\* Calais, Musée des beaux-arts, jusqu'au 18 mars ; Paris, Musée Rodin, 27 avril-28 septembre.

Le destin de trois collections

Tableaux maudits et monnaies rares

POUR vingt cinquante, cent ans, des objets s'accumulent en une longue sédimentation. Et puis, comme une erre soudaine, la mort, le besoin d'argent, ou simplement l'ennui du passé ou l'incapacité de l'héritier, bouleversent cette fragile réplique, et la flot d'une vente publique emporte tout.

Le docteur Mondolfo, célèbre philatéliste italien, avait ainsi rassemblé la plus importante collection de tableaux d'un peintre peu connu, mais, depuis le surréalisme, fort recherché des amateurs, Mazon Desiderio ; Monsieur Didier s'appelaient en réalité François de Nôme, mais il avait un ami, Didier Barra, qui fut son aide en peinture et son complice en friponneries dans l'Italie incertaine de la première moitié du dix-septième siècle. On lui — leur — doit des vues de places ou de monuments dévastés dont la rigueur architecturale — on pense à Chirico autant qu'à Piranesi — se fait presque menaçante, comme si, telle la statue du Commandeur, ces blocs de pierre énormes, ces colonnes trop hautes, allaient se venger des deux étrangers Don Juan qui les ont créés, de ces deux petites silhouettes qu'on aperçoit, campées devant des ruines imaginaires dans une toile où il est tentant de voir un double auto-portrait (1,47 m x 2 m, au prix de 108 000 F français). Ce tableau et d'autres, — adjugés entre 15 000 et 50 000 francs — ont été vendus le 25 janvier à Rome, chez Christie.

Il y a plus de deux petites silhouettes qu'on aperçoit, campées devant des ruines imaginaires dans une toile où il est tentant de voir un double auto-portrait (1,47 m x 2 m, au prix de 108 000 F français). Ce tableau et d'autres, — adjugés entre 15 000 et 50 000 francs — ont été vendus le 25 janvier à Rome, chez Christie. Ils portent malheur, dit-on, et ont donc été achetés par des Suisses ou des Allemands, gens réputés peu superstitieux. La cause de cette erue dévastatrice : la fille du docteur Mondolfo avait été enlevée par des bandits, et il a fallu payer rançon.

A Paris, c'est la mort qui emporte Mrs. Squier, mais cette riche Américaine laisse à trois œuvres, la ligne contre le cancer, la Croix-Rouge et une association d'hémiplégiques un trésor de sept cents pièces d'or, près de 11 kilogrammes de métal précieux. Ces monnaies ont représenté l'essentiel de la vente tenue à l'hôtel George-V le 2 février (étude Ader-Picard-Tajan, experts MM. Bourgey et Page). Le résultat élevé, de 5 629 000 F, est dû principalement à la clientèle étrangère, venue à Paris pour acquérir des pièces du monde entier, dont seuls les spécialistes des pays concernés peuvent apprécier toute la rareté. Les Espagnols se sont donc disputés les monnaies de leurs anciennes colonies, et une pièce mexicaine de 8 escudos, estimée 6 000 à

8 000 francs, a atteint 105 000 francs, elle avait été frappée en 1813 à Guadalajara et non à Mexico, comme la plupart. Les pièces anglaises, grecques ou suisses, ont réservé moins de surprises, mais, là encore, les estimations ont été souvent dépassées (38 000 francs pour une pièce de 5 guinées de 1793, 51 000 francs pour une pièce de 100 crachmes frappée à soixante-seize exemplaires en 1876, 88 000 francs pour une pièce de 5 ducats Berne, 1786). Le prix le plus élevé a été obtenu par une exceptionnelle pièce polonaise de 40 ducats frappée en 1821, et pesant plus de 139 grammes, elle paraît avoir été ciselée, tant les détails de l'armure du roi Sigismond sont précis (390 000 francs).

Avec la vente d'instruments scientifiques du 7 février à Dronot-Rive gauche (étude Lambert et Custer, expert M. Eriau), c'est un autre type de collection qui a été dispersé. Tous les étudiants en médecine de Paris ont connu la vieille maison Collin-Gentile, successeur de Charrière, fondée en 1830 ; c'est la collection particulière de l'entreprise qui a été vendue. Quelques-uns des plus beaux instruments de chirurgie du dix-neuvième siècle, mécaniques impeccables propres à réparer la machine humaine, ont été fort heureusement préemptés pour le compte de l'Assistance publique et du Val-de-Grâce : un ensemble de scies et de vibreurs, d'un fonctionnement si subtil qu'on trouva peu de chirurgiens assez habiles pour les manier (41 000 francs) ; une scie double à manche d'ivoire sculpté, fabriquée vers 1840, dont les deux lames parallèles découpent les apophyses des vertèbres, de chaque côté du canal médullaire (13 000 francs) ; enfin, un trépan fabriqué par Tréze au dix-huitième siècle, élégant comme un joli bourgeois et qui semblait sorti d'une planche de l'Encyclopédie (13 000 francs). Rappel, œuvre de charité, disparition d'une ancienne fabrique, le marteau des enchères a toujours une conclusion prête.

JEAN-MARIE GUILHAUME.

P.-S. : Un plumbier Kadjar représentant la victoire des Français sur les Arabes en 1804, et exécuté par Ismail, a été acheté 200 000 F par un collectionneur français le 6 février à Dronot - Rive gauche (étude Boisgrand et Heckerzen, expert Mme Kevorkian). Ce nouveau record confirme la vogue des « qualimans » (Le Monde du 19 novembre 1977). On se souvient qu'un plumbier sarladaise de Mohammed Zaman a été vendu 130 000 francs à un Iranien par la même étude le 28 octobre 1977.

Mais l'originalité du très intéressant travail conduit par Dominique Rodin, le monument des Bourgeois de Calais (1884-1885, détail de l'immense travail) avoué par le sculpteur pour donner forme à ce lointain cortège héroïque. Et plus de cent vingt pièces — études de nus et de visages, maquettes, modèles, etc. — illustrent la poursuite d'un grand récit collectif grâce à des portraits imaginaires.

Libéré par un drame bourgeois

Pendant que Rodin travaille, il n'est pas toujours épargné. Le comité qui représente l'opinion publique (vigilance sur le travail) vigoureuse et exigeante, froide et monotone alors que la pyramide classique, elle, est « décapitée ». Rodin répondra simplement qu'il n'a pas fini ; la force du modal donnera l'impression. Il repousse la pyramide, conventionnelle et qui immobilise comme les courbes qui sont fades et « dira » sa sculpture dans le goût national (« l'âme gauloise de notre époque gothique »).

des critiques s'attachent à la composition du groupe en forme de cube qui serait disgracieuse, froide et monotone alors que la pyramide classique, elle, est « décapitée ». Rodin répondra simplement qu'il n'a pas fini ; la force du modal donnera l'impression. Il repousse la pyramide, conventionnelle et qui immobilise comme les courbes qui sont fades et « dira » sa sculpture dans le goût national (« l'âme gauloise de notre époque gothique »).

Paradoxalement, un drame bourgeois — la faillite de la banque Sagot — libérera, dès 1886, Rodin des polémiques les plus pénibles ; le groupe de contrainte est dispersé, la commande menacée. Le travail peut continuer librement et, par la suite, les difficultés qui porteront principalement sur les questions du socle et de l'emplacement seront résolues par des compromis. Rodin ne décidera vraiment la question du socle qu'en 1911 et 1914 : « Je ne voulais aucun piédestal à ces statues. » Il avait

ÉLYSÉES-LINCOLN - HAUTEFEUILLE 14-JUILLET PARNASSE - 14-JUILLET BASTILLE

par le réalisateur de "DEROU OUZALA" BARBEROUSSE le film d'AKIRA KUROSAWA

MONTE-CARLO - GAUMONT RICHELIEU - SAINT-LAZARE PASQUIER - QUINTETTE 14-JUILLET PARNASSE - 14-JUILLET BASTILLE PLM SAINT-JACQUES - CARREFOUR Pantin ARTEL Villeneuve - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud

L'Amour Violé le nouveau film de YANNICK BELLON

CHAPELAIN-MIDY CANTIQUE DES CANTIQUES jusqu'au 15 mars Exposition au Moulin de Vauboyen Centre Artistique et Culturel à Bièvres (Essonne) Tous les jours de 14 heures à 18 heures, sauf mardi

MUSEE POSTAL - 4 - 26 FEVRIER 1978 Bernard Buffet Maison de la Poste et de la Philatélie - 34 Boulevard de Vaugirard Paris 15e

GALERIE COLETTE DUBOIS COLETTE BELEYS paysages français 16 février - 6 mars

GALERIE SAINT-AUGUSTIN UTRILLO - QUIZET - MACLET - MADELIN - GENIN - HAMON Du 14 février au 31 mars

GALERIE JEAN LARCADE STÄMPFLI 15 février - 9 mars

JACQUES BREL D.-A. STEINLEN jusqu'au 15 mars Exposition au Moulin de Vauboyen Centre Artistique et Culturel à Bièvres (Essonne) Tous les jours de 14 heures à 18 heures, sauf mardi

EXPOSITION-VENTE Meubles anglais en pin Importation directe. Prix exceptionnels du 17 au 22-2, même dimanche 48, rue des Archives, 75004 Paris. 272-27-19 (11-21 heures).

GALERIE BESARDS 48, rue de l'Université (7<sup>e</sup>) de 14 à 19 h (sauf lundi) - 261-10-22 HAAS Exposition 16 février-16 mars Vernis, jeudi 16 fév, de 18 à 20 h.

GALERIE HORIZON 21, r. de Bourgogne (7<sup>e</sup>), 333-33-27 H. de WAROQUIER et un groupe de Peintres sur le thème « le corps et le visage » 16 février - 1<sup>er</sup> avril

MUSEE BOURDELLE 18, rue Arctique-Bourdelles Métro Montparnasse LE DA Sculpture et Métamorphoses T.L.J. (sauf mardi) 18 à 17 h. 40

Galerie d'Art et la Paix 35, rue de Clichy - PARIS-9<sup>e</sup> KIJNO papiers truissés lithographies de la série des horribles Masques de la guerre du 9 février au 4 mars 1978

GALERIE BELLECHASSE INTERNATIONALE SEILER 1<sup>er</sup> février - 5 mars 28 bis, bd Sébastopol (9<sup>e</sup>) 378-01-81

André QUEFFURUS Peintures du 16 février au 18 mars Galerie Jean LEROY 37, rue Quincampoix, PARIS-4<sup>e</sup>ARR<sup>ON</sup>DEMENT

SAGOT-LE GARRE 24, rue du Four (8<sup>e</sup>) BERNARD BUFFET Peintures 1962-1977 Jusqu'au 31 mars

ATELIERS et GALERIES ROBERT FOUR - TAPISSERIES 28, rue Bonaparte, PARIS Claude Bleyne MÉTABILES œuvres murales Du 16 février au 11 mars T.L.J. 10 h. à 19 h. sauf jeudi matin







صحة من الاجل

LES MONDES SPECTACLES

Expositions

CENTRE BEAUBOURG

UN SIECLE DE CRAWSONS : 1828-1898. Musée de Mocomartre, 17, rue Saint-Vincent (80-81-11). De 14 h. 30 à 17 h. 30; dim., de 11 h. à 17 h. 30. Jusqu'en mars.

BIBLIOTHÈQUE

LES PHOTOGRAPHES EN QUÊTE BANLIEURE. Descombes, Dolmann, etc. Lattes, Le Grès, Leimondou. Jusqu'en février.

MUSEES

LE SIECLE DE RUBENS, dans les salles publiques françaises. Palais, entrée Eisenhower 91-94. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. le mercredi, jusqu'à 17 h. le samedi, de 10 h. à 17 h. le dimanche, de 10 h. à 17 h. Jusqu'en 13 mars. Pendant toute la durée de l'exposition, projection de films de Rubens, salle 404.

CENTRES CULTURELS

OADA INTERNATIONAL. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (72-81-21). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 mars.

GALLERIES

AVANT-GARDE RUSSO. AVANT-GARDE MINIMALISTE. Galerie Gillopie-de-Laage, 34, rue Beaubourg (278-11-71). Jusqu'en février.

PIERRE GASTÉ. Œuvres récentes.

Galerie Nôtre, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (272-52-52). Jusqu'au 17 mars.

MOISONS GONFARD. Œuvres récentes.

Galerie Nôtre (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 mars.

Œuvres récentes.

Galerie Nôtre, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (272-52-52). Jusqu'au 17 mars.

Œuvres récentes.

Galerie Nôtre, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (272-52-52). Jusqu'au 17 mars.

BALZAC (v.o.) - PARAMOUNT OPÉRA (v.f.) - CAPRI Grands Boulevards - MOULIN-ROUGE - PARAMOUNT GAITÉ - PARAMOUNT GALAXIE - CONVENTION SAINT-CHARLES - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Orly - CARREFOUR Pantin ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud - U.G.C.-Poissy

ANTHONY QUINN UN RISQUE A COURIR JOHN PHILLIP LAW

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS AVANT LE SPECTACLE DINERS RIVE DROITE RIVE GAUCHE

SALLES CLASSÉES

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1 8, rue Saint-André-des-Arts - 325-48-19

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles LE MONDE (INFORMATIONS SPECTACLES) 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

En face de l'écran de cinéma, nous sommes seuls. Avec nos rêves.

Christian Zimmer. Procès du spectacle. 48 F. Les livres des Puf questionnent le monde.

LE BOIS DE JULEAUX

STROBE DE MOSCOU ELY 83-13 VILLAGE OESTE ELY 78-44 LE MONTELEONE 14 321-78-10







RADIO-TÉLÉVISION

LES SPECTACLES

Cinéma

Les cinémas de banlieue
YVELINES (76)
L'ATOU, Louis - Jouret 1968-20-07 : Un moment d'égarement ; Mar...
D'ARVILLE, Louis - Jouret 1968-20-07 : Un moment d'égarement ; Mar...

GREVE SUR LES TROIS CHAINES DE TELEVISION ?

Les programmes des trois chaînes de télévision risquent d'être perturbés à partir du lundi 20 février. Le syndicat uni...

Parler aux foules

Un peu partout, plus particulièrement dans les pays où l'audiovisuel relève du service public, et même ailleurs...

MERCREDI 15 FEVRIER

CHaine I : TF 1
CHaine II : A 2
CHaine III : FR 3
20 h. 30. Reportage : Pacifique sud, avec Eric Tabarly, de Ch. Brincourt et J. Kerpyan.

Marie-Thérèse et Alain Lancelot
élections France
Premier titre d'une nouvelle collection en savoir plus
HACHETTE

JEUDI 16 FEVRIER

CHaine I : TF 1
CHaine II : A 2
CHaine III : FR 3
DE CORDURA, de R. Rosen (1958), avec G. Cooper, R. Hayworth, V. Heiflin, T. Hunter.

NOUVELLE REGLEMENTATION
DROIT DE L'URBANISME
du 10 au 12 Avril 1978
B.A.T.P. FORMATION

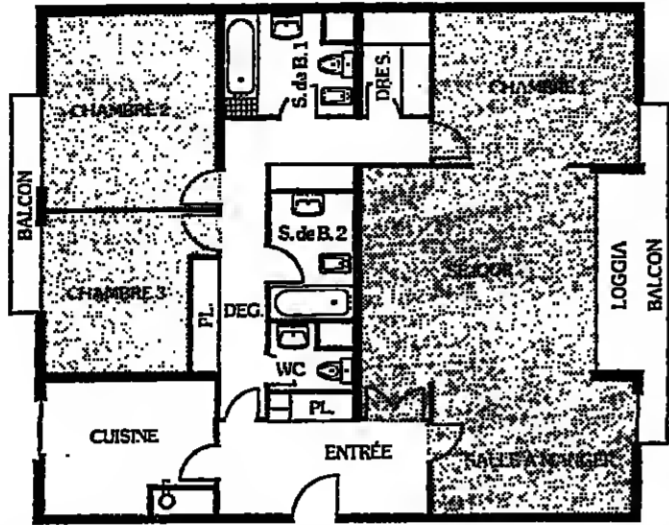
NOTRE Télex
OUR VOS COMMUNICATIONS
AVEC SERVICE TELETYPE

Le Monde
Services des Abonnements
1 rue des Écoles
75271 PARIS CEDEX 05

« Appel d'idées sur l'amélioration de la sécurité primaire et secondaire des véhicules. »
L'Institut de Recherche des Transports lance un appel d'idées pour des projets de recherche relatifs aux véhicules automobiles...



## De 100 à 160 m<sup>2</sup> quelques très beaux appartements.



Ci-dessus, à titre d'exemple, un 4/5 pièces de 115 m<sup>2</sup>, plus 8 m<sup>2</sup> de balcon-loggia, 9.500 F le m<sup>2</sup>, ferme et définitif. Entre les Invalides et le Champ-de-Mars.

### 153, rue de l'Université Paris 7<sup>e</sup>

Visitez l'appartement modèle sur place du mercredi au vendredi de 14 à 19 heures et samedi et dimanche de 10 à 19 heures



(fermeture le lundi et le mardi).  
Ou, GEFIC, 4 Place d'Iéna  
75116 Paris.  
Livraison immédiate.

723.78.78

Une réalisation

## AÉRONAUTIQUE

### L'Airbus aux États-Unis : un marché de dupes ?

Le marché américain de l'aéronautique est-il un marché de dupes pour les constructeurs européens ? Pour pouvoir y pénétrer et avoir des chances d'y concurrencer les industriels américains eux-mêmes, faut-il consentir à la clientèle éventuelle des compagnies aériennes nord-américaines des concessions telles que gagner le marché n'a plus grand sens économique ?

Cette question, peu d'industriels européens se la posent à vrai dire, ébahis qu'ils sont à placer leur production à l'étranger pour maintenir en place leurs bureaux d'études et surveiller, à tout prix, leur charge de travail et, donc, l'emploi dans leurs ateliers. Mais l'actualité, c'est-à-dire les négociations en cours entre la consortium européen Airbus-Industrie et des compagnies aériennes américaines, pour la commercialisation aux États-Unis du moyen-courrier biréacteur franco-allemand, incite à s'interroger.

De l'avis même du général Jacques Mitterrand, qui préside la SNIAS, l'un des cotécipients de l'Airbus, l'Airbus joue actuellement sa destinée sur des contrats difficiles, mais que les industriels espèrent conclure bientôt.

On sait que la compagnie Eastern Airlines dispose, depuis d'hui, de quatre Airbus pour une expérimentation — à raison de neuf à dix heures d'exploitation journalière sur son réseau de Floride — qui doit s'échouer en juin prochain. Mais Eastern n'attend pas cette date pour se décider. Dès le mois d'avril, le conseil d'administration de la compagnie aérienne a prévu de se réunir pour dire s'il interrompt, continue ou modifie l'expérience. Dans le cas où Eastern déciderait d'acquiescer l'aviation européenne d'indivisionement, il faut savoir que la compagnie devra résoudre un grave problème : trouver des sources suffisantes de financement pour mener à bien son projet.

Si l'on en croit des informations d'origine américaine, Eastern pourrait demander aux

Européens de l'aider à revendre — en contrepartie de l'achat d'Airbus — dix de ses vingt-neuf avions de ligne tri-réacteurs L-1011 TriStar de Lockheed, dont elle n'a plus l'usage. Une telle opération n'est pas rare. Les industriels américains pratiquent cette politique commerciale qui revient, en échange de l'achat d'avions neufs, à tenter, pour satisfaire le client, de remplacer sur le marché de l'occasion ses appareils anciens, démodés et, parfois, coûteux.

La compagnie aérienne, dans cette éventualité, trouve là une source complémentaire de financement et le moyen d'apurer sa propre gestion. À Airbus-Industrie, on ne dément pas que la compagnie Eastern ait également ce problème particulier à résoudre. Pour autant, on exclut que les Européens puissent reprendre à leur charge les TriStar pour, ensuite, chercher à les replacer sur le marché dit de seconde main, mais on se dit prêt, le cas échéant, à aider la compagnie américaine à prospecter la clientèle.

#### La valeur de deux avions

Deux autres compagnies aériennes aux États-Unis, Allegheny Airlines et Pacific Southwest Airlines, qui sont en discussions avec Airbus-Industrie, avancent, à des nuances près, les mêmes exigences.

Les exigences des clients ne peuvent aboutir, pour les fournisseurs, à une situation qui reviendrait à restituer à la compagnie aérienne — par le biais de la reprise des TriStar — l'équivalent de tout ou partie de l'achat des Airbus. Ce serait une opération « blanche », voire un marché de dupes.

D'autant que, déjà, toute vente d'Airbus profite à l'industrie aéronautique américaine, du fait que trois cent quarante sociétés nord-américaines (des fabricants de moteurs et des entreprises d'équipements électroniques) participent à la production de ce qu'il est convenu d'appeler un avion européen. Cette participation industrielle des États-

Unis à l'Airbus est même devenue un argument de publicité et de vente auprès des compagnies.

C'est ainsi que la construction américaine reçoit, pour chaque Airbus vendu, la valeur de 33% du prix d'achat de l'avion (25% pour la France, 25% pour la République fédérale d'Allemagne et 17% pour le reste des associés). Cette part attribuée à l'industrie aéronautique américaine représente l'équivalent du prix d'un Boeing-737 ou d'un Douglas DC-9. C'est-à-dire que le partage entre les Européens et les États-Unis, de la vente d'un Airbus revient à offrir à des sociétés nord-américaines des avantages comparables à ceux qu'elles auraient retirés de la commande d'un avion moyen-courrier 100% made in U.S.A.

Une fois vendu, l'Airbus continue d'enrichir ces mêmes industriels américains. À raison et les États-Unis de la vente (17% seulement pour l'ensemble de l'Europe), la construction aéronautique américaine est impliquée dans l'opération Airbus : elle fabrique les composants de l'avion qui s'usent le plus vite et qui doivent être changés le plus fréquemment durant le cycle commercial de l'appareil. Là encore, de la vente des pièces détachées nécessaires à l'Airbus, les sociétés américaines héritent de la valeur — sur plusieurs années — du prix d'achat d'un Boeing-727.

Ainsi donc, toute vente d'un Airbus revient, indirectement, à passer commande aux États-Unis de la contrepartie de deux autres avions moyen-courriers.

De cette constatation, il ne faudrait pas conclure, pour autant, à l'abandon de toute volonté de placer l'Airbus à l'étranger, à commencer par la clientèle nord-américaine. Au contraire. Car l'Airbus correspond à un marché réel à l'exportation. Mais, les accents nationalistes, par lesquels de nombreux responsables en France accompagnent la signature de chaque contrat, ne sont plus guère de mise en vérité.

JACQUES ISNARD.

# LE PLEIN D'OXYGÈNE.



## FESTIVAL DE LA BICYCLETTE

Vous avez jusqu'au 4 mars pour venir voir le grand rassemblement des vélos. Vélos sélectionnés dans les meilleures marques nationales : Gitane, Lejeune, Mercier, Peugeot. Vélos de tous les types : pliant, dame, mixte, tourisme, cyclotourisme, tandem, demi-course, course à pneus ou à boyaux, à cadre allégé ou à tubes Reynolds. Le choix est vaste, avec de nouveaux modèles, de nouveaux coloris, et tout l'équipement, du maillot jaune aux sacoches. Venez voir les vélos. Et faites le plein en roulant.

### Galerias Lafayette

مكتبة من الأصل

**emploi régional**

**ASSISTANTS DE DIRECTION GÉNÉRALE**

**emploi international**

**UN INGENIEUR DE TRAVAUX**

**UN CONDUCTEUR DE TRAVAUX**

**UN CHEF DE PERSONNEL**

**TEHRAN (IRAN)**

**UN EMPLOI INTERNATIONAL**

**Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces lundi, mardi et mercredi.**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur usage ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.O.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,10
IMMOBILIERES	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,82

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne del.	T.O.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,48
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	32,88
AUTOMOBILES	30,00	32,88
AGENDA	20,00	22,88

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

10 antennes régionales, un effectif de plus de 2000 personnes, un développement soutenu nous permettant d'occuper aujourd'hui une place prépondérante sur le marché de la maison individuelle.

Nous recherchons pour notre siège de Cambrai :

**ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER**  
Matérialisation d'une façon plus traditionnelle du langage de l'entreprise vis à vis des banques - constitution de dossiers financiers importants. Profil : forte personnalité, formation supérieure, solide expérience bancaire et de gestion de trésorerie - talent d'innovateur - sans des initiatives. réf. 15/MA

**ASSISTANTS DE DIRECTION GENERALE**  
**INSPECTIONS FONCIERE ET COMMERCIALE**  
Vérification des procédures en annexe (Assistance, conseils) - Informations au siège - proposition de solutions - Profil : 30 ans minimum - formation juridique supérieure ou école de commerce - spécialiste des problèmes fonciers ou commerciaux - expérience de la promotion dans l'un des 2 domaines. réf. 15/MB

**GESTION FINANCIERE**  
Suivi pour le compte du Directeur Général de la vie de chaque société sur le plan financier et juridique. Profil : 30 ans minimum - formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de Co, MBA, ISA... dominante très marquée pour les problèmes financiers - objectivité - rigueur - expérience de quelques années en gestion financière ou gestion générale d'une entreprise. réf. 15/MC

**GESTION COMPTABLE**  
Etablissement trimestriel de la situation comptable des principales sociétés du groupe et états consolidés. Profil : DECS complet - expériences de quelques années dans la comptabilité d'une grande entreprise. réf. 15/MD

**RESPONSABLE SERVICE ETUDES DE MARCHES**  
Définition des cibles - étude des couples produit/marchés. Profil : 30 ans minimum - HEC, ESSEC, Sup de Co - 5 ans d'expérience - formation Marketing/Statistiques souhaitées. réf. 15/ME

**INFORMATIQUES**  
**CHEF DE PROJET**  
Mise en oeuvre du plan informatique suivant l'organisation existante - conception d'un système de gestion. Profil : formation supérieure, qualités prouvées d'organisation - expérience d'au moins 3 ans de la fonction. réf. 15/MF

**ANALYSTE**  
Analyse détaillée de la solution proposée par le chef de projet (découpage en unités de traitement, définition des opérations de fichier et tests de charge...). Profil : formation type I.U.T. - expérience d'au moins 3 ans. réf. 15/MG

**ORGANISATEUR**  
Participation aux études visant à moderniser les procédures, assouplir les circuits, accélérer le documenter et définir les moyens permettant d'atteindre les objectifs dans les meilleures conditions. Profil : formation supérieure - bonnes connaissances en informatique ou organisation. réf. 15/MH

Adresser C.V. en précisant le numéro de poste choisi au **GRUPE MAISON FAMILIALE** - 59403 CAMBRAI.

Important Groupe de Sociétés de Services à caractère social cherche le

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF**  
du centre de gestion de ses Délégations Régionales de STRASBOURG et de ROUEN

Ce cadre, d'un très bon niveau de connaissances, assurera sous le contrôle et l'autorité du Directeur Régional, la responsabilité de la production administrative.

Justifiant obligatoirement d'une expérience administrative, en entreprise de préférence, il devra être :

- un gestionnaire, familiarisé avec la gestion des masses ;
- un organisateur dominant les problèmes et ayant également le sens permanent du contrôle ;
- un animateur et un meneur d'hommes.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. prêt et photo (retournée), sous le numéro 4787, PARFRANCE, 4, rue Robert-Schuman, 75008 PARIS, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

**SOCIETE D'INGENIERIE et de COMMERCIALISATION DE SYSTEMES INFORMATIQUES**  
recherche

**CHEF DE PROJET**  
Disponible rapidement, 4/5 ans d'expérience de mise en place de systèmes de gestion à base de mini-ordinateurs, de préférence P.D.P. 11 de : D.E.C. (C.T.S. 300, C.T.S. 500).

**INGENIEUR SYSTEME**  
2/3 ans d'expérience Système. Connaissances appréciables série 50 de C.I.I. - H.B. (GCCS).

**ANALYSTES PROGRAMMEURS CONFIRMES**  
Formation I.U.T. ou équivalent, 2/3 ans d'expérience minimum d'Analyses-Programmation des applications de gestion. Connaissances appréciées : Matériel D.E.C. : C.T.S. 300, C.T.S. 500 (DIBOL, BASIC+) - Matériel INTERDATA OS/16 (CAL, BASIC).

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions

**INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE (I.P.C.)**  
113 rue Aristede Briand  
91400 ORSAY  
(M<sup>o</sup> R.E.F. Soaux - Station Lozère)

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS recherche pour sa région

**NORMANDIE (ROUEN)**

**ADJOINT ADMINISTRATIF**  
dépendant du Directeur Régional, celui-ci assurera toute l'administration de la région (Comptabilité, Personnel, Recouvrement de créances...) en liaison avec le Siège Social.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant le sens du contact et de l'autorité et ayant acquis une expérience de quelques années dans des fonctions similaires.

Adresser CV, photo, résumés et références sous référence 4761 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui tr.

**GRUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL**  
recherche

pour la France un

**DIRECTEUR MEDICAL**  
de haut niveau

Le candidat doit :

- être spécialiste de médecine interne ;
- être d'un niveau équivalent à celui de chef de clinique ;
- justifier d'une expérience de recherche biologique ou clinique acquise au sein d'équipes de niveau international ;
- être intéressé par le développement de nouvelles thérapeutiques et de nouveaux médicaments ;
- parler et écrire couramment l'anglais ;
- être âgé de 35 ans et plus.

Il devra :

- animer et diriger une équipe de plusieurs médecins ;
- travailler en liaison à la fois avec les Equipes de Recherche Clinique du Groupe et les Equipes d'Information Médicale.

Rémunération élevée  
Formation complémentaire assurée.

Adresser curriculum vitae détaillé à n° 8290 et le Monde - Publicité, 5, rue des Italiens, 75221 PARIS-9<sup>e</sup>, qui transmettra.

## emplois internationaux

ENTREPRISE DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS  
IMPORTANCE NATIONALE  
recherche : URGENT

pour un chantier au Moyen-Orient

**UN INGENIEUR DE TRAVAUX**

**UN CONDUCTEUR DE TRAVAUX**

ayant solide expérience pratique d'exécution TOUS CORPS D'ETAT Bâtiment et Génie Civil pour assurer direction effective d'un chantier de moyenne importance.

Durée : 1 an et demi.  
Langues Obligatoires (langues arabes souhaitées).  
Départ : Juillet - Août 1978.

Env. C.V. sous le n° 13450 M à GEM PUBLICITE, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE TRÈS IMPORTANTE Région Nord de Reims à quelques kilomètres de Luxembourg recherche

**UN ADJOINT DE DIRECTION GENERALE**

Ce poste important sera confié à un homme diplômé d'études supérieures ou autodidacte ayant le sens du commandement et des responsabilités. Placé directement sous l'autorité du Directeur général, il lui apportera son soutien efficace tant sur le plan commercial qu'administratif des ventes. Très disponible, c'est un homme de bon contact, capable de coordonner et faire appliquer les différentes actions commerciales entre les vestes de la société.

La rémunération sera fonction de l'expérience professionnelle acquise.

Adresser C.V. complet, photo et prétentions à : M.S. PUBLICITE, 17, rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

Important Circonscription de Services à caractère social cherche pour LYON

**UN DIRECTEUR REGIONAL ADJOINT**  
qui devra à terme être à même de devenir DIRECTEUR REGIONAL

Le candidat de formation supérieure (BACCAL. SUP de Co. ou LICENCIÉ) âgé de 35 ans minimum, connaissant bien la Région Lyonnaise et pouvant justifier d'une expérience réussie de responsable :

- alliera le sens commercial développé, une pratique de la vente à tous niveaux ;
- aura le goût des problèmes humains ;
- et le souci de la production administrative.

Adresser lettre de candidature manuscrite C.V. prétentions et photo (retournée) sous n° 4767, PARFRANCE, 4, rue Robert-Schuman, 75008 PARIS, qui transmettra.

MOYENNE ENTREPRISE PAPIETIERE PERFORMANTE recherche, pour sa Direction Commerciale à Paris

**responsable de l'administration du commercial**  
100.000

Il assure les relations avec :

- les clients pour les questions administratives - commerciales ;
- l'usine pour l'exécution et le suivi des commandes en qualité - délais - quantités.

Ce poste de confiance intéresse un cadre de formation supérieure, âgé de 40 ans minimum. Il connaît bien le papier, les machines à écrire et justifie d'une expérience directe de l'administration des ventes France (garanties SFAFC) et étranger (COFACE).

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 771 M à notre Conseil

**centor** DEPARTEMENT EMPLOI  
13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

Importants Entreprises de Travaux Publics recherche pour

**TEHERAN (IRAN)**

**UN CHEF DE PERSONNEL**

Il aura la responsabilité de coordonner le gestion d'un effectif de plus de 2000 personnes, dont 2 à 300 expatriés. Il aura en charge le recrutement du personnel local sur un grand chantier. Il sera appelé à négocier avec les Administrations et organismes locaux. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

La rémunération, élevée, sera fonction du niveau du candidat.

Adresser CV, photo et salaire actuel à réf. 4758 CD à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra.

**LE CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST**

recherche pour son siège social à LYON (3<sup>e</sup>).

**UN INGENIEUR**

Coauteur de projets sur gros systèmes IEM. Connaissance DL 1 DES souhaitée. 3 ans d'expérience.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à : C.R.C.A.M. DU SUD-EST 3, 7, rue Lavoisier, 69238 Lyon Cedex 1.

LA CHAMBRE DE COMMERCE d'une Ville Industrielle de MIDI-PYRENNES recherche

**UN ASSISTANT TECHNIQUE à l'INDUSTRIE**  
Diplômé Grande Ecole de Commerce et compétences en Gestion (DECS - 3<sup>e</sup> - 4<sup>e</sup> - 5<sup>e</sup> - 6<sup>e</sup>).

Se missionner auprès des CHEFS D'ENTREPRISE - R.M.I. :

- les informer sur l'ensemble des problèmes de GESTION ;
- intervenir et les assister au niveau des PROBLEMES ORGANISATIONNELS et de POLITIQUES COMMERCIALES ;
- être le point de contact et de confiance, le CANDIDAT doit justifier de 3-4 ans d'expérience minimum.

Nombreux déplacements locaux.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V. détaillés avec photo et prétentions, maître sous réf. M. OGI à : Mlle LAUREN LÉPOT, Conseil en Recrutement, 22, rue St-Martin, 31000 Toulouse, qui répondra.

**LA DIVISION ENERGIE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
recherche :

1) pour service technique à Paris

**Ingenieur Electronicien**  
ayant expériences de la coaction statique de l'énergie ; alimentations à découpage, convertisseurs conditionnement. Réf. IS 1.

**Ingenieur Electronicien**  
ayant expérience de l'électronique de puissance ; redresseurs, chargeurs, onduleurs. Réf. IS 2.

2) pour mise en service et maintenance de stations d'énergie.

**Ingenieur**  
ayant formation électronique de puissance et expérience des matériels de production et de transmission de l'énergie électrique ; câbles à 22/27, groupes électrogènes, redresseurs chargeurs, onduleurs.

Ce poste implique des déplacements aussi bien en métropole qu'à l'étranger et nécessite la maîtrise de la langue anglaise. Réf. I. 2.

Adresser C.V. et prétentions, sous le numéro 49.592, COMTESSA P. 20, av. Opéra, 75004 Paris, Cedex 01, qui transmettra votre candidature.

En Australie, Canada, Afrique du Sud, Afrique Naire, Asie, Moyen-Orient, Amérique Latine, Europe des EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial MOND'EMPLOIS (N° 80), 14, rue Cassini, 75001 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS mere-mere étranger par répertoire hebdomadaire. Ecr. Centre-Mer Multitions, 4, r. Richer, Paris-9.

Offres d'emplois Cadres, Ingénieurs, Techniciens pour l'Amérique Latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans revue spécialisée Document, A.L.E. (E 2) B.P. 422 - 09 PARIS.

**GRUPE MULTINATIONALE**  
recherche pour sa filiale belge

**DIRECTEUR INFORMATIQUE**  
Expérience de la direction d'une équipe informatique. Connaissances informatiques. Rôle aux procédures R.J.E. et à l'exploitation sur DOS/VS et sur terminal LAMP. Récomp. non inférieure à 10.000 F F. Ecr. : I.O.C. 10, r. de Cuvry, 7016 Paris.

**ANNONCES CLASSEES**  
TELEPHONE : 296-15-01

**LEADER MONDIAL DU LEVAGE**  
Nous représentons un groupe de 3000 personnes

**un cadre juridique**

pour le seconder dans sa mission

étude des problèmes juridiques et fiscaux des différentes Sociétés du Groupe

Mises au point des contrats inter-filiales et Société Mère

gestion du patrimoine immobilier

gestion du portefeuille assurance

suivi des conflits juridiques.

Les candidats âgés de 30 ans environ auront une formation de droit privé (niveau licence), une expérience d'au moins 5 ans dans le service juridique d'une entreprise à données internationales ou dans le cadre d'un cabinet d'avocats d'affaires.

Ecrire C.V. et prétentions à No 49060 - COMTESSA Publicité 20, Avenue Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Professeur maître très qualifié pour COURS DE VACANCES en province. Tél. : 292-34-89.

La Ville de GRENOBLE organise, dans le courant du mois de mars, un concours pour le recrutement d'un Professeur d'Art Dramatique.

Conditions : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1978, avec recrutement sur dossier.

Date limite de dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'adresse suivante : 17, boulevard Jean-Paul, porte 124, ou téléc. au 43-43, poste 274.

VILLE DE SASSENAGE (Isère, 3 km de Grenoble)

RECRUTE d'urgence directeur services techniques par méthode de recrutement sur titres

Qualifications requises : qualification demandée : chef de section à l'entretien, ou adjoint technique polyvalent chef de section.

Adresser candidature et C.V. à M. le Maire de Sassenage avant le 15 mars 1978.

Carrière régionale Bourgoigne recherche

**CHEF PLANNING**  
Hautement qualifié Ecr. n° 1 0024 Av. République, 82 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>)

Très imp. SIA Industrielle proche grande ville universitaire de l'Est recherche

**INGENIEUR MECANICIEN**

Chef de Service méthodes entraînement A.M.-ENSI ou similaire, 3 à 5 ans d'expérience qui pourrait être celle des méthodes d'entraînement dans d'industries ou celle d'ingénieur d'entraîneur dans un entraîneur (athlétisme, pétanque). Fonction comportant d'intéressantes possibilités d'évolution dans un service animé de 150 personnes.

Adresser C.V. détaillé à S.E.L.E.T.E.C. Conseil en Recrutement 6700 STRASBOURG CEDEX sous réf. 757

La Ville de BESANCON recrute un

**ARCHÉOLOGUE MUNICIPAL**  
Il lui sera confié :

- les travaux permettant la mise en valeur du patrimoine préhistorique et romain dans le site ;
- le suivi des travaux d'urbanisme dans le centre ville pour permettre les études et la conservation.

Formation universitaire égale à l'expérience de fouilles ou de campagnes archéologiques.

Services Centraux 2, rue Mégevand (Mairie)

**emplois internationaux**

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

**responsable personnel**

Une Société industrielle, 180 km de Paris, leader sur son marché, crée le poste de Responsable de Gestion de Personnel.

Missions : renforcer la structure actuelle de la Direction du Personnel dans les domaines : recrutement et animation d'actions de formation.

Profil : 30 ans minimum, expérience de 3 ans dans l'un de ces deux domaines.

Les personnes intéressées sont invitées à écrire sous référence R82 à

**CORBIN S.A.** CONSEILS EN ORGANISATION  
57, rue du Temple, 75004 Paris

Libre imm. Adr. C.V. s/n° 2826 à P. S. C. H. S. P. 201, 75003 PARIS Cedex 02, qui tr.

**ASSOCIATION TOURISME SOCIAL**  
recherche un

**DIRECTEUR VILLAGE VACANCES (LES VOSSGES)**

RESPONSABLE de gestion :

- animation ; restauration ;
- maintenance équipements ;
- nettoyage ;
- qualité ;
- infra-structure ;
- développement ;
- contacts hôtellerie ;
- gestion financière ;
- relations P.A.S.

Libre imm. Adr. C.V. s/n° 2826 à P. S. C. H. S. P. 201, 75003 PARIS Cedex 02, qui tr.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	46,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENOA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

# ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

**offres d'emploi**

**ei** Compagnie Générale d'Informatique

recherché pour faire face à son développement

**Analystes-Programmeurs**  
débutants ou confirmés  
déjà des obligations militaires

Les candidats embauchés recevront une formation aux techniques de la C.G.I. (CORIG, PAC).

La rémunération sera fonction du niveau d'études et de l'expérience éventuellement acquise.

Envoyer C.V. détaillé + photo à Madame JAMET - C.G.I., 84, rue de Grenelle - 75007 Paris

**offres d'emploi**

**IBM FRANCE**  
Groupe de Grande Diffusion  
recherche pour ses Services de Maintenance

## JEUNES TECHNICIENS

en électronique, électrotechnique, automatisme, mécanique

Ils assureront, après une formation rémunérée d'une durée de six mois, l'entretien et le dépannage de nos matériels en clientèle.

**Titulaires d'un BAC ou niveau**  
Machines à écrire électriques, copieurs, machines à dicter et machines de traitement de textes.

**Titulaires d'un BTS ou DUT**  
Matériels d'entrée de données, unités de télétraitement, ordinateurs de gestion.

Les candidats devront être déchargés des obligations militaires. Les postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE. Adresser curriculum vitae avec photo à M. R. CORBIN Compagnie IBM France - Berkeley Building 19/29, rue du Capitaine-Guyonnet 92081 COURBEVOIE.

IBM

**offres d'emploi**

**GGT**

COMPAGNIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

recherche

## INGENIEURS

débutants ou ayant quelques années d'expérience pour participer à l'analyse et à la programmation de logiciels téléphoniques en temps réel.

Ecrire avec C.V. sous référence No 05, Compagnie GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES, Service du Personnel, 251, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.

**THOMSON-CSF**

recherche

## DES INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU CONFIRMES

pour développement de grands programmes scientifiques dans les domaines suivants :

- simulation logique ;
- hypertextes ;
- analyse numérique.

Adr. C.V. et prétentions au Service du Personnel, 173, Boulevard Haussmann, - 75008 PARIS.

**Jeune diplômé d'un I.U.T. informatique.**

Vous ne trouvez pas d'emploi proche de chez vous. et vous accepteriez de venir dans la région parisienne. Vous estimez indispensable de compléter votre formation par des applications pratiques. Vous recherchez une Entreprise dont la taille soit suffisante pour présenter un modèle complet de gestion supporté par des moyens informatiques évolués et vous ouvrir des perspectives de carrière intéressantes. Nous vous offrons de débiter dans notre département organisation informatique. Le candidat retenu débutera dans une équipe projet où il trouvera les possibilités souhaitées de complément de formation.

Ecrire avec C.V., et désir de rémunération au :

**GROUPE DROUOT**  
Service du Recrutement  
Place Victorien Sardou  
78161 MARLY LE ROI.

Institut de Formation recherche

**PROFESSEURS ANGLAIS et ALLEMAND**  
expérimentés, temps partiel, (langue maternelle anglaise ou allemande nécessaire).  
Carrière de travail : école si non-ressortissant de la C.E.E.  
Env. C.V. et photo en plus à : I.F.E.R.P. Berkeley Building, 19 à 29 rue Capitaine-Guyonnet, 92081 Paris La Défense, Cedex 15.

**HOTCHKISS-BRANDT**  
SOCIÉTÉ GROUPE THOMSON recherche pour son Service MAINTENANCE

**AGENTS TECHNIQUES**

- Formation F.3. BTS/DUT électromécanique.
- Débutants.

Env. lettre manuscrite, précisant présent. C.V. et photo à l'attention de M. GILLET ou M. S. S. 8 P. 11, 12203 SAINT-DENIS ou téléphoner au 263-38-40 26335-21, M. GILLET

Constructeur Européen de T.V. rech. pour la filiale Française département 53

**UN TECHNICIEN**  
spécialiste culture avec sens commercial approfondi, 38 ans min., sérieuses référ., exigées. Tél. pour R.V. 51-90-51.

Entreprise de Taille Humaine (250 personnes) recherche son

## DIRECTEUR GENERAL

qui sera responsable devant le conseil d'administration des résultats de l'entreprise et de son développement.

**EXPERIENCE SOUHAITEE :**  
Direction d'une usine pendant au moins 10 ans direction commerciale.

**Domaine d'activités :**  
Travail des métaux et Mécanique.

**Lieu de travail :** Région Parisienne.  
Age souhaité : 48 ans minimum.

Adresser C.V., photo, prétentions s/n° L78 P.M.P. 69, rue de Provence, 75009 PARIS, qui transmettra. Discretion totale assurée.

Depuis 1968, le CENTOR conseille les Directions Générales dans la définition et la mise en oeuvre des politiques de

## gestion et animation du personnel

Il recherche

## deux consultants

- UN (E) GENERALISTE de la FONCTION PERSONNEL (Réf. A)
- UN (E) SPECIALISTE du DROIT du TRAVAIL (Réf. B)

De formation supérieure, ils (elles) ont acquis au moins cinq ans d'expérience de la fonction personnelle en entreprise.

Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle sous référence 781 M 2

**centor** DEPARTEMENT EMPLOI  
13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 PARIS

Société de Documentation rech.

**A.T.P. et INGEN. REDACTEURS**  
Spécialistes en électronique pour rédaction notices techniques. Tél. pr RV : 664-12-71 ou écrire : S.E.D., 6, rue du Dr-Gosselin, 94200 CACHAN

**SLIGOS** une des premières sociétés de conseil et services en informatique

désire intégrer dans son agence « Grande Diffusion »

## JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

- Leur mission : Elle consiste à commercialiser les activités de traitement informatique de SLIGOS (30% d'exposition par an) auprès des entreprises et des cabinets d'Experts Comptables au moyen de toute une gamme de programmes généralisés (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc...) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS est leader)
- Leur profil : Leur formation est de type Ecole Commerciale. DECS ou BTS comptable. Ils sont ambitieux et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société. Une première expérience professionnelle sera appréciée.
- Leur rémunération : De niveau élevé, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4). La prime est calculée pour une part sur les commandes individuelles et pour l'autre part sur le résultat de l'équipe.
- Leur formation : Elle sera assurée dans le cadre du prochain cycle de formation SLIGOS qui commencera début Avril. Cette formation portera sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente, expression orale...)

Postes à pourvoir à Paris, Lyon et Clermont Ferrand.

Adresser lettre de candidature CV, photo et prétentions à SLIGOS Direction Commerciale 91, rue Jean Jaurès 92083 PUTEAUX.

Institut National des Industries et Arts Graphiques recherche, dans le cadre de son développement,

## techniciens

- Impression offset feuilles et rotatives (réf. 780 A)
- Photocomposition - montage (réf. 780 B)
- Niveau BT, BTS, ayant 5 ans d'expérience en entreprise
- ou 15 ans d'expérience professionnelle

à qui confier des responsabilités de :

- FORMATION
- CREATION DE STAGES NOUVEAUX

Ecrire avec CV détaillé et rémunération actuelle, sous réf. choisie à notre Conseil.

**centor** DEPARTEMENT EMPLOI  
13bis rue Henri Monnier, 75009 PARIS

**IMPORTANT CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

recherche

## CHEFS DE MISSION

NIVEAU EXPERTISE COMPTABLE

## COLLABORATEURS

- expérience minimum 1 an.
- langues étrangères souhaitées.

Env. lettre de candidature man. photo et C.V. sous le no L096 à Publicité Meesters, 112, rue de Beaulieu, - 75012 Paris, qui transmettra.

National Semiconductor  
Fabricant mondial circuits intégrés recherche pour son expansion :

- 1) INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX AT 3 - ATP INC. désirant changer orientation et intéressés par contacts humains, Vente, Services.
- 2) INGEN. d'APPLICATION ATP INC. exerçant dans département études avancées.
- 3) AGENTS TECHNIQUES DE CONTROLE AT 1 - ATP INC.
- 4) AIDES-COMPTABLES DEBUTANTES C.A.P. bonne écriture manuelle. Env. C.V. avec photo sous pli confidentiel à Direction du Personnel - 20, rue de la Redoute, 92090 FONTENAY-AUX-ROSES

SAGEM PARIS 14<sup>e</sup> recherche

- 1) ANALYSES-PROGRAMMEURS
- 2) PROGRAMMEURS CONFIRMES

COSOL ANS - OL 1 - CICS Adress. C.V. photo, prétent. à M. CAMUS - 6, av. d'Alsace 10783 PARIS CEDEX 16

**chef de produits**  
(TRÈS OPERATIONNEL)

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique de produits conseils au taux d'exposition supérieur à 20% par an et au CA de 50 millions ; nous créons la fonction de chef de produits.

- Il fera des études et déterminera la stratégie de développement des produits, développera les campagnes de publicité, de promotion.
- Il sortira sur le terrain et testera les argumentaires.
- Il supervisera le secrétariat commercial central.

Dependant du Directeur Général il s'intégrera dans une équipe jeune et nouvelle qui est chargée de développer l'entreprise.

Il devra avoir pratiqué le vente puis avoir une expérience réussie de l'emploi des techniques de marketing dans le domaine des produits pharmaceutiques, ou éventuellement de produits de grande consommation. Développement de carrière intéressant.

Envoyer CV, photo et prétentions (en toute discrétion) au

**CANIDE** GESTION ANIMATION DEVELOPPEMENT  
19, rue de Montmorency PARIS 3ème chargé du recrutement

**IMPORTANT SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EQUIPEMENTS**  
en expansion constante  
C.A. 160.000.000F - 200 personnes -  
Filiale d'un puissant groupe implanté mondialement, recherche son

## CONTROLEUR DE GESTION

qui aura rang de Directeur

Rattaché au P.O.G. et doté de larges responsabilités le candidat retenu devra :

- définir et faire appliquer une politique de Gestion compatible avec le dynamisme commercial de l'Entreprise,
- gérer la trésorerie et assurer le financement optimal des activités.
- Patrou de Service «Comptabilité» il devra posséder une formation comptable supérieure.
- L'Anglais est indispensable.

Le poste ne sera offert qu'à un «Professionnel» dynamique et efficace.

Le poste est basé en Banlieue Parisienne.

Adresser C.V., photo en précisant rémunération actuelle et souhaitée à M. BAYARD, S.G.P. B.P. 88, 75840 PARIS Cedex 17, qui traitera confidentiellement toutes les candidatures.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RÉGION TRAPPES**  
RECHERCHE POUR SON SERVICE DÉVELOPPEMENT

## UN INGENIEUR EXPERIMENTE

Il sera responsable de la conception de sous-ensembles électroniques, pour des matériels de commutation de messages et de télécommunications.

Le poste conviendrait à un ingénieur électrotechnicien de formation, ayant au moins 5 ans d'expérience dans le domaine oumérique.

## UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il participera à l'étude et au développement des circuits électroniques de base. Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation grande école et ayant 1 à 3 ans d'expériences dans le domaine oumérique.

Une connaissance en télégraphie serait appréciée.

ENVOYER CURRICULUM VITAE DETAILLE ET PRETENTIONS (AVEC PHOTO), à CONTESSÉ PUBLISETTE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui te, se le no 48182 ou TELEPHONER AU 946-96-20 (poste 48-83).

**FORMATION PERMANENTE CONSEIL**  
Organisme parisien inscrit dans les domaines bancaire et industriel recherche

**PSYCHO-SOCIOLOGUE**  
pour travail à plein temps, au sein d'une équipe d'une dizaine d'intervenants.

Expérience d'animation et de conseil, indispensable en management et gestion des ressources humaines.

Env. C.V., photo, prétentions à M. T. J. 325 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>

**IMPORTANT SOCIÉTÉ RECH. pour son département INFORMATIQUE de GESTION**

**JEUNE TITULAIRE**  
MAITRISE INFORMATIQUE ou équivalent.

Ecr. av. C.V. et prêt. s. réf. 5.704 à SPERAN, 12, rue Jean-Jaurès, 92087 PUTEAUX.

**QUARTIER MONCEAU**  
STE DE GESTION (SPP/ECTIF 250 personnes) recherche

## CHEF du PERSONNEL (H. ou F.)

Formation universitaire et 5 ans minimum d'expérience dans la fonction.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. très complet, photo et indiquer prétentions sous réf. 311 à CAMPBELL, B.P. 57, 75024 PARIS Cedex 17 q. trans.

offres d'emploi

**Produits Chimiques**  
région Parisienne

## INGENIEUR

pour la formation équipements

**responsable de région**

15 ans exp.

recherché par la

**FASTFRANCE HELLES**

recherché par la

**COLLABORATEUR**

recherché par la

**PROGRAMMEURS DE GESTION**

recherché par la

**PROGRAMMEUR**

recherché par la

**SOCIÉTÉ IMPORTANTE**  
SECTEUR DE POINTE

recherché pour ses services

**COMPTABLES**

Libérés des obligations militaires

recherché par la

**INGENIEUR INFORMATIEN**

CONFIRMÉ

مكزا من الاصل



offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**Société Produits Chimiques**  
région Parisienne  
recherche

**INGÉNIEUR**  
ENSAIA ou Formation équivalente

Ayant l'expérience de la vente pour relations commerciales avec les industries alimentaires ou cosmétiques

Adr. C.V. photo et présentations sous le n° 49 518 à :  
CONTESSÉ Publicité - 20, Avenue de l'Opéra, 75004 Paris  
Cedex 01, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION**  
D'IMPLANTATION NATIONALE  
(1 milliard de francs de C.A.)  
recherche

**un responsable de région**  
(16 départements - 15 agences - 150 personnes).

Dans le cadre des directives définies par la Branche, il sera chargé de renouveau l'organisation existante tout en promouvant des activités nouvelles.

Le candidat que nous recherchons est un entraîneur d'hommes, il a le sens et le goût du commercial mais c'est aussi un GESTIONNAIRE. Il est de formation SUP DE CO et a 5 à 7 ans d'expérience de la distribution.

La rémunération fonction de l'expérience du candidat ne sera pas inférieure à 90.000F.

Envoyer C.V., photo, présentations à No49466  
CONTESSÉ Publicité - 20, Avenue de l'Opéra  
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**FACTOFRANCE HELLER**  
Important Etablissement Financier  
au sein d'un groupe d'implantation internationale  
recherche

pour la mise en route d'un système transatlantique  
à temps réel

**UN COLLABORATEUR**  
dont le rôle serait de maintenir un lien opérationnel permanent avec le centre de traitement des U.S.A.

Le poste pourrait convenir à une personne d'environ 25 ans :

- parlant parfaitement l'anglais ;
- ayant de bonnes connaissances comptables ;
- maîtrisant parfaitement l'informatique et ses divers outils ;
- libre rapidement.

Prévoir curriculum vitae et présentations à :  
FACTOFRANCE HELLER, M. SMODE,  
Tour Maine-Montparnasse  
33, av. du Maine, 75155 Paris Cedex 15.

**Importante Société Industrielle et Commerciale**  
recherche

Pour son siège social Quartier ETOILE

**PROGRAMMEURS DE GESTION**  
Formation I.U.T. ou AFPA  
Maîtrisant le langage COBOL pour travailler sur matériel IBM - 370/145 DOS - VS

Pour ses bureaux de COLOMBES

**PROGRAMMEUR**  
Débutant, formation I.U.T.  
Connaissant le langage FORTRAN pour travailler sur matériel INTER-DATA et CONTROL-DATA dans le cadre d'applications à caractère scientifique.

Développement de logiciels graphiques interactifs  
Bonnes connaissances mathématiques et physiques souhaitées.

Envoyer C.V. photo et présentations sous réf 4754  
LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

**SOCIÉTÉ IMPORTANTE**  
SECTEUR DE POINTE  
Banlieue Sud  
recherche pour ses services centraux

**COMPTABLES**  
Libérés des obligations militaires.

Titulaires du B.P. - BAC G 2 - BTS ou ayant de l'expérience professionnelle.

Certains des postes vacants supposent une expatriation au Niger dans un délai d'un an.

Envoyer C.V. + photo à No 49.362,  
CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra,  
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL**  
rech. pour la mise en place de ses unités de gestion  
comptabilité générale, analytique et budgétaire :

**INGÉNIEUR INFORMATICIEN CONFIRMÉ**

- formation Ingénieur ;  
- 3 ans d'expérience de la conception et réalisation de projets informatiques.

Lieu de travail : Paris.

Envoyer curr. vitae, photo et présentations à n° 3656,  
COFAP, 40, rue de Valenciennes, 75010 Paris, qui transmettra.

**IBM EUROPE**  
recherche

**COMPTABLE**  
OCCASIONNEL  
OU EQUIVALENT

Anglais courant indispensable.

Lieu de travail : Paris.

Envoyer C.V. IBM EUROPE,  
Service Recrutement,  
9/10, cité du Raincy,  
75008 PARIS.

**CALMA**  
recherche

Groupe international d'origine américaine, spécialisé dans le domaine des systèmes graphiques gérés par ordinateur.

pour ses centres européens basés en France :

- Jne INGÉN. INFORMATIK. 75.000 F/an + Bilingue anglais. Formation Grande Ecole ou équivalente.
- OPÉRATEUR-DESSINAT. 55.000 F/an + Bilingue anglais. Niveau D.U.T. Electronique ou Mécanique. Connaissances programmation et systèmes pour support technique après-vente au niveau européen.

Pour ces deux postes, la formation s'effectuera aux Etats-Unis. Le lieu de travail sera déterminé, mais de courts déplacements en Europe sont à prévoir.

Adresser C.V. à CALMA, 9-11, rue Benoît-Maison, 92150 Suresnes.

**DELAS-WEIR**  
GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE  
recherche

**ingénieur d'affaires**

- Diplômé AM, ENSI, IDN ou équivalent
- Expérience dans minimum 2 domaines : thermique, mécanique des fluides, énergies
- Pratique courante de l'anglais
- Gestion contrats, coordination des études avec clients et fournisseurs
- Poste impliquant responsabilités et initiatives.

Bureaux proximité PORTE CHAMPAGNE.

Pour recevoir informations complémentaires, envoyer C.V. manuscrite, DELAS-WEIR, 12-14, rue d'Alsace, 92532 LEVALLOIS-PERRET. Description assurée.

**SWISSAIR**  
recherche

pour renforcer son équipe à l'aéroport d'Orly-Ouest

**AGENTS COMMERCIAUX**  
pour services passagers, opération et fret.

- Age 20 ans minimum, dégoûté O.M. ;
- Maîtrise anglaise, allemand souhaité ;
- Connaissances chrysothèque ;
- Horaires irréguliers.

Poste évolutif pour candidats de bon niveau.

Envoyer curriculum vitae + photo à SWISSAIR, Centre d'Essai, Orly-Ouest, n° 42, 95457 ORLY AERODROME CEDEX.

**TRANSAC**  
CONSTRUCTEUR FRANÇAIS  
DE MATERIEL INFORMATIQUE  
recherche pour BRUYÈRES-LE-CHATEL  
(proche Arpajon)

**A.T.P. ou INGÉNIEUR**  
ayant quelques années d'expérience dans la conception et la réalisation d'appareils de tests pour circuits électroniques et pour modules électromécaniques.

Anglais technique indispensable  
Formation sur les matériels assurée

Envoyer C.V. et prêt. sous la réf. 78-611 R à :  
Mme BONNIER TRANSAC S.A.,  
Centre Pierre-Hereng, - 61880 Bruyères-le-Châtel.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
EXPOSÉS ET REALISATION  
IMPORTANTS ENSEMBLES INDUSTRIELS  
recherche pour son Siège de PARIS  
(très proche banlieue Sud)

**EMPLOYÉ (ÉE)**  
Pour service contrôle factures et mandatement  
particulièrement au courant des révisions de prix et des assistés des taxes.

Adr. curriculum vitae et prêt. sous la réf. 7726 à :  
P. LICHAU S.A. - S.P. 220  
75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

110.000 FRANCS PAR AN  
**ORGANISME DE FORMATION**  
A BUT NON LUCRATIF  
(PARIS)

recherche

**DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL**

- Dépendant directement du Conseil d'Administration.
- Dirigent l'organisme en étroite collaboration avec lui.
- Ayant une formation supérieure et ayant assuré des responsabilités similaires pendant 5 ans au moins.

Adresser curr. vitae à CONSEILS FORMATION,  
sous la réf. GP 2 R, 53, rue du Châtelet-Desai,  
75010 PARIS. (Il sera répondu à toutes les candidatures. Disposition absolue assurée.)

**SOCIÉTÉ INFORMATIQUE**  
recherche

**3 ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

dont :

- 2 confirmés : Assemblage O.L.C.S./V.S. souhaités ;
- un débutant : 2 à 3 années études supérieures.

Adresser curriculum vitae, photo et présentations à :  
n° T 3233 M, RECHES-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**IMPTE SOCIÉTÉ** basileuse  
recherche

**JUNES INGÉNIEURS**  
Grande Ecole  
(ENSI ou équivalent) pour  
SERVICES COMMERCIAUX  
anglais courant,  
seconde langue appréciée.

Adresser C.V., détaillé 50x20,  
CONTESSÉ PUBLICITE,  
20, av. de l'Opéra, Paris-9

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
pour Paris de Versailles  
recherche

**AUDIT**  
Pour comptabilité analytique.  
Prévisions de contrôle  
budgétaire d'un département  
industriel.

Titulaire D.U.T. Gestion  
Comptable ou équivalent.  
Diplômé ou avec plusieurs  
années d'expérience.  
Avantages sociaux.  
- 13 mois.  
- 50% Service.

Ecr. en adressant C.V. détaillé  
avec photo et références au  
n° 4912 CONTESSÉ PUBLI-  
20, avenue Opéra, Paris-9.

**VILLE DE BOIGNY** rech. pour  
renforcer personnel comptable  
(150 à 200 couverts) :

**CHEF COUSINIER**  
ayant CAP, expérience collec-  
tives multiples associées avec  
C.V. à M. LE MAIRE.

**PROGRAMMEURS**  
de ANALYSES  
PROGRAMMEURS C.I.C.S. et  
D.T. Lieu de travail : Chelles  
ou Paris. Envoyer C.V. à  
P. LICHAU S.A. S.P. 220, 75063  
PARIS cedex 02, qui transmettra.

**STE PARIS CENTRE**  
recherche

pour optimiser et développer  
l'activité commerciale et  
économique et financière  
sur les entreprises

**COLLABORATEUR**  
Ayant une formation orientée  
vers les techniques  
de recherches documentaires.

- Position cadre  
- Salaire 20 000 à 60 000 F  
selon expérience

Ecrire sous le n° 78124 à :  
JRP, 38, rue de Valenciennes - P  
qui transmettra

**URGENT CHERCHE**  
**CHEF**  
PÂTIÈRE  
118A 200 - Excellentes référ.  
40.000 F. Tél. pour rendez-vous :  
S.A.P. - 285-23-78

**AT.3**  
**ELECTRICIEN**  
pour étude et développement  
de matériel d'échographie  
par ultrasons. Solide expérience  
en circuits logiques  
et analogiques.

Adresser lettre manuscrite  
à M. L. LEBLANC,  
4900 VINCENTES

**TROPHY RADIOLOGIE**  
11, rue de la  
4900 VINCENTES

La Ville de NANTERRE,  
10000 Habitants, recrute :  
1 Poste de Dessinateur avec  
Cout. d'essai, Orly-Ouest, n° 42  
Adresser candidature et curriculum  
vitae à M. le Maire de  
NANTERRE

**VILLE DE MEUDON**  
(Haut-de-Seine)  
recherche

Un cadre administratif homme,  
s'intéressant aux sports. Niveau  
études supérieures, connaissances  
Allemand souhaité.

Ecrire à M. le Maire de Meudon,  
& avenue Corneille, 92  
92100 MEUDON.

**UN ANALYSTE**  
**PROGRAMMEUR**  
qui assurera l'analyse organique  
et la programmation de logiciels  
de gestion.

Envoyer C.V. et présentations, à  
SOCIÉTÉ INFAS,  
4, rue de Valenciennes, 75002  
Paris

Importante Société  
d'Expertise Comptable  
recherche un ANALYSTE  
Etudes Financières  
recherche

**EXPERT COMPTABLE**  
**STAGIAIRE**

Formation :  
- H.E.C. E.S.C. I.E.P.,  
- I.N.E.C. E.C.E.C.,  
- Libéré obligations militaires  
- 1 année d'expérience confir-  
mée dans firme d'audit ou  
entreprise.

Envoyer C.V. et photo, à :  
S.E.F.E.C.  
72, rue Marquand - 75017 Paris  
En précisant la rémunération  
demandée et le délai de  
disponibilité.

**ORGANISME DE FORMATION**  
DE RECRUTEMENT  
DE TRANSPORT MARITIME

**JUNES DIPLOMÉS (ES)**  
110, rue de Valenciennes, Paris  
pour intégrer à petite échelle  
ou organiser stages et sessions.  
C.V. + lettre ser. et prêt. sous  
I.E.T.M., S.P. 220 - 75116 Arpajon

Nous sommes une société fran-  
çaise de première importance.

Nous recherchons

Quelques

**PERSONNES**  
**DE CARACTÈRE**

capables après un STAGE  
d'entraîner en quelques mois  
de 4 000 à 6 000 F MENSUELS.

Nous leur offrons :

- Une formation complète ;
- Une activité stimulante ;
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire  
« PEAU NEUVE »

Ecr. n° 3697 Publicité Récentes  
112, bd Voltaire, 75011 Paris

La préférence sera donnée à  
candidats ayant fait :  
- SORTI de bonnes études ;  
- SOIT la preuve  
de leur personnalité.

**COÛTANT** 23 ans, dégoûté obligat. milit.  
Licence Philo, Licence Lettres Modernes, possédant  
voiture. Connaissances anglaise et espagnole  
cherche 1<sup>er</sup> emploi.

Branches : Presse, Edition, Audiovisuel, Publicité,  
Relations Publiques.

Présentations réduites si travail intéressant ou for-  
mateur, occasionnel voyages ou séjours étrangers.

Envoyer à ASCO - W - 10, rue de Constantinople  
75002 PARIS ou tél. : 969-63-92

**CADRE TECHNIQUE et COMMERCIAL**

39 ans. Expérience électro-technique (engineering  
et électronique) et Générale (Sud d'import-export).  
Directeur adjoint dans cette dernière société.  
Très bonne notion d'Anglais (voyage USA et UK).

Excellentes références professionnelles.  
Recherche poste à responsabilité  
dans P.M.E. Paris ou banlieue Est.

Envoyer sous le n° 02.233 M à : RECHES-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, - PARIS (2<sup>e</sup>).

**SECRETARIE DE REDACTION**  
30 ans, dipl. condition, cherche  
poste dans revue ou périodique.  
Ecr. n° 2389, « le Monde » Pub.,  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2

**CADRE** 35 ans  
direct. administr. et financier.  
DECS, CPAI, ch. poste initial,  
et responsable P.M.E. Paris,  
banl. Est. Ecr. M. ROUILLON,  
4 chemin des Mertes,  
92000 COUVONVILLE T. 387-61-45

**EXPERT COMPTABLE**  
STAGIAIRE cherche STAGES.  
Ecr. n° T 02.170 M, Réch. P-  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2

50 ans, BEPC ch. emploi  
de bureau ou standard,  
Tél. 7243-29, le matin.

Secr. publ. franc. angl. ital.  
+ arabe parlé, cherche place.  
Ecr. n° 2389, « le Monde » Pub.,  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2

J.H. 28 ans, dynamique, recher-  
che emploi haut niveau, dans  
vente immobilière, excellentes  
connaissances du crédit.  
Tél. 784-64 pour rendez-vous.

Demande place stable  
MECANICIENNE QUALIFIEE  
Jogg - Robe - Bissier  
Télex.

**EL O.E.C.S.** comptable, ch. empl.  
temps partiel, exp. cabinet,  
G. LAMON, 100 Levallois,  
75002 PARIS. Tél. 971-61-94

secrétaires

**THOMSON-CSF**

**DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**SECRETARIE COMMERCIALE**  
de Niveau IV

LA FONCTION NECESSITE :

- Une personnalité dynamique, ayant fait ses preuves sur le plan professionnel (expérience minimum 5 ans).
- Un excellent niveau général.
- Le sens des relations commerciales.

Poste à pourvoir rapidement

41 heures X 5 jours. Restaurant d'entreprise  
Lieu de travail : GENNEVILLIERS

Recrire pour R.V. avec C.V., photo et présentations à  
J.-P. GALLAIS, 16, rue du Fosse-Bianca,  
92021 GENNEVILLIERS

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Ecole ch. SECRETARIE  
conf. pour 3 mois. Libre de suite  
Tél. : 225-12, de 9 h. à 17 h.

**IMPORT. STE** rech. pour  
SIEGE SOCIAL  
**SECRET. STENOGRAPHE**  
EXPERIMENTEE

Lieu de travail : Neuilly-Sud-Oise.  
40 heures par semaine.  
Restaurant d'entreprise

Adresser C.V. photo et prêt. à  
Monsieur Publicité, sous réf. 20,  
6, rue Lacaze, Paris 17<sup>ème</sup>,  
qui transmettra.

**Sténos et dactylos**

**URGENT**  
pour remplacement six mois  
**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICE**  
QUARTIER EUROPE

recherche  
pour service Publicité Grands Quotidiens

**STENOGRAPHE**

Se présenter RECHES-PRESSE Service du Personnel,  
85 bis, rue Réaumur, - 75002 PARIS.

**STENOGRAPHE**

pour service Publicité Grands Quotidiens

Se présenter RECHES-PRESSE Service du Personnel,  
85 bis, rue Réaumur, - 75002 PARIS.

**propositions diverses**

**CADRES BLOQUÉS, DÉÇUS OU INQUIETS...**

Si vous avez entre 30 et 55 ans (les années les plus importantes de votre carrière), le moment est venu d'opérer un changement.

Vous vous devez à vous-même de tirer le meilleur de vos années à venir.

Pour savoir comment prendre cet important virage, venez donc rencontrer l'un d'entre nous. Nous sommes une équipe internationale de Conseils de Cadres et nous vous proposons un entretien personnel et confidentiel, sans aucun frais ni engagement.

Téléphones ou écrivez à  
**FREDERICK CHUSID & Co. FRANCE**  
Conseils Internationaux en Evaluation de Cadres  
et en aménagement de Carrières.

6, rue de Berri, 75008 PARIS - 225-31-80.  
WIP 342-LONDRES - 25-97 Tivoli street  
180-28-61.

**LANGUE ANGLAISE INDESISENABLE**  
(Nous ne recrutons pas.)

demandes d'emploi demandes d'emploi

**Responsable promotion publicités**  
internationale leader

**CHEF DE PUBLICITE**  
CONFIRMÉ 32 ANS  
s/budget connu, libre de suite,  
étude toutes propositions  
de collaboration (PARIS).  
Ecr. n° T 02 107 M Réch-Presse  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**CADRE**

**ADMINISTR. COMPTABLE**  
30 années expérience entreprises  
internationales  
SITUATION ACTIVE  
Aussi intéressé par  
Ecr. à T 02 107 M Réch-Presse,  
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>

REG. 36 a. I.C. Sc. Phys. Doct.  
3<sup>e</sup> cycle Chimie, disp. question  
10 a. Exp. anal. Perm. franc. ar.  
collabor. en 215 laboratoires  
en 12 pays. AFRIQUE, INDY, OR.  
Ecr. n° 2322, « le Monde » Pub.,  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2

Centre de Formation  
professionnelle pour adultes  
cherche agents pour  
AIDES-COMPTABLES  
connaissant sténog  
Disponibles immédiatement.  
Tél. : 75-18-38, Poste 64

**traductions**

**Demande**

**TRADUCTEUR TECHNIQUE**  
Exp. all-fr-esp. orig. allem.  
collabor. en 215 laboratoires  
en 12 pays. AFRIQUE, INDY, OR.  
Ecr. n° 2322, « le Monde » Pub.,  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2

Centre de Formation  
professionnelle pour adultes  
cherche agents pour  
AIDES-COMPTABLES  
connaissant sténog  
Disponibles immédiatement.  
Tél. : 75-18-38, Poste 64

**ANNONCES CLASSEES**  
**TELEPHONES**  
**296-15-01**

Notre immobilier se trouve en page 26



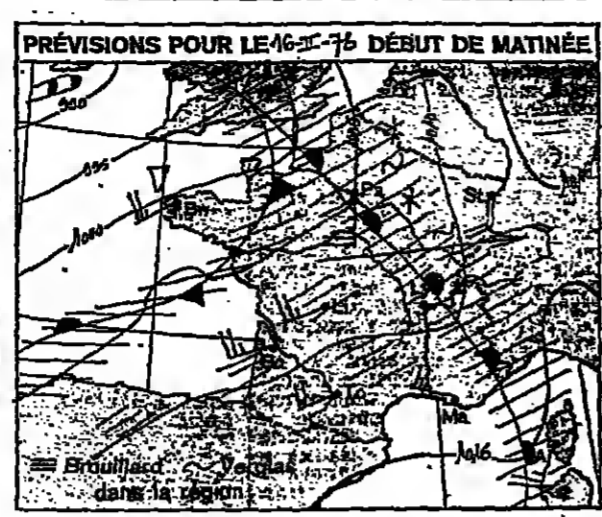
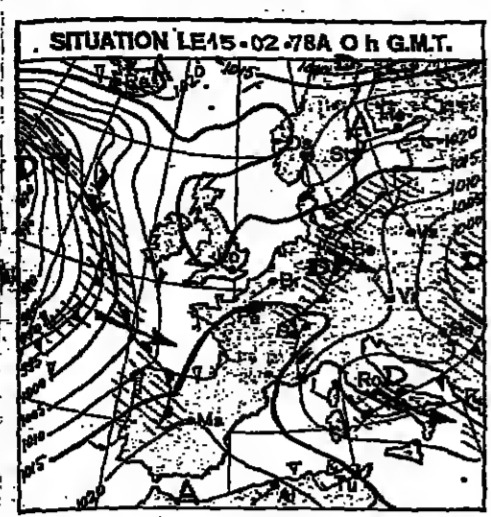




AUJOURD'HUI

CARNET

MÉTÉOROLOGIE



Situation probable du temps en France entre le mercredi 15 février à 0 heure et le jeudi 16 février à 24 heures :

Judi, les perturbations précitées donneront des nuages au large de la côte et de brèves pluies...

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1986. A crossword puzzle grid with numbers 1-11 and 1-9.

— XI. Pronom ; Compagnon éventuel. VERTICALEMENT 1. Bata de pénibles expéditions...

HORIZONTALEMENT

I. Sont moigés trop vite pour avoir eu le temps de sécher. II. Vie le jour dans une mosquée...

Horizontalement

I. Sportifs ; II. Alté ; III. Entailles ; IV. Guigge ; V. V. Elle ; Ida ; VI. SSK ; Pou ; VII. Soudés ; VIII. Are ; Brest ; IX. Pépites ; X. Tut ; XI. Sensible.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 16 février 1978 : DES DECRETS 1. Portant publication de l'accord portant création du Fonds international de développement agricole...

C'EST PAS CHER DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO. Notices à votre disposition chez les dépositaires.

encore plus douces... Lentilles de contact souples. On ne les sent plus sur l'œil. Essayez YSOPTIC. 80, Bd Malesherbes 75008 PARIS Tél. 522.15.52

Naissances

— M. le docteur Charles Hayonn et Mme, née Jourdan, ont annoncé la naissance de leur fils...

Décès

— Nous apprenons le décès de Marie BÉCARD, née à Paris en 1895, Marie Caye, veuve de Jean BÉCARD...

Messes anniversaires

— Le 16 février 1978, Jean LEGARET, nous quitte. Sa famille et ses amis se réuniront le jeudi 16 février 1978...

Soutenances de thèses

— Samedi 18 février, à 14 heures, Université de Paris-Sorbonne, salle Liard, Mme Michèle Simonon, née Berger...

Communications diverses

— Rosenbaum, autrement Rose, autrement Océane, née Normand, Germaine Léonine Rosenbaum...

Visites et conférences

JEUDI 16 FEVRIER VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 15 h. 17, rue de Valenciennes...

Remerciements

— Le bâtonnier Edouard Monville, Le docteur et Mme Pierre Minassian...

Suppression des contrôles aux sorties et aux entrées des gares

C'est le 3 avril prochain que les contrôles d'accès aux quais et de sortie des gares pour les trains supprimés dans l'ensemble des gares S.N.C.F.

L'état des routes

Après notre article du 14 février donnant des détails pour connaître l'état des routes, prévisions que les usagers peuvent s'adresser au Centre national d'information routière...

Naissances

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 11 février 1978, à Saint-Mandé, dans sa quatre-vingt-dixième année, de M. André REINER, ingénieur en retraite de la société Ugin-Kuhlmann...

Décès

— Nous apprenons le décès de Marie BÉCARD, née à Paris en 1895, Marie Caye, veuve de Jean BÉCARD...

Messes anniversaires

— Le 16 février 1978, Jean LEGARET, nous quitte. Sa famille et ses amis se réuniront le jeudi 16 février 1978...

Soutenances de thèses

— Samedi 18 février, à 14 heures, Université de Paris-Sorbonne, salle Liard, Mme Michèle Simonon, née Berger...

Communications diverses

— Rosenbaum, autrement Rose, autrement Océane, née Normand, Germaine Léonine Rosenbaum...

Visites et conférences

JEUDI 16 FEVRIER VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 15 h. 17, rue de Valenciennes...

Remerciements

— Le bâtonnier Edouard Monville, Le docteur et Mme Pierre Minassian...

Suppression des contrôles aux sorties et aux entrées des gares

C'est le 3 avril prochain que les contrôles d'accès aux quais et de sortie des gares pour les trains supprimés dans l'ensemble des gares S.N.C.F.

L'état des routes

Après notre article du 14 février donnant des détails pour connaître l'état des routes, prévisions que les usagers peuvent s'adresser au Centre national d'information routière...

Naissances

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 11 février 1978, à Saint-Mandé, dans sa quatre-vingt-dixième année, de M. André REINER, ingénieur en retraite de la société Ugin-Kuhlmann...

Décès

— Nous apprenons le décès de Marie BÉCARD, née à Paris en 1895, Marie Caye, veuve de Jean BÉCARD...

Messes anniversaires

— Le 16 février 1978, Jean LEGARET, nous quitte. Sa famille et ses amis se réuniront le jeudi 16 février 1978...

Soutenances de thèses

— Samedi 18 février, à 14 heures, Université de Paris-Sorbonne, salle Liard, Mme Michèle Simonon, née Berger...

Communications diverses

— Rosenbaum, autrement Rose, autrement Océane, née Normand, Germaine Léonine Rosenbaum...

Visites et conférences

JEUDI 16 FEVRIER VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 15 h. 17, rue de Valenciennes...

Remerciements

— Le bâtonnier Edouard Monville, Le docteur et Mme Pierre Minassian...

Suppression des contrôles aux sorties et aux entrées des gares

C'est le 3 avril prochain que les contrôles d'accès aux quais et de sortie des gares pour les trains supprimés dans l'ensemble des gares S.N.C.F.

L'état des routes

Après notre article du 14 février donnant des détails pour connaître l'état des routes, prévisions que les usagers peuvent s'adresser au Centre national d'information routière...

Advertisement for a wine collection. Includes text: 'Nous sommes heureux d'une réédition sur les intentions de « Carnet du Monde », sont prêts à joindre à leur envoi de tests une des dernières bouteilles pour justifier de cette qualité.' and a large image of a wine bottle.



# régions

## Ile-de-France

Budget difficile, maladie, chômage...

### Où trouver l'argent du loyer ?

Les mises en chantier de logements neufs en région parisienne ont diminué de 18 % en 1977 : 65 000 contre 79 000 en 1976.

La cellule économique pour les matériaux, la construction et les travaux publics, dans sa dernière note de conjoncture, explique que les secteurs les plus touchés sont le secteur libre, particulièrement à Paris. Les constructions de logements collectifs ont diminué de 24 % tandis que les mises en chantier de maisons individuelles sont restées aussi nombreuses que l'année précédente (20 000 environ).

Au-delà de ces données quantitatives se pose la question plus concrète de l'exercice réel du « droit au logement ». Il pose en particulier le problème de savoir si les H.L.M. répondent bien aux besoins des habitants les plus modestes de la région parisienne. Pourquoi alors certaines familles cessent-elles de payer leur loyer ? Les récentes mesures prises en faveur des ménages modestes (aide personnalisée au logement notamment) permettent-elles de résoudre les difficultés des habitants de l'Ile-de-France les plus défavorisées ?

Autant de questions brûlantes évoquées au cours du dernier colloque « Habitat et vie sociale », récemment réuni à Paris.

Qui sont les « exclus » du droit au logement ? Aucune enquête n'a été menée sur le plan régional afin de déterminer le nombre de loyers impayés. Une étude faite dans une cité H.L.M. de Chelles (Seine-et-Marne) a néanmoins permis d'établir que les dettes de loyer ne sont pas formellement liées à l'absence ou à la modicité des revenus des locataires. En effet, les ménages endettés le sont parce qu'ils ne savent pas gérer parfaitement leur budget (88 % des familles endettées), ou parce que le malade (48 %) ou le chômage (23 %) les frappe.

L'enquête montre aussi que les locataires endettés pourraient sortir de leur situation

s'ils sont aidés rapidement. Conclusion : il faudrait que, dans chaque département, un organisme accorde aux familles endettées une aide financière rapide. La dette de loyer n'est souvent que le symptôme d'autres difficultés, conclut le rapport, c'est donc avant tout aux causes de l'endettement qu'il faut s'attaquer.

Les « exclus », ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent supporter la charge d'un loyer H.L.M., ne sont pas les seuls à rencontrer des difficultés : il faut y ajouter les ménages modestes logés dans de mauvaises conditions. Neuf cent mille locataires de la région parisienne sont mal logés et la moitié habitent dans des immeubles anciens voués, à plus ou moins brève échéance, à destruction ou à réhabilitation ; ce qui aura pour conséquence de renchérir encore les loyers H.L.M.

L'aide personnalisée au logement (A.P.L.) peut-elle permettre de résoudre ces difficultés ? Elle constitue effectivement une solution pour les ménages modestes (on les aide à payer les loyers) a expliqué M. André Massot, au nom de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, qui vient de mener une étude sur ce thème, mais elle reste insuffisante pour les locataires les plus défavorisés. Ils sont plusieurs dizaines de milliers, en effet, dont les revenus ne dépassent pas 2 000 F par mois. Pour ces familles, trop d'incertitudes demeurent, puisque les loyers, même réduits, seront encore trop chers pour eux.

Demière question : le rôle des sociétés H.L.M. est-il d'assumer à n'importe quel prix une « vocation d'accueil des plus défavorisés » ? Leurs contraintes de gestion leur permettent-elles d'accepter le risque d'impayés ? Les participants au colloque ont demandé qu'un « accompagnement social » (services d'information, animation) soit mis en place et que le « surcoût » entraîné par ces mesures soit pris en charge par la collectivité.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## FAITS ET PROJETS

### ILE-DE-FRANCE

● La cité des archives à Fontainebleau. — La première unité de la cité des archives contemporaines de Fontainebleau a été inaugurée, mardi 14 février.

La cité de Fontainebleau est un « dépôt intermédiaire » des archives nationales. Elle doit conserver les documents français présentés à l'administration pour les administrations, mais qui doivent demeurer disponibles jusqu'au moment où interviendra leur élimination partielle ou leur conservation définitive comme archives historiques. La cité des archives contemporaines comptera dix unités semblables, construites aux trois quarts en souterrain dans la forêt de Fontainebleau.

● SEMIBAN : compromis signé. — Le protocole d'accord établi entre l'Etat, les banques et les communes concernées par les difficultés financières de la Société d'économie mixte de la banlieue nord (SEMIBAN) a été signé au tribunal de commerce.

Ce compromis prévoit une participation de 170 millions de francs de la part des banques, 42,7 millions de francs de la part de l'Etat et 21 millions de la part des communes qui bénéficieront de prêts au taux actuariel de 11,20 %. Le déficit de la société sera ainsi couvert, mais la SEMIBAN sera dissoute après réalisation de ses actifs.

### POITOU-CHARENTES

● Les plages de l'île de Ré. — Le conseil municipal de Rivendou-Plage, dans l'île de Ré (Charente-Maritime), a démissionné pour protester contre l'augmentation du tarif du bac qui relie l'île au continent. Les élus municipaux

### RHONE-ALPES

● A Malcelle : la gauche et le nucléaire. — Des représentants du P.C.F., du P.S. et du P.S.U. ont participé, le 12 février, à une table ronde organisée par l'Association anti-Super-Phenix de la région de Malville dans l'Isère. Le parti communiste a réaffirmé son refus du moratoire, mais estime que les conditions de réalisation de Super-Phenix doivent être reconsidérées, notamment par la nationalisation immédiate de tous les maillons de l'industrie nucléaire. Le parti socialiste a rappelé qu'il s'était prononcé « pour l'arrêt immédiat, mais provisoire, des travaux à Malcelle ». Le P.S.U. est « pour l'abandon total du nucléaire qui empêche une société autoritaire et centralisée incompatible avec l'autogestion ».

### CORSE

● Le Club Méditerranée à Sant'Ambronio. — Malgré l'interdit émis, le 2 février dernier, contre le « village » de Sant'Ambronio, près de Calvi, qui a causé d'importants dégâts aux installations techniques, le Club Méditerranée, a néanmoins décidé d'ouvrir ce village de cinq cent vingt lits, comme prévu, le 25 mai prochain. Les villages de Cargeuse, près d'Ajaccio, et de Santu-Falciu, près de Porto-Vecchio, ouvriront le 8 mai.

L'été dernier, le village de Cargeuse était resté fermé. La décision de l'ouvrir a été prise après l'annonce du plastique commis, en mois d'avril, contre ce village.

## SPORTS

### VOILE

### Une goélette de Jean Berret pour les Glénans

Un peu partout, en France et en Europe, des passionnés de la voile doivent leurs premières expériences à Jean Berret, fondateur du Centre nautique des Glénans (C.N.G.). Celui-ci a su à la fois élaborer une méthode d'enseignement et choisir de bons bateaux, dont certains ont atteint une diffusion exceptionnelle. Voilà un quart de siècle, Jean-Jacques Herbaut créait le Vaurien et le Corsaire, qui allaient donner à de nombreux jeunes voileurs pratiques et endurants. Depuis lors, le C.N.G. est presque toujours resté fidèle au bois, et surtout au contreplaqué, dont beaucoup ont aujourd'hui tendance à sous-estimer l'intérêt.

En dehors de J.-J. Herbaut, les Glénans s'adressent quelquefois à d'autres architectes en bois. Naguère, le C.N.G. avait pris contact avec André Mauriac pour la création d'un bateau d'une douzaine de mètres, mais ce projet n'a pas abouti. Plus récemment, le centre s'est adressé à Jean Berret. Le jeune architecte rochelais a dessiné pour le C.N.G. une goélette de 9 m. 80 en bois moulé dont le premier exemplaire va sortir du chantier Hervé à La Rochelle. Une seconde unité sera ensuite construite. Ce bateau à quille, de tirant d'eau limité à 1 m. 30 et pesant 3 tonnes, est pourvu d'un grand cockpit qui peut accueillir de neuf à douze équipiers.

En plus de cette création vouée à l'enseignement de la voile, Jean Berret, très en vue depuis la saison dernière, a dessiné de nombreux voiliers de compétition destinés à la course en temps

réel. Son Jaunac, gagnant de la dernière Mini Ton Cup, va être fabriqué en petite série par le chantier français Brémaud, tandis que trois bateaux sont construits sur de nouveaux plans en vue de la prochaine édition de cette épreuve, qui sera disputée à L'Avon. Le Cap Baba, vainqueur de la Micro Cup, est produit par AACAP, à Colombes. Un nouveau quartier tonner en bois moulé est en construction au chantier de Pierre Berret et Eric Dumont, à La Rochelle. Deux tiers quarts en aluminium dérivés d'Esophage-Boogie vont voir le jour en Espagne. Deux autres tonners se préparent à L'Avon. Le Cap Baba, vainqueur de la Micro Cup, est produit par AACAP, à Colombes. Un nouveau quartier tonner en bois moulé est en construction au chantier de Pierre Berret et Eric Dumont, à La Rochelle. Deux tiers quarts en aluminium dérivés d'Esophage-Boogie vont voir le jour en Espagne. Deux autres tonners se préparent à L'Avon.

Or, la concurrence s'annonce très forte en Grande-Bretagne, où quatre-vingt-cinq candidats ont annoncé leur intention d'engager un bateau dans les éliminatoires anglaises de la Coupe. Sur ce total, on compte en particulier dix plans de Stephen Jones, neuf de Ron Holland, cinq de Doug Peterson et trois de Bruce Farr, dont les créations ont affiché une supériorité écrasante à l'autopode, en face d'une opposition réduite. A Poole, la confrontation s'annonce plus serrée et instructive.

YVES ANDRÉ.

## LES QUINZE ANS DE LA DATAR

### Une société de liberté est soucieuse de développer et de décentraliser les responsabilités

déclare M. Giscard d'Estaing

« En ces temps où la critique systématique et partisanne masque tout et fait que le bilan de la politique d'aménagement du territoire est largement positif, a déclaré mardi 14 février, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'occasion du quinzeième anniversaire de la DATAR.

Après avoir souligné la « volonté » des gouvernements successifs depuis 1963 de « construire, développer et moderniser la France », et noté que la boulimie parisienne avait été freinée, le président de la République a affirmé :

« Défendre, aider et développer les régions les plus désahérites est un impératif de justice comme l'est la défense, l'aide et l'équipement des régions les plus démunies de notre société ».

Parlant des perspectives, le chef de l'Etat a dit qu'il s'agissait de donner à l'aménagement du territoire « un nouvel élan » qui vise deux objectifs : le renouveau de la France rurale, et ce qui ne signifie pas un retour bucolique à un ruralisme d'un autre temps » et la décentralisation des responsabilités.

« Si l'égalité des chances entre les régions nécessite toujours l'attention et l'aide de l'Etat, il faut que demain, plus qu'aujourd'hui, la politique de l'aménagement du territoire soit largement laissée à l'initiative, et sous la responsabilité locale. Elle doit se débarrasser des interventions d'inspiration technocratique ou partisane ».

« Au niveau des régions, les compétences et les moyens pourront être augmentés, notamment pour l'animation économique, le développement et la sauvegarde de l'emploi, le choix des réseaux de communication, l'incitation aux créations d'activités, à l'innovation et à la recherche, c'est-à-dire la préparation de l'avenir économique ».

« La libre discussion entre les acteurs locaux et l'Etat sera la méthode privilégiée. Elle est celle d'une société de liberté, soucieuse de développer et de décentraliser les responsabilités, soucieuse de faire appel à la libre initiative et à la concertation ».

Le président de la République a lancé un appel aux grands groupes industriels à pour qu'ils prennent une part active dans la conversion de leurs propres activités quand leurs responsabilités sociales et régionales sont engagées. Il demande qu'ils localisent aussi leurs opérations d'expansion là où elles assureront, dans les meilleures conditions, l'emploi de la main-d'œuvre nationale ».

Il a conclu en annonçant « qu'il réunit à la fin de l'année 1978, une conférence nationale de l'aménagement du territoire ouverte à tous ceux qui, dans leur région, dans leur commune, dans leur entreprise, souhaitent faire des propositions concrètes et souhaitent participer à la mise en œuvre de cette politique ».

### M. MICHEL GIRAUD (R.P.R.) : la responsabilité politique des élus régionaux n'est pas suffisamment soulignée.

M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France (R.P.R.), nous a déclaré, après le discours du président de la République :

« Le chef de l'Etat a reconnu le rôle économique que doivent jouer les régions. Elles sont, en effet, en première ligne en cas de crise locale de l'emploi et il est normal que les compétences et les moyens leur soient donnés pour prévenir des fermetures d'entreprises et surtout pour favoriser le développement des activités. Toutefois, le problème est de savoir comment ces compétences seront mises en œuvre et quels moyens leur seront donnés ».

« Le président a souligné que la loi de 1972 sur les régions serait complètement appliquée, ce qui pour les élus régionaux, qui ont l'expérience des réticences et des freinages de l'administration, marque un progrès ».

« Je ne peux toutefois que regretter que la responsabilité politique des élus régionaux ne soit pas davantage soulignée alors qu'ils ont vocation à être, en liaison avec les responsables socio-professionnels, des relais de décision et d'information entre les collectivités locales et l'Etat ».

**PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE**

Aucun diplôme exigé - Aucune limite d'âge - Début des cours à votre convenance - Demandez le catalogue gratuit numéro 698

**ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION**

Ecole privée fondée en 1870 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat

12, rue des Petits-Champs 75004 PARIS - CEDEX 02

Etudes gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue (loi 16-73)

## Bretagne

### LE REMEMBREMENT DANS LE FINISTÈRE

Les Guilloù s'adressent à la justice

M. et Mme Guilloù, cultivateurs à Ploervez-du-Paon (Finistère), qui depuis octobre 1977 ont fait plusieurs grèves de la faim pour protester contre le remembrement de leur exploitation, ont décidé de porter l'affaire devant le tribunal administratif. Ils réclament donc aux manifestations spectaculaires pour adopter les procédures légales.

Dans une déclaration rendue publique le 8 février, ils indiquent qu'ils procèdent ainsi pour montrer leur « volonté de conciliation ». Cependant, ils font observer que les recours devant les tribunaux administratifs ne sont pas suspensifs et que même lorsque les juges donnent raison aux agriculteurs ces derniers doivent parfois attendre dix ans pour obtenir satisfaction.

« C'est pourquoi, déclarent les Guilloù, nous demandons au préfet et au directeur départemental de l'agriculture d'arrêter toute opération convenue au remembrement en attendant la décision du tribunal. Si aucune réponse ne nous était donnée, ajoutent les cultivateurs, cela équivaltrait pour l'administration à ignorer notre volonté de conciliation et surtout l'intérêt et la valeur des décisions du tribunal administratif ».

En plus de cette création vouée à l'enseignement de la voile, Jean Berret, très en vue depuis la saison dernière, a dessiné de nombreux voiliers de compétition destinés à la course en temps

**Samaritaine Capucines**

*Samaritaine de Luxe*

27, BOULEVARD DES CAPUCINES, PARIS - TEL. 251.57.25

mercredi 15 jeudi 16  
vendredi 17 samedi 18 février

**Vente spéciale**

pour hommes rez-de-chaussée et jeunes gens 2<sup>e</sup> étage

Chemises, Cravates, Echarpes, Robes de chambre, Bonneterie, Vestons, Pantalons, Pardessus, Imperméables, Mouchoirs, Gants, etc.

**GEST FACILE**

**DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

cette cassette **GRATUITE**

**Linguaphone**

vous montre comment apprendre, chez vous, à parler anglais en 3 mois

Linguaphone : une nouvelle méthode audio-visuelle active, basée sur le dialogue.

Grâce aux disques ou aux cassettes, des Anglais vont venir chez vous, pour vous apprendre leur langue en vous parlant et en vous faisant parler.

Ces dialogues, très faciles au début vous familiariseront progressivement avec les structures, le vocabulaire et l'accent. En participant, vous-même, en direct, à ces conversations, vous vous habituerez à penser en anglais.

Et dans quelques mois, vous commencerez, déjà, à parler couramment.

Sur le même principe 23 langues à votre disposition

anglais • anglais/américain • espagnol • italien • japonais • russe...

**BON GRATUIT** Sans aucun engagement de ma part, je demande à bénéficier d'une information personnelle sur la méthode Linguaphone et à recevoir une cassette (ou un disque) de démonstration (à cocher d'une croix la case de mon choix).

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

Quelle langue voulez-vous étudier ? \_\_\_\_\_

**LINGUAPHONE** 12, rue Lincoln 75008 Paris

(pour la Belgique, rue du Midi, 54-1000 Bruxelles)

(pour la Suisse, C.P. 215 Bd Helvétique, 17 - 1211 Genève 3)

مكتبة الأصل







ÉTRANGER

En vertu d'un accord à long terme Pékin et Tokyo vont beaucoup accroître leurs échanges commerciaux

Usines et technologie japonaises contre pétrole et charbon chinois... telle est pour l'essentiel la teneur du contrat à long terme que devraient signer, ce mercredi 15 février, à Pékin, les représentants du patronat japonais.

De notre correspondant

Tokyo. — Les Japonais et les Chinois signent mercredi 15 février à Pékin un accord commercial à long terme. Ils s'engagent à faire passer à 20 milliards de dollars leurs échanges au cours des huit prochaines années.

PHILIPPE PONS.

En Finlande

La dévaluation ne paraît plus aussi certaine

De notre correspondant

Helsinki. — Le gouvernement finlandais n'avait encore pris mardi aucune décision concernant une modification possible du cours du mark à la suite de la dévaluation de la couronne norvégienne.

Finlande rendent possible le maintien du cours du mark. L'Institut d'émission du gouvernement, M. Koivisto (social-démocrate) est favorable à la dévaluation.

PAUL PARANT.

En Suède

Malgré les efforts du gouvernement la situation de l'emploi continue à se détériorer

De notre correspondant

Stockholm. — La situation de l'emploi s'est nettement détériorée en Suède au mois de janvier. Selon le rapport mensuel de l'Office central de la statistique.

Le chômage des jeunes n'est pas en régression, mais il a toutefois cessé d'augmenter au cours des deux derniers mois.

ALAIN DEBOVE.

ALGERIE

La Banque nationale d'Algérie vient de réaliser une émission obligataire de 100 millions de marks sur le marché des capitaux.

BELGIQUE

Honda va installer en Belgique un centre de distribution de pièces détachées qui fournira l'ensemble du réseau européen du constructeur automobile japonais.

PAYS-BAS

La production industrielle a augmenté de presque 2 % au mois de décembre aux Pays-Bas, pour retrouver le niveau de décembre 1976.

Les négociations avec Moscou

L'accord consacre une progression régulière des échanges entre la Chine et le Japon. En 1977, ils se sont élevés à 3,4 milliards de dollars (contre 2,7 milliards en 1976, année record).

WEEK-END A LONDRES 470F. Réservation 225.99.06+

IRAN AIR Only Sud PARIS NEW-YORK BOEING 747 SP: Lundi - Vendredi: 12 h 30

ERRATUM. — Le bénéfice record de la T.W.A. pour 1977 (Le Monde du 16 février) est de 64,8 millions de dollars, soit 320 millions de francs, et non 32 millions, comme une erreur typographique nous l'a fait croire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DART INDUSTRIES

RESULTATS ESTIMES POUR L'ANNEE 1977 EN HAUSSE AUGMENTATION DE 60 % DU DIVIDENDE TRIMESTRIEL EN ESPÈCE

Les résultats provisoires de l'exercice 1977 sont en hausse pour la septième année consécutive et font état d'un bénéfice net par action qui s'élève à 4,68 dollars contre 4,14 en 1976.

de dollars en 1977. En conséquence des provisions ont été passées pour un montant de 11,73 millions de dollars, ce qui représente une charge de 1 cent par action enregistrée sur l'exercice 1977.

CIT - ALCATEL

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élève à 3 281 millions de francs, taxes comprises, soit 3 233 millions de francs hors taxes, contre respectivement 2 381 millions de francs et 2 307 millions de francs pour l'exercice précédent.

SAFT

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élève à 627 815 000 francs contre 589 300 000 francs en 1976, soit une progression de 14,15 %.

CIPEL

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élève à 292 328 000 francs contre 283 891 francs en 1976, soit une progression de 13,2 %.

S.I.M.N.O.R.

Le montant des loyers perçus en 1977, non compris les primes à la construction et autres produits, s'est élevé à 23 471 067 F, contre 21 025 000 F en 1976.

C.P.R. COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

Le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompte a réuni le 14 février 1978 sous la présidence de M. René Casson, a approuvé les comptes de l'exercice 1977 faisant apparaître un bénéfice net de 12 millions de francs, contre 10 millions de francs pour l'exercice précédent.

HENKEL

La direction centrale du groupe Henkel compte deux nouveaux membres: M. Walter Haxel, chimiste, directeur de la Banque nationale, quarante-cinq ans.

LES MARCHÉS

PARIS 14 FÉVRIER

Table of market data for Paris, including various stock indices and prices.

BOURSE DE PARIS 14

Table of stock market data for the Paris Bourse, listing various companies and their share prices.

REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN

YEMEN GENERAL ELECTRICITY CORPORATION

Projet de transmission de 132 kv

La Yemen General Electricity Corporation a l'intention de lancer un appel d'offres international pour un projet de ligne de transmission de 132 kv pour la République Arabe du Yémen.

Les sociétés intéressées sont invitées à faire connaître leur intention de demander le cahier des charges, qui sera disponible vers la fin mars 1978.

Une somme non remboursable de 2.500 YR ou 300 \$ sera perçue pour chaque jeu de documents.

Les travaux comprennent des lignes de transmission à circuit double sur pylônes en acier de la centrale électrique proche d'Hodeidah à Hodeidah, de cette centrale à Sanaa et de Sanaa à Amran.

Le projet sera financé par des prêts accordés par le Fonds Saoudien de Développement et le Fonds Arabe de Développement Économique et Social.

Les sociétés intéressées sont priées d'écrire au Chairman, Yemen General Electricity Corporation, P.O. Box 178, Sanaa, Yemen Arab Republic, avec une copie adressée à l'ingénieur, Kennedy & Donkin.

مركزنا من الأصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES**
  - EDUCATION : « Une didactique pour aujourd'hui », par André Revuz ; « La pédagogie conquête : le congé-éducation », par Clément Fleuchot ; « Fonds publics et libertés », par Louis Tourancheau.
- 3. ETRANGER**
  - Les crises en Europe du Sud.
- 4. DIPLOMATIE**
- 5. ASIE**
- 6. PROCHE-ORIENT**
- 5 à 7. AFRIQUE**
  - La Mauritanie prise au piège (II), par Daniel Junqua.
- 8 à 11. POLITIQUE**
  - LA PREPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES : Le contre-projet sur le chiffrage du programme économique du P.S.
  - EN ILE-DE-FRANCE (I) : HAUTS-DE-SEINE : la ceinture dorée.
- 12. SOCIÉTÉ**
- 13. AERONAUTIQUE**
  - L'Airbus aux U.S.A.

**LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**  
 PAGES 13 A 21  
 THEATRE : « Noël trop tard pour sauver l'économie de l'Odéon »  
 CINEMA : Un entretien avec Steven Spielberg  
 ART : Trois siècles d'affiches françaises au musée. Une exposition Rodin à Calais.

**28. REGIONS**  
 ILE-DE-FRANCE : Où trouver l'argent du loyer ?  
**29-30. ÉCONOMIE**  
 POINT DE VUE : « Encourager l'investissement individuel », par Yves Cherpey.  
 Les cadres, l'épargne et le pouvoir.

**LIRE ÉGALEMENT**  
 RADIO-TELEVISION (21)  
 Annonces classées (28 à 35) ; Anjouhuit (27) ; Carnet (27) ; Journal officiel (27) ; Radiologie (27) ; Mots croisés (27) ; Bourso (31).

● M. Geoffrey Chodron de Courcel, ambassadeur de France, ancien secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, a été élu lundi 13 janvier président de l'association France-Grande-Bretagne, en remplacement de M. Pierre-Olivier Lapie, membre de l'Institut, ancien ministre, démissionnaire.

Le numéro du « Monde » daté 15 février 1978 a été tiré à 543 748 exemplaires.

**Investissement immobilier**  
**cica** 227.04.30  
 45, rue de Courcelles - 75008 Paris

**FABRICANT - VENTE DIRECTE COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRE**  
 70 R. AMÉLÉOT TEL. 700.87.94  
 M<sup>e</sup> St-Sébastien - Fermé le samedi

collection **ATHLETICHI**  
**tapis**  
 Pièces rares et anciennes sélection contemporaine  
**-20%** remise de caisse  
 Jusqu'au 28 février  
**PAVILLON D'ORIENT**  
 115, bd Hausmann-9<sup>e</sup> (angle Mirorenid)  
 255.11.90

A B C D E F G

## Après le premier tour de deux élections cantonales

### Le P.S. appelle à la régularité des scrutins dans le Val-de-Marne

A la suite du premier tour de deux élections cantonales partielles du dimanche 12 février (Le Monde du 14 février), dans les cantons de Chennevières-sur-Maine et de Vincennes-Fontenay-Nord (Val-de-Marne), la fédération départementale du parti socialiste, dont les deux représentants avaient été devancés par les candidats communistes, a décidé de « faire jouer à plein » le principe de la discipline républicaine. La fédération, qui appelle les électeurs socialistes du premier tour à voter pour les candidats du P.C., indique : « Pour battre la droite, ce principe ne doit souffrir ni discussion ni marchandage. » D'autre part, des informations diffusées mardi matin 14 février faisaient état d'un communiqué du P.S. accusant le P.C. de s'être livré à des irrégularités électorales. La fédération départementale du P.S., si elle a publié un document concernant le déroulement du scrutin, a dénoncé les irrégularités qui ont été faites. Cependant, dans une réunion interne, le bureau fédéral a exprimé son « inquiétude » quant aux conditions dans lesquelles se préparent et se déroulent les élections dans ce département. Refusant de porter une accusation contre tel ou tel parti, le bureau a lancé un appel pour que « tous les partis politiques, notamment ceux se réclamant de la gauche », s'associent à cette condamnation et à réclament l'installation de compteurs sur les urnes dans toutes les municipalités du département.

De son côté, la fédération du Val-de-Marne du P.C. a protesté, mardi 14 février, contre « les manipulations auxquelles se sont livrés la droite et le préfet du Val-de-Marne » pour ce premier tour de scrutin. La fédération précise que 1 000 électeurs du canton de Chennevières-sur-Maine et 900 de celui de Vincennes-Fontenay-Nord ont été radicalement exclus des listes électorales et ont été ainsi empêchés d'exercer leur droit de vote.

## MORT DE RENÉ RICHARD

### Du syndicalisme du niveau de vie au syndicalisme du cadre de vie

On apprend la mort, survenue à Paris le 14 février, de René Richard, président de l'Union régionale Vie et Nature (U.R.V.N.) et ancien vice-président du Conseil économique et social.

France qui quadrille les six départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et ses supporters se comptent par dizaines de milliers. Non conformiste, contestataire, d'une honnêteté d'une rareté, il ne fut jamais pris en défaut. René Richard a mené par la promotion immobilière plusieurs combats dont certains ont fait date. Ainsi lorsqu'il publia en 1972 un pamphlet à propos de la Côte d'Azur assassinée mettant en cause la prolifération des « marinas ». René Richard et ses amis étaient attaqués ces derniers années à la défense de la forêt provençale menacée par le feu et la spéculation, et tout récemment à la préservation du « haut pays ».

Il nous déclarait tout récemment, après avoir été au sein de l'U.R.V.N. des stages de formation fréquentés par un millier de jeunes militants : « Après le syndicalisme du niveau de vie pour lequel j'ai beaucoup lutté, voici venir le syndicalisme du cadre de vie. La démocratie a tout à y gagner. »

● Le préfet de Paris a déposé, mardi 14 février, un recours devant le tribunal administratif de Paris qu'il se prononce sur l'éligibilité de M. Jacky Marnot, candidat appelé au contingent dans la 12<sup>e</sup> circonscription de Paris, aux élections législatives de mars. Le tribunal administratif de Paris a trois jours pour se prononcer.

● Explosion de gaz à Evreux : un mort. — Un officier de police, M. Michel Philippot, a été tué et dix autres personnes ont été blessées mardi 14 février, peu après 22 heures, à Evreux (Eure), par une explosion due à une fuite de gaz. Tous ces sauveteurs

MERCREDI 15, JEUDI 16, VENDREDI 17 Fév. et jours suiv.

## LIQUIDATION TOTALE

AVANT RESTRUCTURATION COMMERCIALE

# Tunmer

5, PLACE ST. AUGUSTIN 8<sup>e</sup>

**SKI**  
 COMBINAISONS, ANORAKS, SALOPETTES, PANTAKI, FUSEAUX, PULL-OVERS, SKIS, FIXATIONS, CHAUSSURES, APRES-SKI, ACCESSOIRES, ETC...

**SPORTSWEAR**  
 IMPERMEABLES, BLAZERS, PANTALONS VELOURS, FLANELLE, JUPES, BERMUDAS, MAILLOTS, ETC...

**TENNIS**  
 RAQUETTES, CHAUSSURES, SHORTS, JUPES, ROBES, CHEMISETTES, PULLS, ETC...

**EQUITATION . GOLF . CHASSE**

**SPORTS DIVERS**

JUSQU'A ÉPUISEMENT DES STOCKS  
 Ouvert sans interruption de 10 à 19h

## Neuf personnes périssent dans l'incendie d'une maison

### A peine une maison

Six enfants et trois adultes ont péri au cours de la nuit du mardi 14 au mercredi 15 février dans l'incendie qui a détruit, à Noyelles-Godault, près de Lens (Pas-de-Calais), la maison où ils dormaient. Les corps de Mme Honorine Moinet, trente-six ans, de ses six enfants et de deux locataires ont été retrouvés sous les décombres de la petite maison ouïrière où le feu, vraisemblablement provoqué par un appareil de chauffage, les a surpris dans leur sommeil.

## A peine une maison

### De notre envoyé spécial

Lens — Drame bien du Pas-de-Calais. Dans cette ville bourgeoise, de l'autre, un pavillon peint de blanc et de bleu. Le tout sur fond de champs de betteraves et de chemins d'usines et de fermes. Au milieu, une maison de briques, une maison de poupée. A peine une maison, une bicoque. Deux pièces au rez-de-chaussée avec, immense, un poêle à charbon. Une pièce à l'étage, un modeste grenier. « Pas la misère, non monsieur, mais pas l'Amérique, ça c'est sûr. Enfin, vous savez, les choses devaient bien se démentir. C'était du transitoire. »

Drame de l'indigence. Ils étaient neuf. Neuf dans un monobloc de poche. Ils auraient dû être onze. Le compagnon de Mme Honorine Moinet était de sortie cette nuit-là. Deux de ses enfants étaient également partis en vacances, la veille. Neuf donc. Tous regroupés dans le grenier. La mère et six de ses enfants, âgés de cinq, six, onze, douze, treize et dix-sept ans, bien sûr. Mais aussi, deux locataires, Edouard et Luc.

Drame de la marginalité. « Edouard était un genre de dévot », le deuxième locataire, un ténor. Il avait la cinquantaine. Des associés. »

Edouard et Luc, personne n'en aurait voulu, excepté Mme Honorine Moinet. Cela l'aiderait à faire vivre sa famille, à améliorer l'habitat. Mais aussi, à l'école. Edouard et Luc étaient le compagnon de leur logeuse, un

## Remplacé par une école d'art lyrique

### L'OPÉRA-STUDIO DISPARAIT

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a annoncé, mardi 14 février, la création d'une école d'art lyrique du Théâtre national de l'Opéra de Paris, qui prend la place de l'Opéra-Studio. La scolarité (de deux à quatre ans), se déroulera à Paris, en province et à l'étranger. Les élèves seront étroitement associés à la vie de l'Opéra et à ses spectacles. Le recrutement se fera par un concours national qui aura lieu en mai-juin prochains. L'école d'art lyrique, dirigée par M. Bernard Lefort, successeur désigné de M. Libermann comme administrateur de l'Opéra de Paris, sera logée salle Favart.

Avec l'instauration de cette école d'art lyrique, M. d'Ornano a porté le coup de grâce à l'Opéra-Studio, qui est l'un des plus beaux exemples de la vie de la politique culturelle suivie depuis six ans (cf. Le Monde des 8 et 13 décembre 1974, 3 janvier 1976, 26 janvier 1977). Créé en 1972 par M. Jacques Duhamel, l'Opéra-Studio a été dirigé par M. Marcel Landowski. L'Opéra-Studio remplaçait l'Opéra-Comique dans la Réunion des théâtres lyriques nationaux. Jusqu'à présent, il avait pour but de former les jeunes chanteurs aux métiers de la scène.

Nommé secrétaire d'Etat à la culture en mai 1974, M. Michel d'Ornano a déclaré, en septembre, qu'il transférerait Lyon. Les vives protestations élevées contre ces menaces par une centaine de personnalités (dont Aragon, R.L. Barre, P. Emmanuel, P. Chéreau, A. Vitez), faisaient échouer ce déménagement, mais le budget de l'Opéra-Studio était réduit de 42 % en 1975, et encore de 5 % en 1976, rendant impossible tout travail sérieux.

En 1977, nouveau virage à 180 degrés. Mme Françoise Giroud, succédant à M. Guy, redéfinissait l'Opéra-Studio comme une école d'art lyrique appliquée et doublait son statut. R.T.L.N. supprimée et l'Opéra-Studio intégré à l'Opéra, sans que son existence fût mise en cause. Le dernier acte de cette mort lente vient de se produire. En l'Opéra-Studio, si n'aura même pas pu monter ce mois-ci la Vie de bohème, dont les décors ont été construits et livrés, les crédits destinés «ux artistes ayant été orientés dans une autre direction.

Qu'un organisme d'éducation placé dans de telles conditions matérielles et morales souffre sans doute, n'est pas étonnant : ses preuves n'ont guère manqué. Il est dommage que son administrateur, M. Louis Erio, un des

grands personnages du théâtre lyrique français, n'ait pas démissionné avec éclat en 1975 ou en septembre dernier. Sans doute s'agit-il de vouloir protéger les jeunes chanteurs qui lui avaient fait confiance. Mais une institution capitale pour l'avenir a été étouffée et les stagiaires actuels se trouvent dans une situation précaire, sans solde, pour avoir refusé de signer un contrat de six mois alors que la plupart étaient engagés pour deux ou trois ans. Sans désemparer, M. d'Ornano a décidé de prendre le sort de la chambre de M. Seguin.

JACQUES LONCHAMPT.

## LE FRANC SUISSE A SON NIVEAU RECORD

On notait mercredi matin, dans un marché des changes moins agité que les jours précédents, un certain équilibre de la position du franc. Le cours du dollar, qui était descendu la veille jusqu'à 4,82 F (mais avait commencé à remonter pendant la soirée), s'établissait autour de 4,860 F. Sur les autres places, on constatait peu de changements sur le dollar, qui valait 2,035 DM et 1,916 F.S.

Le raffermissement de la devise américaine à Paris, alors que celle-ci restait à peu près stationnaire à Francfort et à Zurich, a eu pour effet mécanique d'élever en francs la valeur des monnaies allemande et suisse. On cotait le deutschmark à 2,230 F et le franc suisse à 2,530 F. La devise helvétique atteignait donc à Paris le niveau le plus élevé qui ait encore été enregistré.

Le livre sterling, qui était déjà stable au cours des jours précédents, a encore perdu un peu de terrain vis-à-vis du dollar (elle était cotée mercredi matin 1,93 dollars), le marché ayant été désavantagé par l'impression par l'annonce d'un déficit en janvier de la balance des paiements courants, le premier qui a été constaté depuis le mois de juillet dernier.

## RECHUTE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS BRITANNIQUE EN JANVIER

La balance des paiements courants britannique est redevenue déficitaire en janvier (de 175 millions de livres, soit 1,7 milliard de francs), après avoir été excédentaire chaque mois de l'année dernière.

Le déficit a été nettement réduit par rapport aux mois précédents : + 74 millions de livres (638 millions de francs), contre + 216 millions de livres (2 milliards de francs) en novembre.

Cette détérioration, qui a entraîné un fléchissement de la livre par rapport au DM sur le marché des changes, mardi 14 février, s'explique par la brusque dégradation de la balance commerciale, dont le déficit a atteint 284 millions de livres en janvier (3,1 milliards de francs), contre 71 millions de livres en décembre 1977 (670 millions de francs) et un excédent de 71 millions de livres en novembre. En janvier, les exportations ont en effet baissé de 5 % par rapport à décembre, tandis que les importations progressaient de 2 %.

Pour l'ensemble de l'année 1977, la balance des paiements courants britannique a été excédentaire (+ 109 millions de livres, soit 1 milliard de francs), malgré un déficit de la balance commerciale de 1,6 milliard de livres (soit 15,1 milliard de francs). Si le déficit de janvier se reproduisait les mois suivants, il pourrait annuler le gouvernement à l'heure des efforts de relance.

## VERS UNE MODIFICATION DE LA PROCÉDURE DES O.P.A.

M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, devait faire, mercredi 15 février, au conseil des ministres, une communication sur la procédure des offres publiques d'achat (O.P.A.) actuellement en vigueur à la Bourse de Paris, qui permet à une société de prendre le contrôle d'une autre, en proposant à ses actionnaires de leur racheter leurs titres à un cours supérieur à celui coté.

A cette occasion, M. Boulin pourrait proposer d'introduire le système de la double O.P.A. interdite en France. Jusqu'à présent, une firme désireuse de prendre le contrôle d'une autre avait à choisir entre la procédure O.P.A. et une seule à un cours donné. Mais la société « attaquée », à condition de trouver les liquidités nécessaires, avait la possibilité de contre-attaquer en faisant racheter ses propres titres par des filiales de filiales à un cours très supérieur à celui offert. La récente affaire Delmas-Vieljeux-Navigation mixte en a été l'illustration.

Ce créneau ouvert dans la législation laissait l'attaquant à peu près démuné, la loi ne lui donnant pas les moyens de surmonter tout au plus pouvait-il peser sur les cours en vendant des actions de la société concernée, mais pour finalement aboutir au résultat inverse à celui recherché. Tout au plus pouvait-il tenter de lancer une O.P.A. et une seule à un cours donné. Mais la société « attaquée », à condition de trouver les liquidités nécessaires, avait la possibilité de contre-attaquer en faisant racheter ses propres titres par des filiales de filiales à un cours très supérieur à celui offert. La récente affaire Delmas-Vieljeux-Navigation mixte en a été l'illustration.

(PUBLICITE)

**DEJEUNER-DEBAT** le 21 Février 1978 à 12 h 30

**AUDIOVISUEL ET FORMATION DES ADULTES**

**MARDI 21 FÉVRIER AU CONCORDE LAFAYETTE**

Le Journal de la Formation Continue organise le 21 février 1978, à 12 h. 30, à l'hôtel Concorde-Lafayette (7<sup>e</sup> niveau du Palais des Congrès) un déjeuner-débat ayant pour thème « Audiovisuel et Formation des adultes » (120 F par personne).

Un groupe d'experts réunis autour de Bernard PLANOUE, conseil en communication audiovisuelle, vous offrent la possibilité de faire le point.

**POUR RENSEIGNEMENTS ET RESERVATION :**  
 Le Journal de la Formation Continue,  
 2, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS.  
 Téléphone : 704-97-57.

Andres s'inquiète de la dégradation des paiements extérieurs

Le premier ministre rhodésien est absent

Che

LA CONTRE-OFFENSIVE ETHIOPIENNE EN OGADEN MARQUE UN TEMPS D'ARRÊT